UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01367154 0

DD
237
G45

Bibliothèque Politique et Économique

PAUL GENTIZON

ENVOYÉ SPÉCIAL DU « TEMPS »

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

(Novembre 1918 - Janvier 1919)

LA RÉPUBLIQUE A MUNICH, — LES CONSEILS DE SOLDATS. — LE RETOUR DES TROUPES A BERLIN. — LE PILLAGE DU CHATEAU ROYAL. — KURT EISNER. — LES INTELLECTUELS ET LA RÉVOLUTION. — AVANT L'ÉMEUTE. — LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION A KIEL.

PAYOT, PARIS

LA
RÉVOLUTION ALLEMANDE

PAUL GENTIZON

ENVOYÉ SPÉCIAL DU « TEMPS »

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

(Novembre 1918-Janvier 1919)

LA RÉPUBLIQUE A MUNICH. — LES CONSEILS DE SOLDATS. — LE RETOUR DES TROUPES A BERLIN. — LE PILLAGE DU CHATEAU ROYAL. — KURT EISNER. — LES INTELLECTUELS ET LA RÉVOLUTION. — AVANT L'ÉMEUTE. — LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION A KIEL ET A BERLIN.

PAYOT & Cie, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 106

1919

DD
237
G45

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.
Copyright, 1919, *by* PAYOT & Cie

I

« FIFE DIE REPUBLIK »

UNE DÉBAUCHE DE ROUGE. — L'ARMÉE ET LES « OBERKAMERAD ». — LES TEMPLES DE GAMBRINUS. — « COMMENT ON NOUS A TROMPÉS PENDANT QUATRE ANS. »

Munich, novembre.

Ma première impression en débarquant à Lindau ? L'étonnement, comme en présence d'un jeu de scène à effet de quelque drame ! La stupéfaction même, comme devant l'imprévu d'un miracle ! Car, pendant la guerre, dès l'abordage à quai du bateau venant de Suisse, les soldats faisaient la haie, vous surveillant, vous donnant sèchement l'ordre d'entrer dans une petite baraque qui de loin fleurait la geôle ; un feldwebel comparait ensuite avec des regards d'inquisiteur le « signalement du porteur » de votre passeport avec votre propre personne, et l'interrogatoire commençait ensuite, sévère et précis comme en une audience criminelle.....

Maintenant, bien que le décor soit resté le

même, c'est à ne plus s'y reconnaître. Les scribes méfiants et soupçonneux, les sbires hargneux préposés au service de la frontière se sont mués subitement en fonctionnaires polis et aimables ; leur voix rogue s'est faite très humble, leurs gestes méprisants sont devenus soumis, un tantinet même obséquieux, et tandis que jadis, deux ou trois sous-officiers bourrus scrutaient les semelles de vos souliers, retournaient vos faux-cols, palpaient et repalpaient toute votre personne avec le soin tâtillon d'un policier en mal d'arrestation, c'est à peine, cette fois-ci, si, discrètement, l'on veut bien, par acquit de conscience ou par habitude, entr'ouvrir d'un doigt votre valise. Mieux encore : des égards, des prévenances !

Un signe du commissaire fait approcher un soldat : « Veuillez conduire Monsieur à l'Hôtel de Ville pour ses cartes de vivres... » Je n'en crois pas mes oreilles. La révolution aurait-elle, du jour au lendemain, chassé de l'esprit des Allemands du Sud cette hostilité méchante contre tout étranger, cette soupçonneuse « kultur » inquiète et agressive, fruits de la tyrannie prussienne ?

Je suis mon guide à travers les rues étroites et tortueuses de la petite ville tout en écoutant, amusé, le récit qu'il me fait en son patois bavarois,

archaïque et savoureux, du changement de régime à Lindau : l'émoi causé par la nouvelle des événements de Kiel et de Munich, la première réunion du Conseil des soldats et ouvriers, tandis qu'un cortège, musique des pompiers en tête, déambulait à travers la cité, tout cela sans à-coup, sans violence, avec la meilleure organisation du monde, chacun criant à gorge déployée : *Fife die Republik.* Et mon soldat, en vieux « landsturm » pour qui ce cri signifie la suppression de la discipline tyrannique et brutale, la disparition du pas de parade, la fin de la guerre et le retour dans ses foyers, prononce et répète encore une fois ces derniers mots avec un éclat joyeux dans la voix comme le tire-la-outi de ces « yodlées » tyroliennes que les pâtres en liesse se renvoient les jours de fête, d'une montagne à l'autre... *Fife die Republik* ! Un peu plus, il ferait une pirouette.....

Lorsque nous sortons du Rathaus, la nuit est venue et, dans les brasseries, attablés devant leurs chopes, le dos rond, paisibles, comme si la révolution n'avait brassé leur sang d'aucune fièvre, des groupes de paysans et de bourgeois discutent avec bonhomie ou lisent les feuilles de Munich. Ils sont là, sous les plafonds bas et enfumés, devant les tables empoissées de bière,

comme ils étaient jadis, car si le drame révolutionnaire a brisé subitement le cadre et les bases de l'armée, il n'affecte encore en rien la population des petits bourgs de province. Avec la fin de la guerre, après avoir été pendant quatre ans assoiffés de victoires et patriotes comme tous les Allemands, les Bavarois de l'Allgau semblent être redevenus placides et débonnaires comme s'ils n'avaient plus d'autre préoccupation, comme autrefois, que les plaisirs concrets. Malgré la révolution, on les retrouve « esprits de bière et de poêles » comme devant.

Et cependant, sous l'auvent bariolé de leurs maisons moyenâgeuses, au sommet de la tour du Rathaus, flotte, pour la première fois dans l'histoire de leur cité, ce symbole inquiétant, l'emblème révolutionnaire : le drapeau rouge.

Munich ! J'ai hâte de voir comment la guerre a transformé la physionomie de cette ville que j'ai connue jadis amène et joyeuse, avec ses brasseries toujours pleines d'un peuple insouciant et gai. Au premier abord, alors que la curiosité vous chasse hâtivement d'une rue à l'autre, rien ne vous fait pressentir qu'en cette cité se joue, après quatre ans d'une guerre perdue, un drame aussi fiévreux, passionnant, décisif, qu'une révolution.

Dans les ruelles des vieux quartiers dont les fenêtres s'ornent de géraniums et de fuchsias jetant leurs notes claires sur le gris des façades, Munichois et Munichoises s'en vont à leurs affaires ; voitures, autos, tramways roulent, et dans les avenues des couples se promènent avec une sentimentalité pleine d'épanchement et de langueur. Mais bientôt mille détails vous frappent : de grandes affiches rouges s'étalent partout, prescrivant des mesures propres à assurer la sécurité du nouveau gouvernement, les unes signées du Comité central des Conseils de soldats et exigeant de chaque militaire une discipline rigoureuse, les autres invitant les soldats autrichiens à former des soviets, ou concernant des matelots..... car Munich, bien que parfaitement et uniquement terrienne, possède son Conseil de mathurins. En voici du groupe spartakiste, où Muhsam, le Liebknecht munichois, convie ses amis à une réunion. En voilà qui ordonnent aux soldats arrivant isolés dans les gares de remettre leurs fusils à telle et telle caserne... Et partout, au long des immeubles, aux vitrines des magasins, sur les piliers des voûtes de la Karlstor, le rouge de ces affiches met des taches vives contrastant avec le gris cendreux des bâtisses.

Dominant les drapeaux des Bavarois, bleu

et blanc arborés pour le retour des soldats, de grandes oriflammes rouges flottent aussi le long des façades des ministères ; l'une, même, orne le fronton du Palais royal, la Residenz, et quelques fanions écarlates surmontent les clochetons ajourés de l'Hôtel de Ville. C'est du rouge partout, comme dans un rayonnement fixe ! Des rosettes rouges ont remplacé sur la casquette des soldats l'ancien écusson aux couleurs allemandes, des nœuds rouges sont épinglés sur les uniformes, sur les corsages des femmes. En rouge encore les « Michel » des cartes postales révolutionnaires et les titres des tracts vendus d'une voix rauque par les camelots. Les soldats, les ouvriers appartenant aux divers comités révolutionnaires arborent également des brassards rouges et les membres du nouveau gouvernement se prélassent dans les automobiles de la Cour, drapeau rouge à l'avant. C'est une débauche de rouge, de rouge obsédant en cette fin de guerre sanglante, et parlant éloquemment, malgré le calme apparent de la foule, de la violence des passions déchaînées et du malaise énorme de la ville.

De toutes les institutions sociales, c'est l'armée que la révolution a le plus manifestement transformée. Les officiers ne portent plus leurs insignes,

car, dès les premières heures de la révolution, des groupes d'émeutiers les ont forcés à arracher publiquement leurs pattes d'épaules et leurs galons. Aussi bien la scène caractéristique autrefois du *Herr Leutnant* hautain et plein de morgue, salué sur son passage par les gestes mécaniques et roides des soldats, a disparu de la rue. Avec la révolution, le bon sens outragé a repris ses droits. Non pas, cependant, que le naturel et la simplicité des rapports que la guerre a créés en France entre chefs et soldats existent dès maintenant en Allemagne : non, le soldat, tout simplement, affecte d'ignorer l'officier. Néanmoins, comme la démobilisation exige encore l'activité de tous et que, de ce fait, les rapports se maintiennent entre eux, le soldat, s'il ne se sert plus de la vieille expression : *Herr Leutnant*, ou *Herr Hauptmann* (Monsieur le Lieutenant ou Monsieur le Capitaine), emploie la nouvelle formule de *Oberkamerad* (camarade-chef) Il y aura toujours des « ober » en Allemagne !

En même temps que le salut, le pas de parade inesthétique et pantin a été aboli. Les sentinelles ne rendent plus les honneurs ; d'ailleurs, toutes celles qui sont placées devant les ministères portent leur fusil la crosse à l'épaule et le canon dirigé contre terre, et leur va-et-vient devant

les guérites, avec leurs mains dans les poches et leurs tuniques déboutonnées, n'est plus que le laisser-aller d'un soldat qui baguenaude. Au passage des officiers, le claquement sec des talons, le maniement brusque de l'arme, l'immobilité de statue de l'homme de garde sont déjà également lettre morte ! C'est, au souffle de la révolution, l'effondrement complet de toute la discipline du drill brutal et inintelligent !

Pour se procurer quelque argent, des soldats, aux costumes déteints par les pluies, aux souliers éculés, parcourent les rues en vendant des insignes révolutionnaires, des lacets de souliers, des allumettes. Sur la Karlsplatz, devant l'hôtel du *Rother Hahn*, un grand *feldgrau* offre aux passants, avec force lazzis, des séries de cartes postales... Non plus celles qui racontaient les hauts faits des troupes allemandes, avec, au premier plan, la charge irrésistible des casques à pointe, mais d'autres, plus actuelles, fustigeant d'une satire l'ex-kaiser, le kronprinz, le roi Louis, ou célébrant en termes dithyrambiques la révolution. Le sujet choisi de préférence est la fuite du kaiser : l'une des plus typiques représente le Michel allemand sous la forme d'un gros bonhomme rouge, regardant, très satisfait, Guillaume II qui, vêtu d'une démocratique jaquette et d'un cylindre, s'enfuit,

éperdu, vers Amerongen. D'autres, triviales, illustrent les paroles mémorables de l'ancien « Seigneur de la Guerre ». L'une, par exemple, montre le kaiser qui, penché à l'avant d'une barque, voguant sur un canal de Hollande, laisse tomber dans les flots sa couronne et son sceptre. Et voici la légende : « Notre avenir est sur l'eau. » Une autre est le faire-part mortuaire de *Herr Militarismus*, Monsieur Militarisme, « né à Berlin, mort à Munich et enterré avec tous les honneurs dus à son rang. »

Devant le vendeur, la foule s'écoule indifférente ; chez elle aucune réaction, même sentimentale, n'est apparente. Car la révolution s'est faite à Munich sans haine, sans grande passion ; chacun savait s'opposer d'instinct à tout bouleversement radical. L'exemple de la Russie fait sans doute réfléchir, et le peuple ne songe nullement au grand branlebas des révoltes classiques. C'est pourquoi, dans les avenues, les statues des Wittelsbach sont restées à leur place, intactes ; et parfois même, à l'ombre d'un drapeau rouge, ô ironie, une enseigne de magasin étale encore en lettres d'or l'appellation de *Hoflieferant*, fournisseur de la Cour, toujours flatteuse, malgré la république !

Si la révolution n'a pas troublé la tranquillité

coutumière des habitants, cependant, Munich, la nuit venue, n'apparaît plus la cité gaie et bon enfant d'autrefois, quand la joie de vivre s'étalait lourde et bruyante avec les besoins matériels contentés et les ventres satisfaits. Comme jadis, néanmoins, les *Hof*, *Kochel*, *Thomasbrau* trouent l'obscurité de leurs invites lumineuses ; mais ce soir, la fameuse brasserie royale où, pendant trois siècles, des milliers de bourgeois ont passé leur existence à ingurgiter de la bière auprès des boiseries enguirlandées de feuillages et de fresques bachiques, est désertée de ses fidèles. La grande salle, où l'on me sert une chope d'un breuvage sucré et épais, est presque vide et le silence tombe pesant sur les lourdes tables inoccupées..... Ce n'est plus comme autrefois le bourdonnement continu des conversations ou le choc bruyant des chopes sur le chêne, les appels de table à table, le cliquetis des assiettes, le rire des sommelières qu'on lutine... Maintenant, la crainte du lendemain, l'instabilité de la situation font rester chez eux les bourgeois alarmés et le temple de Gambrinus semble tout rempli d'une atmosphère d'inquiétude ! Je me rends au Mathaeser, la grande brasserie populaire où, dans la nuit du 7 au 8 novembre, le premier Comité révolutionnaire fut formé. Là, contraste absolu.

Dans une salle enfumée, au plafond bas et voûté, aux murs décorés de longues théories de cornes de cerfs, des centaines de soldats. attablés avec des femmes devant leur « moss », discutent avec animation et parfois avec violence, Immédiatement, on sent qu'ils sont les maîtres de l'heure, qu'ils sont la force..... Des mains nerveuses serrent des fusils et des poings noueux s'abattent sur les tables, tandis que des filles de salles circulent entre les bancs avec des plateaux chargés de chopes. La soif de ces soldats a pris avec la révolution quelque chose de fiévreux. Soudain, près de moi, des voix gutturales éclatent... Eh quoi ! la *Marseillaise* ! L'hymne français transformé avec des paroles allemandes en lied révolutionnaire ! Le vaincu scandant le chant du vainqueur !... Je ne suis pas revenu de ma surprise que déjà toute la salle reprend le refrain avec de grands éclats de voix rauques qui sous la voûte basse soulignent lourdement la mélodie.....

Est-ce le rythme large et puissant de ce cantique de révolte ? Est-ce l'accent sérieux et passionné de ces soldats ? Est-ce ce tableau surprenant de l'hymne français évangélisant l'Allemagne révolutionnaire ? Je ne sais, mais malgré moi, à la reprise, je me surprends à fre-

donner : « Aux armes citoyens... » Après le dernier couplet, des *Hoch* ! *Hoch* ! retentissent ; on vide les verres et les discussions passionnées recommencent. Je sors, tandis que sur le pas de la porte une jeune fille, minable, tenant dans ses mains violettes de froid quelques numéros de tracts révolutionnaires : *die Welt Revolution* (la Révolution mondiale), *die Rote Hand* (la Main rouge) offre sa marchandise d'une voix nasillarde et chantante, comme en une mélopée : « Lisez... comment nous avons été trompés pendant quatre ans..... Lisez... comment nous avons été trompés pendant quatre ans..... »

II

LA RÉVOLUTION A MUNICH

LE DRAME. — LE BOLCHEVISME. — LES SOLDATS. — LA DISETTE.

Munich, novembre.

Une misère infinie dans les basses classes, le chômage dans l'industrie, la disette, les mensonges des gouvernants, la défaite enfin, telles sont les raisons qui, le 7 novembre, ont brusquement arraché le prolétariat et les soldats bavarois à cette discipline qui, jusqu'alors, était foncière chez tout Allemand, par conviction autant que par tempérament. En quelques heures, ces gens qui, depuis des siècles, n'avaient demandé qu'à être gouvernés, ont voulu gouverner à leur tour. Ils ont réussi : le drapeau rouge flotte sur la tour du Rathaus, à côté d'oriflammes aux couleurs bavaroises, bleu et blanc. Un Conseil des soldats, premier soviet allemand, siège au ministère de la guerre. Un Parlement de prolétaires occupe la

grande salle du Landtag. Un journaliste, Kurt Eisner, d'origine israélite, préside aux destinées du nouveau gouvernement. La révolution — cette révolution allemande que tout le monde croyait impossible — est complète en fait et en forme. Elle n'est peut-être pas profonde, en ce sens qu'elle laisse apathiques, en même temps que déconcertées, des classes entières, comme la haute bourgeoisie ; elle ne s'est pas déroulée selon la méthode classique, avec la fureur des passions déchaînées, l'explosion formidable des haines trop longtemps contenues. Mais elle est, malgré tout, et sans camouflage, sans cette toilette dont nous accusions les Allemands de la draper pour nous donner le change.

Si l'on tient compte du milieu, de la religion, des coutumes, des traditions, il apparaît tout naturel que la Bavière ait été le premier, parmi les Etats allemands, à secouer le joug du militarisme. Les Bavarois n'ont rien de l'esprit, à la fois autoritaire et soumis à l'excès, du Prussien : ces buveurs de bière, placides et débonnaires, ont été de tout temps plus clairvoyants, plus indépendants dans leurs opinions, moins serviles que leurs voisins du nord. Les premiers, ils purent, mieux que tous les autres, rompre avec le passé.

En interrogeant les témoins et les acteurs de

cette révolution, j'ai pu en reconstituer d'une façon exacte et précise la première phase.

L'agitation commença à Munich par une grande démonstration pour la paix qui eut lieu le 7 novembre, dans l'après-midi, et qui avait été organisée par les partis socialistes majoritaire et minoritaire, aidés des associations ouvrières. Ce jour-là, un jeudi, vers deux heures de l'après-midi, le prolétariat de la ville se dirigea tout entier vers la Theresienwiese, vaste plaine aux abords de la cité. Plus de 150.000 personnes, hommes, femmes et enfants, s'y trouvèrent bientôt réunies. Les troupes de Munich ayant été envoyées en grande partie dans le Tyrol les jours précédents, 2.000 à 3.000 soldats seulement s'étaient joints aux manifestants, la plupart recrues, permissionnaires, ou appartenant aux unités d'étapes. Un seul orateur n'aurait pu se faire entendre d'une telle foule. Une vingtaine de chefs du parti sozialdemokrate, Auer en tête, le ministre actuel de l'intérieur, disséminés ici et là, prirent la parole. Les soldats, d'instinct — car aucun plan n'avait été conçu d'avance — se réunirent autour du tribun le plus populaire, Kurt Eisner lui-même, récemment libéré de prison où il avait été incarcéré pour agitation en faveur de la paix. Comprenant rapidement

l'avantage de la situation, celui-ci, tout en laissant ses camarades dérouler quelques lieux communs sur la nécessité de transformer les institutions sociales, donna tranquillement le mot d'ordre : « Se répandre en ville, occuper les casernes, s'emparer des armes et des munitions, débaucher le reste des troupes, se rendre maître du gouvernement. » Pendant ce temps, la foule s'était disloquée ; une musique entraîna à sa suite quelques milliers de manifestants qui défilèrent dans la ville avec des drapeaux rouges et des écriteaux portant : « A bas les Hohenzollern ! » Devant la Residenz (Palais royal), le cri de « Vive la République ! » ne cessa point durant tout le passage du cortège. A la même heure, les soldats commençaient leur œuvre. A l'école Guldein, transformée en caserne, les émeutiers enfoncèrent les portes, qui avaient été hâtivement fermées sur l'ordre d'un officier ; ils débauchèrent le corps de garde, qui partit avec eux. Même scène à cinq heures de l'après-midi, à la Turkencaserne ; mais là, des officiers jetèrent sur les mutins, du haut des étages supérieurs, des bombes à gaz qui blessèrent trois soldats.

Les officiers, arrêtés, furent cependant remis en liberté. Un capitaine, rencontré en un autre

endroit par un groupe de soldats, fut sommé par eux de les suivre. Comme il s'y refusait, ses pattes d'épaules, son sabre lui furent arrachés aux applaudissements de la foule. A la Residenz, les portes furent également enfoncées, sans toutefois que les émeutiers pénétrassent plus loin ; les soldats de garde passèrent du côté des manifestants. Dans la caserne des 1er et 2e régiments d'infanterie, les soldats s'empressèrent de se joindre à leurs camarades ; ils quittèrent le bâtiment en dégringolant des fenêtres, emportant avec eux leurs sacs, leur équipement. Des gourdes, des gamelles, des fusils furent même jetés dans la cour, à la grande joie des badauds qui les emportèrent. A l'hôtel de Bavière, siège du commandant du 2e corps d'armée, un général, dit-on, fit feu d'une fenêtre contre un groupe de manifestants qui, bien qu'aucun d'eux n'eût été blessé, se ruèrent aussitôt vers la porte. La présence d'esprit d'un étudiant qui harangua à ce moment les hommes sauva l'officier qui, caché sous un habit civil, put s'enfuir par une autre issue. A la tombée de la nuit, le premier Conseil des soldats se réunit à la brasserie Mathaeser dont l'entrée avait été interdite aux civils. Des ordres rapides furent donnés. La gare est occupée, tous les soldats et officiers arrivant et partant sont arrêtés et

invités à enlever de leur képi la cocarde aux couleurs allemandes. Des patrouilles envoyées dans les rues disent aux habitants de rentrer chez eux. Les locaux publics, postes, théâtres, sont fermés, le service des tramways est suspendu. Pendant ce temps les partisans du nouveau gouvernement occupent le bâtiment du Landtag, et dans la salle des députés, sous la direction de Kurt Eisner, se constitue le gouvernement de la République socialiste bavaroise. Aux côtés du tribun avaient pris place son ami Unterleitner, enfermé comme lui à la suite des troubles de janvier dernier, ainsi qu'un soldat. Au banc des ministres, deux femmes et quelques chefs du prolétariat. Aux places des députés, des ouvriers et des soldats, dispersés au hasard. Eisner ouvrit la séance. Son discours, que ne publia pas la presse, pour la raison qu'aucun journaliste n'était présent, m'a été reconstitué en ces termes

« Messieurs,

« Ce qui se passe à cette heure nocturne peut devenir le commencement d'une nouvelle époque si vous appliquez à notre œuvre toute votre conscience et si vous êtes prêts, dans toutes les circonstances, à maintenir vos droits d'occuper cette salle. J'espère que cette révolution se dis-

tinguera des autres en ce sens qu'elle poursuivra ses buts avec un esprit de conséquence. L'idée d'occuper le Landtag et de s'emparer du gouvernement n'a germé en moi qu'à la dernière heure. En fait, tout ce qui s'est passé aujourd'hui s'est déroulé sans aucune organisation. Lorsque les hommes de confiance du parti socialiste décidèrent les démonstrations d'aujourd'hui, je les ai rendus attentifs au fait que les masses voudraient peut-être autre chose qu'une sorte de procession solennelle. Je ne me suis pas trompé. Vous êtes aujourd'hui le Parlement et vous siégerez jusqu'à l'élection d'une Assemblée nationale élue au suffrage universel égal et secret. »

Puis après avoir indiqué les noms de quelques députés socialistes de l'ancien Parlement qu'il ne voulait voir en aucun cas faire partie du nouveau, Eisner conclut :

« Les ministres précédents doivent quitter le pouvoir. La Bavière doit être une République. Il n'y a plus de place aujourd'hui pour les monarques. Nous ne quitterons pas la salle des séances avant que tout cela soit décidé. »

Et c'est ainsi que le vendredi 8 novembre, à

l'aube, Munich se réveilla en république (1). Des officiers, qui habitaient la banlieue, n'ayant eu connaissance de rien, arrivèrent le matin comme de coutume à leur bureau... et trouvèrent leurs places occupées par des soldats. Tel fut le drame munichois. Heine disait en parlant de la révolution allemande que la Révolution française ne serait, en comparaison, qu'une « innocente idylle ». Jusqu'ici, du moins, l'idylle ne fut-elle pas plutôt sur les bords de l'Isar ?

Comment ce peuple bavarois, si bien habitué

(1) La proclamation suivante fut affichée à Munich dans le courant de la journée du 8 novembre :

A la population de Munich

Le sort terrible qui vient de frapper le peuple allemand a provoqué une agitation naturelle parmi les ouvriers et soldats de Munich. Un conseil provisoire d'ouvriers, de soldats et de paysans s'est constitué au Landtag dans la nuit du 8 novembre.

La Bavière est dorénavant une république.

Un gouvernement populaire qui s'appuiera sur la confiance des masses sera établi sans retard.

Une Assemblée nationale constituante pour l'élection de laquelle toutes les personnes majeures, hommes et femmes, auront droit de voter, sera convoquée aussi rapidement que possible.

Une nouvelle époque commence.

La Bavière préparera l'Allemagne pour la Société des nations.

La république démocratique et socialiste bavaroise

à l'obéissance passive, va-t-il supporter l'épreuve d'une liberté à ce point improvisée, et le passage si rapide d'une monarchie à une république socialiste ?

Immédiatement l'exemple de la Russie vient à la pensée. Le bolchevisme ! C'est aujourd'hui en Allemagne un mot à double tranchant dont le nouveau pouvoir se sert d'un côté pour effrayer les bourgeois et de l'autre pour contenir l'Entente.

« Nous combattrons jusqu'au bout contre le bolchevisme, m'ont déclaré tous mes interlocuteurs ; mais s'il arrive à vaincre par la faute de l'Entente, alors il ne s'arrêtera pas à l'Allemagne, mais déferlera comme une marée en France, en

a la force morale d'obtenir pour l'Allemagne une paix qui la protège d'une catastrophe.

La révolution actuelle était indispensable pour faciliter au dernier moment, par le self-government du peuple, le développement de la situation, et cela sans un ébranlement trop considérable, avant que les armées ennemies n'envahissent nos frontières ou que les troupes allemandes démobilisées après l'armistice n'amènent le chaos.

Le Conseil des ouvriers, soldats et paysans assurera l'ordre le plus strict. Les excès seront réprimés sans aucun égard. La sécurité des personnes et de la propriété est garantie.

Dans les casernes les soldats se commanderont eux-mêmes par les Conseils des soldats et maintiendront la discipline. Les officiers qui ne s'opposent pas aux exi-

Angleterre, en Amérique, où il anéantira, comme partout, toute force productive. Les restes de la culture occidentale peuvent être encore protégés contre leur plus terrible ennemi. Mais si l'Entente obéit maintenant au désir de vengeance... »

Ces paroles ne semblent pas cependant correspondre aux faits. A part le groupe Spartacus,

gences du nouveau régime peuvent poursuivre leur tâche sans crainte d'être inquiétés.

Nous comptons sur le concours actif de la population entière. Chaque artisan de la nouvelle liberté est le bienvenu. Tous les fonctionnaires restent à leurs postes. Des réformes sociales et politiques fondamentales seront mises en œuvre sans retard.

Les paysans s'engagent à approvisionner les villes. L'ancienne opposition entre la ville et la campagne disparaîtra. L'échange des denrées alimentaires sera organisé rationnellement.

Ouvriers, bourgeois de Munich ! ayez confiance en la grandeur et la force de ce qui se prépare en ces jours solennels.

Aidez-nous tous afin que cette transformation inévitable s'accomplisse rapidement, facilement, paisiblement.

A cette époque de crimes sauvages et insensés, nous avons horreur de toute effusion de sang. Toute vie humaine est sacrée.

Conservez le calme et travaillez à l'édification de cette époque nouvelle !

Vive la république bavaroise.

Vive la paix !

Munich, Landtag, dans la nuit du 8 novembre 1918,

Le Conseil des ouvriers, soldats et paysans.

Le premier président : Kurt EISNER.

à Berlin, quelques éléments anarchistes, dans les ports, le reste du pays n'est pas le moins du monde infecté par le socialisme asiatique. En Bavière particulièrement, le mouvement révolutionnaire n'est nullement bolcheviste, à moins qu'on ne veuille tenir compte d'une infime minorité.

Je n'ai pas vu, parmi la population civile, la moindre scène qui pût éveiller quelque soupçon d'un désordre ou d'une anarchie quelconque. Au contraire, il y a partout, à cette heure, dans les masses, comme une sorte d'apathie et même d'hébétude. Aucune réaction dans ces foules amorphes qui remplissent les gares, s'entassent devant les affiches rouges du nouveau gouvernement, remplissent les brasseries. *Il est vrai que cet état de choses peut changer d'un instant à l'autre* et que, par exemple, l'arrivée des troupes du front met dans la situation une inconnue peut-être dangereuse. De même, si la disette s'aggrave et si les conditions économiques deviennent telles que la majorité de la population soit contrainte de mener la vie précaire du prolétariat. Mais pour l'instant, le Munichois poursuit sa vie comme si rien n'avait changé autour de lui. D'ailleurs, il a, d'instinct et d'éducation, un grand besoin d'ordre, et l'anarchie lui répugne comme à tout Allemand.

La manifestation la plus patente de la révolution est la décomposition de l'armée. Le temps n'est plus des claquements de talons, des saluts raides et des mouvements d'automates : du coup, les soldats allemands semblent délivrés de ce fameux bâton dont on les rossait jadis et qu'ils paraissaient avoir avalé, au dire de Heine. Ils flânent maintenant par milliers, démobilisés, touchant leur solde toutefois, mais ne regagnant pas leur foyer où la misère les attend ; ils préfèrent loger à la caserne où quelque maigre ration leur est assurée : troupeau sans chef, désœuvré, minable, battant le pavé le long des rues. Tous ces hommes, que la débâcle fait affluer des lignes d'étapes, isolés ou par groupes, sont désarmés dès leur descente des trains par ordre du gouvernement.

J'ai assisté à l'arrivée de l'un de ces détachements qui regagnent Munich au hasard des routes et des convois. Chacun de ces pauvres hères, aux uniformes râpés et déteints, abandonnait avec joie son équipement. N'était-ce pas la meilleure garantie qu'ils ne combattraient plus ? Et sous le grand hall les armes s'entassent : ici, des fusils de tous systèmes, depuis les lourds mausers jusqu'aux carabines légères ; là, des sabres d'officiers, des baïonnettes, des haches,

des casques, des monceaux de cartouches, des masques contre les gaz, le tout rouillé, souillé de boue. Avec cette dislocation de l'armature militaire, la silhouette classique de l'officier à monocle, sanglé dans sa tunique, a soudain disparu des rues. Avec la révolution, vite, les Herren Leutnants se sont mués en bourgeois. A Lindau, toutefois, j'ai aperçu un vieux colonel, abandonné de ses ordonnances, transportant lui-même sa lourde malle et la chargeant dans un compartiment. Dans les gares, les soldats franchissent les voies, envahissent sans billets premières et secondes classes, enfreignant tous les règlements. Dévouement envers le supérieur, obéissance passive semblent s'être évanouis. Parfois, cependant, le vieux régime côtoie encore le nouveau, suscitant des contrastes amusants. Voici un soldat portant, à côté de sa Croix de fer, ordre impérial, une petite rosette rouge, insigne de la révolution. Voilà une automobile avec drapeau rouge transportant quelques délégués au Conseil des soldats et croisant une voiture armoriée où se prélasse un ancien conseiller de la Cour. Au Ministère de la guerre même, tandis que le Comité exécutif des soldats siège dans l'ancien cabinet du ministre, dans le bureau attenant se trouve, en civil toutefois, Herr Oberst (colonel) von X...,

du service de la presse ! Tout déroute, tout déconcerte. Mais cette absence de haine, de toute passion même, trait typique de la révolution bavaroise, s'explique aisément par la gravité de la situation économique dans laquelle se débat le pays. L'esprit de chacun, soldat, ouvrier, bourgeois, n'est tendu que vers l'angoissant avenir. De quoi demain sera-t-il fait ? En attendant, cette masse amorphe de soldats auxquels la défaite semble avoir, pour l'instant, enlevé tout ressort, augmente de jour en jour. Ils ont lutté pendant quatre ans dans une guerre suscitée par la folie de leurs gouvernants ; pendant quatre ans ils ont supporté des maux indicibles, et voici qu'à leur retour dans ce pays, pour lequel ils ont tant souffert, le désœuvrement les attend, la misère les guette, et déjà la faim les tenaille. Ils ont fait la révolution, ils sont la majorité du Parlement improvisé, que nous avons vu siéger de nuit ; ils sont la force... mais à quoi leur sert-elle ? Ne seront-ils pas tentés d'en abuser ? En songeant à cette situation vaguement menaçante, un vieux Munichois disait : « Nous côtoyons des abîmes *(wir wandern an Abgründen)* prêts à nous engloutir. Si nous ne pouvons pas assurer pour l'hiver à ces soldats la nourriture, la lumière, la chaleur, le logis, les

vêtements, les chaussures... nous sommes alors perdus. Ce sera le bolchevisme. Non pas le bolchevisme à la russe, nihilisme instinctif de la race; mais un bolchevisme spécial, le bolchevisme de la faim, de la misère... » C'est là l'inquiétude générale : la défaite, la ruine économique, l'effondrement de l'empire ont à ce point bouleversé l'âme de ces gens que, par une sorte de psychose, ils n'entrevoient plus, visions apocalyptiques, que d'effroyables catastrophes. Et dans cet état d'esprit qui ne laisse place à aucune haine contre leurs anciens ennemis, personne ne songe à la moindre réaction.

C'est spécialement sur la disette des vivres que les Bavarois, grandgousiers germaniques, roulent dans leur tête des idées lugubres. Et cependant, au premier abord, le spectre aux dents longues, aux doigts crochus, au ventre creux, la Faim, paraît les hanter plus qu'il ne les tient. J'ai même été étonné, le premier jour de mon arrivée, de l'abondance des légumes, choucroute, pommes de terre, navets, servis à mon repas, et des gâteaux que je pouvais obtenir dans les pâtisseries-confiseries. Mais bientôt on s'aperçoit que cette alimentation est en quelque sorte factice, que tout est mauvais, indigeste

ou fictif, et qu'aucun plat de résistance n'existe véritablement. La vérité, sans parti-pris, est celle-ci : le peuple allemand souffre d'une grave disette. La nourriture de la population des villes — je ne parle pas des paysans, mieux pourvus, ni de la table des riches — n'est plus composée à l'heure actuelle que d'un pain noir, gluant et fade, moulu à 94 0/0, de légumes cuits à l'eau, de choucroute et d'une quantité infime de viande. L'huile, le chocolat, le café, le thé ont complètement disparu de la table bavaroise ou sont remplacés par des *erzats* sans valeur nutritive et d'un goût exécrable. La livre de thé ou de café, provenant de Suisse ou de Hollande, en contrebande, se paie jusqu'à 100 marks. Quant aux denrées qui se trouvent sur le marché, leur rationnement est basé sur le système de cartes que l'on sait et qui a permis jusqu'ici à l'Allemagne de manger du bout des dents, il est vrai, mais de se tirer d'affaire. Toutefois, on n'ose songer à ce qui arriverait si la révolution allait bouleverser cette patiente et laborieuse organisation. Dès mon arrivée à Munich, l'office des vivres m'a délivré les cartes suivantes : cartes de viande (125 grammes par semaine), graisse (62 grammes par semaine), pain (200 grammes par jour), sucre (500 grammes par mois), fruits (quantité

variable suivant saison), et enfin carte d'œufs (1 par semaine). Quant au prix des repas, il faut compter 6 à 8 marks, dans les petits restaurants bourgeois. En comparaison avec Paris, je dirai que l'on mange infiniment plus mal pour une somme double. Choucroute aigre, haricots, pommes de terre à l'eau, une mince tranche de viande — celle-ci interdite deux jours par semaine — tel est le menu presque invariable. Il ne faut pas, d'ailleurs, déduire de ces chiffres et faits un tableau d'ensemble de la situation alimentaire en Allemagne ; car la Bavière est, dans ce domaine, le plus avantageusement partagé des Etats confédérés, en raison d'une terre plus riche et mieux cultivée ; les paysans bavarois, par exemple, n'ont guère plus souffert que les paysans français. Mais, de l'avis unanime, la situation est pire en Prusse, en Saxe et même en Westphalie. Le nouveau ministre de l'intérieur du gouvernement bavarois a bien voulu me faire, au sujet de la disette, les déclarations suivantes :

« L'Allemagne a des réserves de blé jusqu'à juillet de 1919, c'est-à-dire jusqu'à la prochaine récolte ; 600.000 tonnes encore nous sont nécessaires si l'on veut assurer 200 grammes de pain par jour à la population. Quant aux pommes de terre, la récolte a été, l'an passé, en Bavière, de

230 quintaux par hectare ; cette année, elle n'est que de 147. Il nous manquera de cette denrée le cinquième de la quantité absolument nécessaire. Les légumes et les pâtes manquent au point qu'on ne peut en fournir aux hôpitaux. En ce qui concerne la viande, nous n'avons pu envoyer à l'armée que 32 0/0 de la quantité que nous étions obligés de livrer. La situation s'aggrave de jour en jour pour la graisse. La quantité de 62 grammes par semaine va être étendue sur dix jours. Bref, toutes nos rations sont insuffisantes, et si nos populations peuvent encore supporter cet état de choses pendant quelques mois, elles ne le pourront pas plus longtemps. Ce fut un mensonge de l'ancien gouvernement de dire au peuple que nous pouvions tenir jusqu'au bout. Ce fut un mensonge de la presse de le répéter. Grâce à cette politique, l'augmentation de la mortalité (1), causée par l'affaiblissement de

(1) Nous n'avons possédé, au cours de la guerre, que des notions très vagues et fort incomplètes sur la santé publique en Allemagne. Les premiers chiffres n'ont été publiés qu'au début de la révolution et ce sont même les premiers que les Allemands aient connus, car toute publication de ce genre était jusqu'à présent interdite. La *Bayerische Staatszeitung* donne, en effet, d'intéressants renseignements sur ce que fut la mortalité en Bavière pendant les années 1914-1917. L'accroissement du nombre

la résistance physique est énorme. 60 0/0 des femmes enceintes ont une alimentation insuffisante, et même les cliniques d'accouchement n'ont pas les quantités de vivres nécessaires.

des décès est notable. On en jugera par le tableau suivant : 1910 : 136.846 décès ; 1911 : 141.547 ; 1912 : 129.025 ; 1913 : 126.136; 1914 : 157.235 ; 1915 : 156.837 ; 1916 : 155.882 ; 1917 : 144.992.

En détaillant cette statistique, on est tout d'abord surpris de constater que les chiffres de mortalité relatifs aux nourrissons ne contribuent pas à cet accroissement du total général. Les chiffres, en ce qui regarde les enfants âgés de moins d'un an sont, en effet, les suivants :

1913 : 36.805 ; 1914 : 38.467 ; 1915 : 31.977 ; 1916 : 21.703 ; 1917 : 20.324.

Le journal bavarois montre que cette décroissance de la mortalité infantile est toute factice. Elle est due, non à l'amélioration des soins donnés aux nouveau-nés, mais à la diminution considérable des naissances, qui atteignaient à peine, en ces dernières années, la moitié du chiffre du temps de paix.

La mortalité des femmes s'est accrue dans des proportions sensibles, passant de 38.191 en 1913 à 45.836 en 1917.

L'article qui m'a été remis par un médecin bavarois ajoute que cette élévation de la mortalité générale est due à plusieurs causes dépendant de l'état de guerre. On peut, parmi ces causes, à côté de la tension d'esprit perpétuelle, que nous aussi nous avons connue, noter le surmenage physique, lequel a surtout agi fâcheusement sur les femmes, les jeunes gens en pleine croissance et les vieillards. Mais le facteur principal fut la disette alimentaire. La baisse relative du chiffre de la mortalité au cours des quatre dernières années ne tient cependant pas à une amélioration de la ration alimentaire, ce qui

Les mères ne peuvent pas nourrir leurs enfants, et le quart de litre de lait prévu pour eux ne peut suffire. De telle sorte que, ces derniers mois,

serait paradoxal, mais concorde avec une diminution constante du taux de la population civile, sur quoi seulement porte la statistique.

Le même médecin m'a déclaré que la mortalité générale, dans toute l'Allemagne, cette fois, s'est accrue, pendant la guerre, dans la proportion de 3 à 5. Les décès ont été surtout nombreux parmi les enfants en bas âge. Les conditions économiques alimentaires ont occasionné, m'a-t-il dit, une augmentation considérable du nombre des tuberculeux et l'apparition de beaucoup de maladies de l'appareil digestif chez les personnes âgées. Jointes au surmenage physique, elles auraient causé nombre de maladies du cœur chez les jeunes gens.

Par contre, tout ce que l'on a rapporté sur l'existence de graves épidémies (peste, typhus, choléra) dans l'Allemagne orientale, serait d'après lui, purement fantaisiste. La grippe a fait là-bas, comme en France deux apparitions : l'une au printemps, qui fut légère ; l'autre, actuellement en décroissance, et qui fut près de dix fois plus meurtrière. Parmi les maladies plus ou moins nouvelles, mais dues aux circonstances, il faut citer l' « œdème de guerre », enflure des jambes et de la face, due à la préparation anormale des aliments, résultant du manque de graisse et à la consommation exagérée d'aliments aqueux et de sel.

Si incomplets que soient encore les documents statistiques, ils nous montrent que les Allemands ont beaucoup souffert de la guerre et que leurs privations retentiront encore sur leurs générations futures. Ce ne fut évidemment pas la guerre « fraîche et joyeuse » qu'on leur avait promise. On comprend aisément qu'ils n'éprouvent plus grande tendresse pour ceux qui, après leur avoir imposé ces sacrifices, les ont conduits où ils sont à l'heure actuelle.

la mortalité des enfants légitimes a été de plus de 30 0/0, et celle des illégitimes de 50 0/0.

« Quand on écrira plus tard notre histoire pendant la guerre, ajouta le ministre, avec un tremblement dans la voix, ce sera le récit d'un martyre sans nom. »

III

MUNICH EN RÉPUBLIQUE

La situation politique intérieure. — Kurt Eisner. — Séance secrète des Conseils de soldats, paysans et ouvriers.

Décembre

Sur les ruines de la vieille Bavière, que Berlin s'était efforcé de militariser, une nouvelle société s'improvise hâtivement. L'immense majorité de la nation se déclare franchement désireuse de rompre avec un passé dont l'aboutissement ne fut que misère, honte et défaite. Un travail souterrain, que toute la police gouvernementale n'avait pu empêcher, minait, d'ailleurs, depuis longtemps, les assises du vieux régime ; un effort lent, soutenu, — celui d'un mineur à la sape — dirigé par quelques intellectuels courageux, tendait à élaborer peu à peu cette transformation : brochures interdites par la censure et circulant secrètement, mémoires autographes de Lich-

nowsky et autres, lus jusque sur les bancs de l'Université, conférences frondeuses tenues dans des appartements privés, descentes de police, arrestations, aucun détail classique ne manque à cette longue conspiration munichoise que hâta encore la misère et que fit éclater la défaite. La révolution de ce peuple fut en outre facilitée par ce fait qu'en Bavière il n'y eut jamais de différences de classes très prononcées. La grande propriété foncière y a toujours été inconnue et la dynastie même avait pris des allures bourgeoises. Avec ce brusque effondrement de tout un système et la mise en mouvement de multiples forces nouvelles, il est difficile de juger clairement d'une situation qui continue d'évoluer. Cependant l'attitude des divers éléments de la population envers le nouvel ordre de choses paraît être à cette heure le suivant : le prolétariat tout entier soutient la révolution, et ce fait a d'autant plus d'importance que cette classe s'est complètement transformée au cours de la guerre. Tous les artisans, les fonctionnaires, les employés avec traitement fixe, en un mot toute la petite bourgeoisie, en font actuellement partie. N'étant point protégée par l'Etat contre la hausse énorme des prix — la valeur d'achat du mark est à cette heure six fois moindre qu'autrefois — ils ont

peu à peu abandonné l'ancien régime, et cela d'autant plus facilement que seule la presse socialiste avait pris leur défense. La révolution s'explique en grande partie par ce glissement à un autre niveau de toute une classe importante. Quant à la haute bourgeoisie et aux agrariens, qui, à eux deux, fournissaient presque tous les adhérents de l'ancien *Vaterlandspartei* (parti de la Patrie allemande), bien qu'adversaires de cette démocratisation soudaine, ils n'osent cependant s'opposer ouvertement au nouvel ordre de choses.

Ils ont recueilli de grands profits pendant la guerre et se trouvent maintenant en présence d'un gouvernement socialiste, décidé à rompre entièrement avec le passé, à transformer la structure de la société et, en outre, à les frapper les premiers pour éteindre les dettes énormes accumulées pendant la catastrophe. Avec l'ancien régime, ils espéraient encore que les nouveaux impôts ne seraient que des droits de consommation qui ne les atteindraient pas dans leur bourse. Il en sera tout autrement ; c'est le capital qui est visé. Aussi, réalisant leurs effets, n'ont-ils plus à cette heure qu'une pensée : faire évader leur fortune dans les pays neutres.

Parmi les intellectuels, il faut distinguer entre

une majorité de partisans de la « Patrie » et une minorité qui fut l'âme de la révolution. Au cours de la guerre, les premiers ont tout à fait renoncé à des opinions personnelles ; sur les questions militaires, ils puisaient leur jugement dans les déclarations de Ludendorff, et pour celles qui concernaient l'économie et la politique, ils étaient d'avance convaincus par la grâce du gouvernement et, les yeux fermés, acceptaient la parole qui venait d'en haut. En raison du rapide développement industriel et économique de l'Allemagne au cours de ces dernières quarante années, ses intellectuels étaient devenus d'effrénés matérialistes, des êtres amoraux qui ne pouvaient être les artisans d'aucune révolution morale. Celle qui vient de s'accomplir les laisse encore surpris, désorientés.

Leurs faux dieux sont tombés en une nuit. Quant à la minorité d'intellectuels bavarois qui n'avaient pas été contaminés par la folie impérialiste et de ce fait n'avaient pas perdu leur bon sens, les Fœrster, les Jaffé, les Eisner etc., seuls, ils eurent le courage, au cours de cette guerre, d'organiser un mouvement dans le sens démocratique. Ils préparèrent la révolution, moralement et matériellement, avec une farouche ténacité. On m'a cité le cas d'un médecin qui

travailla pendant des mois à se renseigner à fond sur l'organisation, l'exécution d'une révolution, étudiant minutieusement 1789, 1830, 1848. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, il donna des ordres par téléphone, envoya des soldats ici, une mitrailleuse là, et, le coup réussi, refusa obstinément d'accepter la moindre fonction dans le nouveau régime.

Le clergé, lui, hésite encore, et n'ose prendre ouvertement position. Le bas clergé issu du peuple serait, paraît-il, plutôt porté à accepter le nouvel ordre de choses, tandis que les hauts dignitaires de l'Eglise s'opposeraient énergiquement au mouvement démocratique. Mais dans ce domaine, il ne faut pas oublier que les associations ouvrières catholiques, qui sont de puissantes organisations, résistent fortement aux tendances du haut clergé pour cette raison que leurs intérêts ont été mieux défendus ces derniers temps par les socialistes que, avant et pendant la guerre, par le parti du centre.

Les paysans sont, d'une façon générale, encore partagés et hésitants. La grande Association pour la vente et l'achat des produits agricoles, qui est présidée par le docteur Heim, tout en admettant la liquidation complète de la monarchie, ne s'est point encore prononcée pour le

nouveau régime. Par contre, les nombreux petits agriculteurs qui ont participé à l'élection des Conseils de paysans, et dont le chef est un certain Ganghofer, ont ouvertement donné leur adhésion à la révolution.

Quant aux soldats, actuellement à Munich, ils ont fait la révolution et lui sont tout acquis. Il est, cependant, difficile de dire quelle sera l'attitude des unités qui ne sont pas encore de retour au pays, et c'est la majorité de l'armée ; l'on craint ici des conflits entre les recrues qui ont soutenu le mouvement révolutionnaire et les vétérans de l'armée auxquels la part faite dans les Conseils des soldats est minime. Ceci dit, quelle est la force numérique des groupements en présence ? M. Auer, le nouveau ministre de l'intérieur, m'a fait à ce sujet la déclaration suivante :

« Si le gouvernement s'abstient de s'engager dans des luttes religieuses, le nouveau régime sera appuyé par les sept dixièmes des votes, soit par ceux du prolétariat, de la bourgeoisie, des petits cultivateurs et d'une partie des intellectuels. » Le sort de la République bavaroise serait, en ce cas, assuré.

•

Au ministère des affaires étrangères, Promenade-

Platz. Une grande oriflamme rouge, suspendue au toit, flotte le long d'une façade Renaissance, juste au-dessus d'une sentinelle nouveau style qui rêvasse le dos au mur. Au premier étage du luxueux immeuble, tout le long de l'escalier aux rampes de fer forgé, dans la *Botenzimmer*, salon d'attente où jadis l'étiquette de la Cour voulait que chaque visiteur ne se présentât qu'en redingote, gants et chapeau haut-de-forme, une cohue de soldats aux uniformes ternis par les pluies, de femmes du peuple, de bourgeois même sollicitant une entrevue avec le maître de l'heure. On me montre, assis dans un fauteuil, le délégué du Comité exécutif du Conseil des soldats — un *feldgrau* quelconque, avec les inévitables brassard et cocarde rouges — qui vient chaque jour, paraît-il, contrôler l'activité du chef du gouvernement. Dans le fastueux bureau où des générations de comtes et de barons se sont succédé à la direction des affaires et qu'ornent encore les portraits des Wittelsbach couronnés de lauriers, drapés de pourpre et d'hermine, un petit vieillard en lévite, émacié, fluet, dont la tête n'est que barbe touffue, poivre et sel, encadrant des joues creuses, chevelure aux fils d'argent tombant jusque sur le col et lorgnon voilant mal de petits yeux noyés, attendris : Kurt Eisner. Tout de

suite, il parle d'abondance, avec la voix chantante d'un homme plus habitué à la rêverie qu'à l'action.

« Je connais bien le *Temps*, me dit-il ; pendant les huit mois que j'ai passés en prison, je l'ai lu chaque jour... et pourtant je devais le payer quatre-vingts pfennigs ! »

Eisner rit à ce souvenir et m'invite à prendre place. Puis, très placide, sans emphase, avec une bonhomie familière, le chef de la révolution bavaroise, confortablement installé dans un large fauteuil, m'expose quelques points de sa politique :

« Mes convictions s'opposent au bolchevisme, déclare-t-il ; je crois à l'esprit, à la force des idées... Lorsque j'étais en prison, j'ai composé un drame contre le bolchevisme ; il contenait même un poème sur Paris. L'on a cru à l'étranger que nous représentions ces messieurs de Moscou et de Petrograd. Cette opinion a dû venir de ce que nous avions organisé des Conseils de soldats et ouvriers et paru imiter l'exemple russe. Mais nous n'employons aucune des méthodes slaves et nous marchons vers un but différent. Nous voulons construire ici une nouvelle société ; mais nous ne voulons pas assassiner ! Nous n'érigerons aucune dictature du sabre. Je n'en veux pas,

non plus que ceux qui sont avec moi. Nous voulons simplement, par le travail, par une puissante activité créatrice, reconstruire une nouvelle Allemagne, socialiste, dans laquelle il n'y aura pas d'armée, pas même de milices... »

Il parle lentement, sans passion, sans haine. Et c'est ainsi, pendant toute l'entrevue, une profession de foi internationaliste, l'évocation attendrissante d'une Société des nations universelle, dans laquelle tous les peuples, débarrassés du joug du militarisme et du capitalisme, vivront fraternellement dans la paix, dans l'amour et dans la justice. Non, cet homme n'a rien d'un Trotzky, d'un Lénine. Un théoricien chez lequel tout est force et feu intérieurs. Un idéologue aux pensées généreuses, d'un large humanitarisme. Le prophète d'une religion nouvelle. Un sincère, un juste... Mais un homme de gouvernement ? La porte s'ouvre. Un télégramme est remis au vénérable patriarche ; et je sors, tandis que dans ses cadres dorés, toute la lignée des Wittelsbach semble sourire, amusée et narquoise. Devant le ministère, une automobile aux couleurs de la Cour, armoiries royales sur la portière, drapeau rouge à l'avant, attend Kurt Eisner.

La grande salle du Landtag n'entend plus

depuis le 7 novembre, premier jour de la révolution, les doctes et ternes discours de messieurs les parlementaires de l'ancien régime. Elle sert de lieu de réunion à l'Assemblée nationale des Conseils de soldats, paysans et ouvriers bavarois Grâce à l'obligeance de l'un des nouveaux ministres, j'ai pu assister à l'une des séances, secrètes encore, de ce Parlement révolutionnaire. De jeunes soldats, portant tous les emblèmes des temps nouveaux, cocarde, brassard et ruban rouges, font le contrôle à l'entrée, et bientôt dans cette salle, tout aristocratique encore avec son plafond à caissons, ses lambris et ses lustres de château ou de palais, s'installent ici et là les membres du Conseil : cinquante jeunes soldats à l'air éveillé et que l'on sent prompts au geste et à l'action, autant d'ouvriers en habits bourgeois, une dizaine de femmes simplement vêtues, à l'attitude effacée, et quelques paysans dont l'un, pour la circonstance, a arboré le costume national, veste et pantalon courts, fleuri d'edelweiss. Avant l'ouverture de la séance, des discussions s'engagent par groupes, paisiblement ; quelques paysans sortent leurs pipes au long tuyau et fument comme à l'auberge ; des soldats grillent des cigarettes...

L'Assemblée s'est réunie aujourd'hui pour

entendre les explications du chef du gouvernement sur la situation politique, et aussitôt qu'Eisner a pris place au fauteuil présidentiel, un sous-officier assis à sa droite ouvre la séance sans autre cérémonial. A sa gauche, son secrétaire, un jeune étudiant en médecine, Feichenbach, fume tranquillement une cigarette. Le tribun populaire que le prolétariat de Munich a porté à la tête de l'Etat est à la tribune un excellent jouteur. Dès les premières phrases, l'on comprend comment le tribun bavarois a pu, par un coup d'audace, entraîner les masses munichoises le 7 novembre : Eisner est orateur-né, dans un pays où les orateurs sont rares, car rien n'est généralement moins brillant qu'un Allemand à la tribune. Il sait à merveille disposer de ses moyens, surprendre l'attention, la retenir, faire ressortir la période saillante, le mot qui frappe. Répondant d'abord aux attaques personnelles, il manie habilement l'ironie et l'humour. Puis, après avoir attaqué la presse germanique tout entière, « cette presse criminelle qui, pendant quatre ans et demi, a trompé le peuple allemand et continue à mentir », il montre — et ceci est le point central de son discours — toute la nécessité pour la révolution de consolider dans tout le pays la force des Conseils de soldats, ouvriers

et paysans. Ainsi sur une large base démocratique une seule classe, un seul groupe dans cette classe, on pourra tout décider autocratiquement, tandis que les autres groupements de la population seront écartés de toute participation aux affaires !... Il me semble avoir lu, entendu tout cela : n'est-ce pas la révolution russe ? Sans doute Eisner ne veut pas le bolchevisme ; il en a la défiance tout à fait sincère ; mais ses méthodes ne sont-elles pas pratiquement semblables à celles de là-bas et ne conduiront-elles pas insensiblement, par la force même des choses, aux mêmes résultats : ruine de toute civilisation, tyrannie de la populace ? Sans doute Eisner se déclare partisan de la représentation des corporations d'industriels et d'intellectuels au milieu des Conseils d'ouvriers et de soldats. Mais dans cette nouvelle société en gestation, il paraît trop évident que la représentation équitable des intérêts et des droits de toutes les classes ne sera point assurée, les classes n'étant pas également organisées. En un mot, Eisner semble avoir perdu toute foi en la bourgeoisie ; il craint que la collaboration de cette classe ne contrarie l'enfantement de la société idéale.

Le patriarche tribun a terminé. Soldats, ouvriers, paysans applaudissent. Naturellement :

ils sont les maîtres maintenant ; ils ont le pouvoir, ils ont la force... Mais n'en abuseront-ils pas ?

IV

KURT EISNER

LA CARRIÈRE D'UN TRIBUN. — UN CURIEUX MINISTÈRE. — COLLABORATEURS ET ADVERSAIRES. — LES FÊTES DE LA RÉVOLUTION.

Munich, décembre.

Quelques notes biographiques sont nécessaires si l'on veut mieux connaître et comprendre la mentalité et le caractère de cet homme qui, si frêle cependant en apparence, réussit à coiffer la Bavaria du bonnet phrygien après avoir eu raison de la plus vieille dynastie allemande, les Wittelsbach. Voici quelques renseignements qui m'ont été fournis par le Dr Benno Merklé, l'un de ses collaborateurs et amis intimes.

Kurt Eisner est né le 24 mai 1867 à Berlin. Il fréquenta dans cette ville le gymnase et l'Université où, pendant huit semestres il suivit les cours de lettres et de philosophie. Dès son jeune âge, il s'occupa de travaux littéraires ; sa première œuvre, *Friedrich Nietzsche*, fut consacrée au

grand penseur et poète, à une époque où il n'était encore guère connu. En 1892 et 1893, Eisner fut rédacteur à la *Gazette de Francfort*; puis il vécut à Marburg où il collabora à plusieurs revues comme « essayiste » politique. L'un de ses articles, où Guillaume II était mis en cause, le conduisit devant les assises ; il fut condamné de ce chef à neuf mois de prison qu'il accomplit de novembre 1897 à août 1898. Aussitôt libéré, il quitta la presse radicale et désormais ne collabora plus qu'à des journaux et revues socialistes. Wilhelm Liebknecht, le père du chef du groupe Spartacus, l'invita d'ailleurs à prendre la direction de la rédaction politique du *Vorwaerts*. Durant cette période, Eisner publia divers livres et brochures, et les plus importants de ses articles furent réunis sous le titre : *Taggeist* (« l'Esprit du jour »). Une biographie de Wilhelm Liebknecht qu'il écrivit à cette époque est très répandue dans les milieux socialisants allemands.

Attaqué en 1905 au Congrès d'Iéna, en raison de son attitude que l'on trouvait trop indépendante, Kurt Eisner se retira du grand journal berlinois et poursuivit ses travaux de publiciste. En 1906, à l'occasion du centenaire de la fin du Saint-Empire il publia un ouvrage très remarqué, *Das Ende des Reiches* (« La fin de l'Empire »),

dans lequel, tout en faisant œuvre d'historien, il exposait les idées dominantes de sa politique. Détail typique : Eisner fut l'un des premiers, dans la sozialdemokratie, à s'occuper de la politique étrangère dans son mécanisme intérieur. Dans ce domaine, l'un des fruits de ses travaux fut une brochure publiée en 1906 sur l'affaire du Maroc : *Der Sultan des Weltkrieges* (« Le Sultan de la guerre mondiale »), dans laquelle il annonçait déjà la catastrophe. Au début de 1907, il se rendit à Nuremberg où, au milieu de violentes luttes de partis, il dirigea la *Fraenkische Tages post*. Depuis cette époque, il ne quitta plus la Bavière où il se fit bientôt naturaliser. Il vit à Munich depuis 1910 comme écrivain indépendant. Jusqu'au début de la guerre, comme délégué du Comité central de la sozialdemokratie bavaroise, il traita dans la presse socialiste de la politique parlementaire du royaume. Il était de ce fait l'un des principaux collaborateurs de la *Münchner Post*, organe socialiste majoritaire bavarois ; quelques-uns de ses articles qui paraissaient sous la rubrique *Arbeiter Feuilleton* furent très remarqués et abondamment cités dans la presse socialiste allemande. Lorsque la guerre éclata, il cessa toute collaboration politique à ce

journal mais devint son critique théâtral et littéraire.

Sans cesse en lutte avec la censure, il affirma jusque dans le domaine de l'art son opposition contre la guerre et, de ce fait, nombre de ses articles furent simplement supprimés.

Mais rien n'arrêta son zèle d'apôtre car, dès lors, il s'efforça avec plus d'activité encore d'éveiller dans les masses ouvrières l'intelligence politique en même temps que le désir d'un changement radical dans l'ordre des choses. Il organisa dans ce but des « soirées de discussion » qu'il présidait lui-même, et c'est de ces réunions que devait sortir plus tard le mouvement révolutionnaire. Dès 1917, il s'était employé à mettre fin à la guerre par une grève générale du prolétariat allemand ; celle qu'il fomenta avec ses amis à Munich, en janvier 1918, eut un succès considérable, mais l'arrestation d'Eisner la fit échouer avant la réussite complète. Jeté en prison dans la nuit du 31 janvier au 1er février, le protagoniste du drame bavarois n'en sortit, huit mois et demi plus tard, qu'en raison du fait qu'il avait été proposé comme candidat au Reichstag par le prolétariat munichois. Dès sa mise en liberté, il se jeta de nouveau avec une fougue toute juvénile dans la lutte électorale qui bientôt,

grâce à lui, se transforma en agitation populaire, d'où sortit finalement la révolution. Pendant son emprisonnement, il travailla à réunir en un recueil quelques œuvres éparses et inédites qui parurent sous le titre : *Die Traume des Propheten* (« Les Rêves du Prophète »).

Prophète ! Sa physionomie de vieux mage à longue barbe, sa pensée portée moins aux contingences réelles que vers un avenir humain de bonheur absolu appellent déjà d'elles-mêmes ce titre biblique dont il se qualifie. Ajoutez à cela un savoir immense, une culture d'une richesse exceptionnelle. Poésie, art dramatique, critique, philosophie : il n'est aucun domaine de l'esprit dans lequel il ne promène sa pensée curieuse et inquiète, toujours attirée à l'excès par le goût des nouvelles formules. Cette dernière caractéristique se retrouve jusque dans sa politique où ses idées sont toujours d'une hardiesse extrême, parfois aussi paradoxales et fantaisistes, souvent même frisant l'anarchie. Par son appétit d'outrance moderniste, ce chef d'Etat est ainsi un contraste vivant avec ses subordonnés, ces Bavarois plutôt lents de pensée et d'action, et toujours portés à suivre dans chaque domaine l'ornière accoutumée. Son goût de la fantaisie

paradoxale se trahit jusque dans ses actes ; il demanda même, certain jour, au Congrès de Wurzburg, que les socialistes des Etats du sud de l'Allemagne votent le budget... et cela pour bien marquer qu'ils n'avaient rien de commun avec la Prusse ! Car il fut toujours, comme son coreligionnaire Heine, un adversaire obstiné de l'esprit de caserne, si caractéristique des bords de la Sprée. La servilité, le respect de la force brutale, la discipline étroite et bornée l'ont toujours exaspéré et, toute sa vie, il n'a cessé de combattre cette mentalité. Et ce fait explique en grande partie l'ascendant immense que Eisner prit sur le prolétariat bavarois en ces journées décisives de novembre 1918, alors que, devant la débâcle, chacun s'empressait d'adopter comme mot d'ordre : « A bas le militarisme ! » et *Los von Berlin* (Séparons-nous de Berlin).

Son opposition instinctive, sa méfiance envers les tendances prussiennes, se traduisirent d'ailleurs dès sa prise de pouvoir par des actes significatifs. Au début de la révolution, après la première conférence, à Berlin, des Etats de l'Empire (Reichsconferenz) il décida lui-même, et sans en référer à ses collègues du gouvernement, de rompre du jour au lendemain toutes relations avec le ministère des affaires étrangères allemand

aussi longtemps que les Ebert, Scheidmann, Solf, Erzberger et autres resteraient au pouvoir. Le matin même du jour où cette rupture fut signifiée à la Wilhemstrasse, je vis Kurt Eisner dans son bureau où, dans leurs cadres dorés, toute la lignée des Wittelsbach continuait à être le témoin muet des mille scènes curieuses de cette révolution bavaroise. Cette fois-ci, le *Herr Ministerpraesident* n'était plus le rêveur et songe-creux mystique de notre première entrevue ; il était, au contraire, tout passion et sarcasmes. Avec cette ironie mordante qui est la caractéristique de l'esprit sémite allemand, il désignait le chef du parti du centre catholique Ertzberger d'un jeu de mots plutôt rosse, *Erzlugenberger*, « Erzberger de mensonge ». (C'était, d'ailleurs le titre d'une brochure de combat qu'Eisner publia avant la guerre.) « Ces hommes du gouvernement de Berlin », me déclara-t-il avec une vivacité du geste et une mobilité d'expression de la physionomie que je ne lui connaissais pas encore, « ...mais ce sont des suppôts de l'ancien régime ! Aucun d'entre eux n'est, du reste, à la hauteur de la situation. Le militarisme de l'ancien régime a tué chez nous toute individualité. Ebert n'a aucun génie... Liebknecht est courageux, c'est un grand cœur, mais un petit

politicien... Hélas !... Il n'y a pas de Clemenceau en Allemagne ! »

Le ton dont il prononça cette dernière phrase était l'aveu bien naïf de ses aspirations politiques et de la haute conception qu'il se faisait de son génie d'homme d'Etat. Car, malgré toute la bonhomie et la simplicité qu'un homme, hier encore humble publiciste, puisse posséder, il ne passe pas impunément de ce rang à celui de chef d'un grand Etat, et, par suite, Kurt Eisner fut parfois le jouet d'une certaine griserie qu'il ne domina pas toujours. C'est ainsi qu'un jour, comme je le questionnais avec un journaliste neutre sur le point de savoir si la Bavière allait jouer un rôle prépondérant en Allemagne, il me répondit par un geste de vanité presque burlesque, en me montrant un numéro de la *Woche* qui, disait-il, le prouvait d'une façon toute symbolique ! Or, sur la première page de la revue berlinoise, son portrait s'étalait largement au centre tandis que ceux des autres hommes d'Etat des pays confédérés n'étaient représentés qu'en second lieu et en des proportions bien plus réduites.

Si ce geste instinctif montre chez Kurt Eisner quelque peu d'orgueil puéril de jouer un rôle de premier plan, il prouve en même temps toute

sa sincérité et sa franchise. Pour la première fois peut-être dans les annales de la politique et de la diplomatie, un homme apparaît dédaigneux de toutes les méthodes habituelles, de tout le machiavélisme classique des cachotteries et des faux-fuyants, faisant fi de toutes les traditions de cour et de chancellerie, de tous protocole et décorum guindés. Sa porte étant ouverte à chacun, il travaille au grand jour, sans fard, sans artifice. Dans le somptueux cabinet du comte Hertling, ce vieillard frêle et minable, ce Shylock à redingote lustrée, fait régner des mœurs ultra-démocratiques. Et rien n'est plus curieux, plus déconcertant même que de l'y surprendre. Souvent des actes diplomatiques, des parchemins, des proclamations révolutionnaires, des télégrammes même encombrent tables et fauteuils dans un pêle-mêled' arrière-boutique, et c'est à peine s'il tente de cacher à l'indiscrétion des journalistes qui l'assiègent les documents les plus compromettants. Bien mieux, dans son désir de rompre entièrement avec le passé et de bien témoigner de sa volonté d'agir au grand jour, Eisner offre lui-même à leur curiosité les actes qui concernent sa propre politique. Voulez-vous le télégramme envoyé aujourd'hui au gouvernement de Berlin ? Le voici. Voulez-vous l'ordre

du jour du prochain Conseil des ministres ? Le voilà. Il alla même un jour jusqu'à me promettre, pour que je le publie à Paris, un acte original, inédit, sur les origines de la guerre !... Inutile de dire que, cette fois-ci, malgré tout, je ne pus l'obtenir. Dans les trois pièces où sont logés les services de son ministère, aucun souci d'étiquette et de correction. Dès les premières heures de la journée, les quémandeurs emplissent l'antichambre où les huissiers, autrefois en livrée et stylés à la prussienne, ont repris avec leur veston démocratique leur nature primitive de Bavarois paisibles. Il y a là des soldats, des paysans, des ouvriers, des femmes du peuple, des bourgeois même, jusqu'à des « ci-devant » et tout ce monde confortablement installé dans les luxueux sofas de l'ancien régime s'agite et discute à la fois.

Parfois, quelque visiteur pressé, impatient d'attendre, pénètre tout de go dans le premier bureau où travaillent, en fumant des cigarettes et en mangeant des sandwichs, dans un tohu bohu de chaises et de tables encombrées de journaux et de proclamations, quelques jeunes gens et jeunes filles, secrétaires, dactylographes, copistes du tribun. Souvent aussi, Eisner s'en vient lui-même jusque dans le salon d'attente au devant d'un de ses partisans et s'entretient familiè-

rement avec lui. Quelquefois même, au milieu de l'après-midi, le garçon en habit d'un restaurant voisin fend le flot toujours renouvelé des visiteurs, avec un plateau supportant une tasse de bouillon, un plat de choucroute et de saucisses, frugal repas du nouveau « Herr Ministerpraesident ». Car aucune méthode, aucune organisation, aucun ordre ne semblent présider au fonctionnement de ce curieux ministère dont toute l'activité semble se concentrer dans la tête et le cœur de cet homme. Aussi bien, malgré la fantaisie qui semble dicter ses décisions, sa personnalité est un tel foyer de vie qu'elle impose ; sa force est toute dans ses convictions profondes, dans sa sincérité, sa franchise absolues.

On sent que cet homme a la foi qui agit, qui remue les montagnes. Voilà pourquoi, malgré son ignorance de la pratique des affaires et son dédain des formes, malgré l'opposition que lui font tous les grands partis politiques bavarois, il reste encore, pour ce peuple, le vivant symbole de la révolution. Il en fut le protagoniste, il en reste l'âme. A le voir à la tête d'un ministère, il déconcerte peut-être ; il attire cependant. Avec son visage amaigri, sillonné par ces rides profondes que creusent les pensées obstinées, sa barbe grise embroussaillée, ses longs cheveux

soyeux — il les laissait autrefois retomber en boucles jusque sur ses épaules — il fait songer à quelque barde, ou mieux à ces artistes vieux style des cabarets littéraires. Il fut toujours lié d'ailleurs avec les collaborateurs du *Simplicissimus* et était l'un des intimes de Frank Wedekind, ce poète et dramaturge bohême, théoricien d'une nouvelle morale sexuelle. Ah ! certes, aucun des habitués de ces cénacles d'esprits hardis et de joyeux viveurs ne pensait alors que le vieux Juif, le petit publiciste qui logeait dans un des quartiers les plus pauvres de la ville, réussirait un jour ce tour de force fantastique, de s'imposer lui, fils d'Israel, comme chef de la catholique Bavière !

Le cabinet qu'il forma dans la nuit de la révolution est nettement socialiste. Il choisit, d'ailleurs, lui-même, ses collaborateurs et l'on m'a raconté que tous ceux de ses amis qui eurent la bonne fortune de se trouver près de lui pendant les heures décisives du changement de pouvoir reçurent des places importantes dans le nouveau gouvernement. Sur les huit membres de ce premier ministère, trois sont des socialistes majoritaires : Auer, ministre de l'Intérieur ; Timm, ministre de la Justice ; Rosshaupter, commis-

saire aux Affaires militaires (le titre de ministre de la Guerre ayant été supprimé) ; trois sont des socialistes minoritaires ou indépendants, savoir : le ministre des Travaux publics, Unterleitner, un jeune serrurier de 28 ans, jeté en prison avec Eisner lors des grèves de janvier 1918 ; le ministre de l'Instruction publique, Hoffmann, un instituteur, et Jaffé, ancien professeur à l'Ecole de Commerce, qui est chargé du ministère des Finances. Un seul, Frauendorfer, ministre des Voies et Communications, appartient à un parti bourgeois. Tous acceptèrent le poste qui leur était offert, malgré les appointements de misère que Kurt Eisner déclara dès l'abord vouloir leur allouer, soit vingt marks par jour. Car ce patriarche philosophe est d'une intégrité et d'une parcimonie rigoureuses, et ce n'est certes point l'intérêt qui lui fit rechercher le pouvoir. Sa vie durant, il n'amassa pas le moindre liard et il aime beaucoup à rappeler que la révolution de Bavière n'a coûté que la somme modique de dix-huit marks, car c'est tout ce qu'il avait en poche, le 7 novembre, lorsque, par un coup d'audace, il parvint à renverser les Wittelsbach. Son arrivée au pouvoir n'a point changé son genre de vie ; il s'est simplement contenté de transporter ses pénates au-dessus de ses bureaux

dans l'immeuble des Affaires étrangères. J'y fus invité un soir, avec quelques journalistes, et rien n'était plus amusant, après avoir franchi à la porte le cordon des sentinelles, évité dans le vestibule le canon allongé d'une mitrailleuse sur roues, gravi les larges escaliers aux rampes luxueuses, aux parois décorées de Gobelins et de tableaux de maîtres, que de se trouver dans une petite chambre sans apparence, aux murs nus, et qu'il avait modestement meublée à ses frais d'un piano, d'une table et de quelques chaises. Le tribun, entouré de sa femme et de son ministre des Travaux publics et co-détenu Unterleitner, faisait lui-même, avec une simplicité patriarcale, les honneurs de son humble logis. Rien ne trahissait en lui le maître de l'heure ; avec une bonhomie souriante, il offrait des biscuits ultra-démocratiques, durs à s'y casser les dents, ou passait les tasses d'un thé qui n'était point celui de la table des riches, mais du vrai *Deutscher Thee*, de ce thé allemand de guerre qui n'est qu'une décoction de tilleul, de camomille et de plantes des prés. Le tout, naturellement, avec son esprit toujours porté à l'ironie, n'allait pas sans quelques saillies mordantes à l'égard de ses adversaires politiques. Avec la familiarité du maître de céans et le sans-gêne des hôtes,

un effort considérable m'était nécessaire pour m'assurer que j'étais bien chez le chef du gouvernement bavarois. Car pour aucun de ses invités il n'était le Herr Ministerpraesident, mais Eisner tout court ; c'est ainsi, du moins, que chacun l'interpellait, comme autrefois, dans les cercles artistiques des cabarets munichois. Au cours de la soirée, je fus le témoin d'une scène fort drôle. Un Ecossais taillé en hercule et vêtu du traditionnel kilt bariolé, avec les genoux nus au-dessus des bas de laine sombre et coiffé du petit béret fendu, apparut soudain, sans s'être fait annoncer, sur le pas de la porte. Il y eut un instant de confusion jusqu'à ce que le mystérieux visiteur, aussi original dans son genre que feu Philéas Fogg, nous eut expliqué lui-même, en un laborieux allemand, l'énigme de sa présence. Quittant le front aux environs de Lille, avant même la signature de l'armistice, il s'était présenté aux avant-postes allemands, n'ayant sur lui, avec son livret militaire attestant sa qualité de médecin dans l'armée britannique, qu'un calepin, un crayon et une liasse de banknotes, et avait demandé à parcourir l'Allemagne pour y étudier la misère chez le peuple ainsi que les effets physiologiques de la sous-alimentation. Il arrivait ce matin même de Stuttgart et comptait se rendre le len-

demain à Chemnitz... Malgré le saugrenu d'une telle visite, Kurt Eisner le reçut avec amabilité, le renseignant lui-même sur la répartition des vivres en Bavière, tandis que sa femme lui indiquait le prix du beurre, de la graisse et autres denrées. Et notre Ecossais de prendre notes sur notes, tout en ne cessant de s'exclamer, par diplomatie sans doute, avec un accent de commisération profonde : *Aoh* ! *wie traurig* ! *Aoh* ! *wie traurig* ! « Comme c'est triste ! » Un autre jour, Eisner donna audience avec la même bienveillance à des officiers français prisonniers, venus à Munich de leur propre chef, au lendemain de la révolution, pour signaler au gouvernement bavarois le manque de soins dont étaient victimes de nombreux soldats en captivité atteints de la grippe. Indigné des faits qui lui étaient rapportés, Eisner offrit spontanément d'aller lui-même en leur compagnie visiter un camp aux environs de Munich. Ce trait le peint tout entier. Dédaigneux de l'opinion publique et de toute prudence diplomatique, le tribun bavarois, mettant au-dessus de ses responsabilités de chef de gouvernement son devoir d'homme, obéissait au premier mouvement de son cœur.

On pourrait croire que l'attitude si franche,

les déclarations si loyales de cet homme, sa noblesse de caractère et son intégrité, auraient dû inspirer, à son égard, au peuple bavarois de la gratitude et de la confiance. Or, ce ne fut pas le cas. Porté au pouvoir par la révolution, Kurt Eisner ne s'y est maintenu qu'avec l'aide de quelques éléments avancés de la garnison, d'une partie du prolétariat et des Comités révolutionnaires organisés ici et là. La bourgeoisie, d'abord passive, parut un instant se rallier à lui par crainte de l'anarchie ; mais le danger du bolchevisme écarté, elle poursuivit le tribun d'une animosité tenace. Sa franchise, son dédain de tout compromis lui valurent en outre des adversaires acharnés jusque dans le camp d'extrême gauche, à ce point qu'à part quelques journaux fondés au lendemain de la chute de l'ancien régime, comme la *Welt Revolution* (la *Révolution mondiale*) ou le *Neue Welt* (le *Monde nouveau*) que des camelots et des soldats vendent dans les rues, la presse entière, depuis le catholique *Bayerische Kurier* jusqu'au socialiste *Münchner Post*, est contre lui. Mais Eisner, dont les convictions s'opposent à tout emploi de la force brutale, ne manifeste que mépris devant cette noire ingratitude. Tout au plus daigne-t-il parfois répondre sarcastiquement, dans les feuilles révo-

lutionnaires. C'est ainsi que le *Neue Welt* publia, sous sa signature, l'entrefilet suivant :

« Munich, le 29 novembre 1918.

« On s'efforce de tous côtés de me rendre attentif sur les articles idiots qu'une certaine presse publie contre ma personne. Grâce à eux, j'ai appris maints détails inédits concernant ma biographie. L'on me fait par exemple l'honneur de me représenter comme un homme animé profondément du sentiment de la famille et très doué pour arrondir sa bourse, qualité et talent que je ne possède cependant, jusqu'à ce jour, que d'une façon médiocre. J'aurais enfin placé toute ma parenté dans des situations rapportant gros. Des gens soucieux pour ma personne me prient d'intervenir contre de telles déclarations qui ne sont cependant que des manifestations de l'ancien régime pourri qui vient de s'écrouler. Je répète néanmoins que la presse peut écrire en toute liberté autant de bêtises et des choses intelligentes, autant de phrases nobles et de saletés que cela correspond à ses capacités morales et intellectuelles. Pendant les quatre ans et demi qu'a duré cette guerre, j'ai amassé en mon cœur assez de mépris contre cette presse pour qu'il

suffise à m'enlever tout désir, pendant le restant de mes jours, de polémiquer avec elle.

« Le ministre président de la République de Bavière :

« Kurt Eisner. »

Il faut constater cependant, qu'à plusieurs reprises, la politique personnelle et impulsive du tribun révolutionnaire, avec ses brusques décisions inspirées davantage par une sorte d'intuition généreuse que par une volonté habile et calculée, blessa fortement le sentiment national bavarois. Ce fut d'abord la publication des documents du comte Lerchenfeld sur l'origine de la guerre qui indisposa tous ceux qui craignaient que ces révélations ne rendissent les alliés plus intransigeants lors des pourparlers de paix ; puis la rupture avec la Wilhemstrasse, la grande masse du peuple ayant peur que cette mesure ne marquât le prélude de l'effondrement de l'unité nationale. Enfin, son opposition à la convocation immédiate de l'Assemblée nationale, son mépris envers la bourgeoisie qui lui était hostile et que, pour ce fait, il écartait du pouvoir, provoquèrent bientôt une telle fermentation dans les esprits qu'à deux reprises des bagarres sérieuses

éclatèrent dans la ville entre les soldats, gardes dn corps d'Eisner, et les étudiants. Le drapeau rouge fut même abattu devant la Residenz. Ce mouvement qui se dessina fin novembre et était appuyé surtout par les classes moyennes n'était cependant pas réactionnaire en ce sens qu'il ne luttait nullement contre le courant démocratique ; il protestait simplement contre le fait que seule une classe déterminée, le prolétariat, et dans cette classe un seul groupe, celui d'Eisner, décidait de tout d'une façon autocratique, tandis que d'autres groupements de la population étaient systématiquement écartés de toute participation aux affaires. Eisner expliquait son attitude — il m'en fit à moi-même la confession — en disant qu'il avait peur que la réorganisation radicale de la Société entreprise par le nouveau gouvernement ne fût contrariée par la coopération des classes bourgeoises ; il combattait, pour cette raison, la prompte convocation d'une Assemblée nationale. Du fait de ses multiples antagonistes, la situation devint, les 1er et 2 décembre, à ce point sérieuse que le professeur Foerster, le grand champion des idées démocratiques en Bavière, arrivé à Munich (1), n'hésita

(1) Le professeur Foerster a été nommé au début de la révolution ministre plénipotentiaire de Bavière à Berne.

pas à prendre ouvertement parti contre son chef hiérarchique et à en appeler ouvertement par la presse à la conscience et à l'intelligence des Conseils d'ouvriers et de soldats. Dans un article que reproduisit la presse entière, il exposa la nécessité du concours de tous dans la tâche de la reconstitution et montra que la convocation de l'Assemblée nationale était nécessaire pour sauver le pays de la dissolution et de la mise en tutelle par l'étranger. Durant l'agitation qui pouvait dégénérer en troubles graves à cause de l'arrivée des premières troupes venant du front occidental, Kurt Eisner capitula et le lendemain, 3 décembre, des affiches placardées dans toute la ville annoncèrent que le gouvernement se prononçait ouvertement « contre les méthodes terroristes », « contre l'expropriation de la propriété privée » et « pour la prompte convocation d'une Assemblée nationale ». Battu en brèche par les éléments libéraux, Eisner fut bientôt, de ce fait, en butte aux attaques des spartakistes munichois qui, furieux de la victoire des principes bourgeois, organisèrent sous la conduite de leur chef, un intellectuel anarchiste nommé Muhsam, un « putsch » — coup de force — d'une rare audace. Quatre cents d'entre eux envahirent pendant la nuit les rédactions des journaux, inter-

rompant le travail et déclarant vouloir organiser l'exploitation communiste et établir la dictature du prolétariat. Pendant quelques heures Muhsam dirigea la rédaction du *Bayerische Kurier* et le lendemain l'organe catholique donnait comme éditorial une proclamation invitant les « camarades » ouvriers et soldats, à suivre leur exemple et signée : *Les révolutionnaires internationalistes bavarois.*

Eisner, réveillé au milieu de la nuit, s'habilla en hâte et se rendit bravement dans les diverses rédactions, s'opposant aux violences. Respectueux de son courage, les séides de Muhsam se rendirent alors chez le ministre de l'Intérieur Auer, ancien chef du parti socialiste bavarois et adversaire des extrémistes. Au milieu des cris et des huées, ils lui demandèrent sa démission immédiate. La porte du bâtiment fut enfoncée et lorsque Auer se présenta fusils et revolvers furent braqués sur lui. Puis, comme les émeutiers exigeaient sa démission, Auer écrivit, toujours sous la menace des armes à feu, la déclaration suivante :

« Dans la nuit du 7 décembre, à 12 h. 15, j'ai été assailli par 400 hommes armés et j'ai été forcé de quitter ma charge. Cédant à la violence,

je déclare donner ma démission de ministre de l'Intérieur. »

Alarmés dans les casernes, les soldats fidèles au gouvernement, transportés en camions sur les lieux, réussirent finalement à disperser la bande spartakiste.

De tous côtés, le cabinet formé par Eisner eut ainsi à soutenir de violents assauts. Après la bourgeoisie, après les spartakistes, ce fut le tour des catholiques qui, mécontents de la réforme relative à la question de l'enseignement religieux, fomentèrent une croisade au cri de : « La religion est en danger ! » tandis que leur organe, le *Bayerische Kurier*, menait une campagne ardente, pleine d'attaques personnelles, contre le président du Conseil. Puis, l'antisémitisme s'y mêla. On sait que, grâce à leur faculté d'adaptation, les Juifs avaient accaparé en Allemagne depuis 1880 nombre de domaines où leur activité pouvait se donner libre cours comme la presse, les banques, les professions libérales. Possédant en outre un sens politique très développé, plus hardis dans leurs opinions, plus vifs d'esprit que les Allemands, dégagés de tout particularisme nationaliste, ils avaient réussi peu à peu à se mettre à la tête de tous les partis radicaux et sozialdémokrates allemands. Rien d'étonnant à ce

qu'après la chute des dynasties, désireux de jouer un rôle adapté à leurs tendances et à leur énergie, ils se soient infiltrés sans peine dans les comités révolutionnaires, soviets, conseils de soldats et ministères de l'empire ; leurs qualités venaient à point au secours des Allemands peu portés, par leur nature, aux solutions rapides et radicales. Le rôle important, souvent même décisif, qu'ils jouèrent dès la première heure souleva bientôt un fort courant d'antisémitisme chez tous ceux que la révolution inquiétait. Dans la catholique Bavière, les adversaires d'Israel se groupèrent étroitement contre Eisner qu'ils prétendaient même s'appeler Salomon Kuchinsky et être d'origine russe. Avec eux, tout devint motif à critique ; on lui reprocha, par exemple, de s'être rendu à Berlin à la Conférence de l'empire dans le train royal de Sa Majesté Louis III de Bavière et de s'être fait accompagner par sa fille jusque dans la salle des séances. Durant cette campagne prolongée, le tribun, philosophe, ne manifesta que mépris indifférent. « *Ich bin von einer guten, alten, echten berliner Familie,* « je suis d'une bonne, vieille et véritable famille berlinoise », me déclarait-il un jour, « et si, d'ailleurs, je m'appelle Salomon Kuchinsky ou Kurnowsky, ces

messieurs n'ont qu'à réclamer mes papiers de légitimation..... »

Mais son attitude ne désarma point ses adversaires, et souvent toute une jeunesse ingrate s'en va en foule, Promenade-Platz, sous les fenêtres de son bureau et, là, répète lourdement à l'adresse de celui qui fut, pourtant, le chef de la révolution munichoise : *Wir wollen einen Bayern* ! *Wir wollen einen Bayern* ! (Nous voulons un Bavarois !)

Les événements en étaient là lorsque Eisner, préoccupé, malgré son impassibilité apparente, d'atténuer l'hostilité de ses adversaires, prit la décision originale d'en appeler directement au grand public et de présenter lui-même la défense de sa cause. Dans ce but, il organisa au grand théâtre de Munich des séances artistiques, musicales et littéraires, baptisées Fêtes de la Révolution, dans lesquelles, entre un morceau d'orchestre et un chœur, il prononçait un grand discours apologétique, socialiste et humanitaire, sur un thème quelconque. Sa vie durant, Eisner a d'ailleurs toujours manifesté un goût particulier pour les choses de la scène et jeune encore, à Berlin, il s'était montré déjà un fervent partisan de l'œuvre nouvelle d'un théâtre populaire, moralisateur et affranchi de toute exploitation capitaliste. Tenant à appliquer au plus tôt ses théories sur

les théâtres munichois, l'un de ses premiers actes, dès son arrivée au pouvoir, fut de chasser de son poste l'intendant des théâtres royaux et d'inviter les artistes dramatiques de la ville à se grouper en « soviets » ayant la liberté du choix des pièces et de la distribution des rôles. Puis, il soutint lui-même devant le Conseil national provisoire de Bavière (l'Assemblée générale des ouvriers, soldats et paysans) une motion tendant à socialiser les théâtres. Au cours de la discussion, à laquelle prirent part plusieurs représentants des Associations artistiques, Eisner déclara entre autres choses :

« Le théâtre, qui ne sert actuellement qu'à satisfaire la vanité, le simple besoin du plaisir, et à avilir le goût, pourrait être le plus noble moyen d'éducation populaire et régénérer l'humanité ! Il est nécessaire que l'art dramatique redevienne, comme chez les Grecs, un véritable culte. Aussi faut-il affranchir le théâtre de l'exploitation industrielle et rendre le peuple accessible à l'art. »

Rien n'était plus curieux que le spectacle de ces Fêtes de la Révolution bavaroise. La grande salle du théâtre était bondée d'ouvriers, de soldats, de femmes du peuple, de bourgeois ; le tout, au hasard, car désireux d'appliquer aux pre-

mières manifestations d'art de son régime des principes démocratiques, Eisner avait voulu qu'il n'y eût pas de places réservées et que, tirées au sort, elles fussent toutes du même prix. La matinée à laquelle j'assistai était organisée pour les étudiants et la jeunesse des écoles, et le programme comportait, outre l'ouverture de *Léonore* de Beethoven et un Aria du *Messie* de Haendel, un « chœur » de Gœthe, que la presse s'empressa le lendemain de désigner comme faisant partie d'une œuvre du grand poète, *Des Epimenides Erwachen,* composée pour fêter... le retour du roi de Prusse, en 1814 ! Elle glorifiait ainsi un acte diamétralement opposé à celui que célébrait la cérémonie elle-même ! Eisner jouait vraiment de malheur. Après l'ouverture de *Léonore,* le tribun socialiste, portant son éternelle lévite, s'avança seul, avec sa bonhomie habituelle sur la vaste scène de l'imposant théâtre. De maigres applaudissements, couverts aussitôt par une bordée de coups de sifflets stridents, saluèrent son apparition. Très sarcastiquement, Eisner déclara que cette manifestation ne l'étonnait point, vu qu'il remarquait surtout dans la salle des hommes qu'il n'avait pas vus aux heures décisives de la révolution. Un calme relatif s'était rétabli, mais lorsque le naïf ministre, tentant

d'apitoyer ses adversaires, eut ajouté qu'il se trouvait depuis le matin attelé à sa tâche, sans avoir eu le temps d'avaler une bouchée de pain, les sifflets se muèrent en ricanements. Du coup Eisner, révolté de tant de méchanceté et d'ingratitude, devint tragique : « Vous qui riez, s'écria-t-il, vous ne savez pas quels dangers vous menacent... » Interloqué par son accent pathétique, les manifestants se turent, tandis que Eisner, profitant de cet instant de répit, commençait son discours. Mais comme il parlait de l'écroulement du « vieux régime exécré », les coups de sifflets redoublèrent subitement entremêlés d'injures : *Schuft... Schurke... Drukeberger...* (Coquin... Bandit... Embusqué !)

Très maître de lui, un peu pâle cependant, Kurt Eisner, parodiant Cyrano, demanda avec beaucoup de présence d'esprit si les représentants de ce « vieux régime exécré » s'annonçaient de la sorte pour prendre la parole ! Ce duel tragique entre cette foule sans pitié et cet homme frêle et souffreteux, mais tout vibrant de sa foi révolutionnaire, se poursuivit encore pendant quelques minutes. Puis, désarmés par les adroites parades de leur adversaire, les auditeurs se turent enfin, et Kurt Eisner put développer avec une grande élévation de pensée le thème qu'il s'était

proposé pour la fête de ce jour : l'Ecole et la Démocratie. Pour clore la manifestation, les chœurs du théâtre entonnèrent un hymne intitulé : *Gesang der Volker*, (Chant des peuples), composé par Eisner lui-même sur un air d'église hollandais. Les nations, enfin réconciliées, y célébraient les temps nouveaux de liberté et de justice, et la foule versatile, gagnée en terminant par le lyrisme de celui qu'elle venait de bafouer, applaudit longuement tout en soutenant la finale :

Oh ! Welt werde froh !
Welt werde froh !
(Oh ! monde, réjouis-toi !)

Tel est ce curieux président de la République bavaroise qui, bien qu'attaqué par les classes moyennes, impuissant devant les audaces d'une minorité de subversion, battu en brèche par les catholiques et les antisémites, mal soutenu par ses partisans que déroute son inaptitude aux affaires (1), se maintient malgré tout au pouvoir par la force de son caractère et l'ardeur de ses convictions. Sa franchise, son mépris de tout machiavélisme font de lui dans ce pays où, hier

(1) Bien que s'étant présenté dans 32 circonscriptions électorales, Kurt Eisner n'a pas été élu, le 15 janvier, à l'Assemblée nationale bavaroise : son pays ne lui a témoigné aucune reconnaissance d'avoir fait la révolution.

encore, régnait en maître l'esprit brutal et agressif de la Realpolitik, une personnalité attirante et sympathique. Sans doute, ses idées politiques, presque toujours outrancières, déconcertent trop souvent et, comme initiateur de la démocratie en Bavière, il a le tort de croire à la possibilité immédiate d'une république socialiste succédant à plus de huit siècles de monarchie. L'homme libre s'improvise-t-il donc ? N'empêche que sa présence à la tête d'un des plus grands Etats de l'Allemagne est un signe des temps, et l'histoire conservera le nom de ce « pur », de ce nouveau chevalier de la Manche qui, placé brusquement au pouvoir par le sort, crut naïvement qu'il lui serait possible de gouverner selon son idéal (1)

(1) Dans les premiers jours de février, au Congrès socialiste de Berne, Kurt Eisner dénonçait les responsabilités encourues par l'Allemagne et s'élevait avec force contre les crimes dont elle s'est rendue coupable par sa conduite de la guerre. Comme on le félicitait pour cet acte de franchise et de courage, il dit : « Vous ne vous rendez pas un compte exact de la portée de cette manifestation. Vous ne connaissez pas l'état d'esprit de l'Allemagne d'aujourd'hui. En prononçant ce discours, je viens de signer ma condamnation à mort ». Paroles prophétiques ! Le 21 février, à Munich, tandis qu'il se rendait du ministère des affaires étrangères au palais du Landtag où il allait informer l'assemblée de la décision prise par le gouvernement de se démettre de ses pouvoirs, un jeune officier, le comte d'Arco-Valley, lieutenant dans un régiment d'infanterie du corps de la garde. tirait sur lui deux coups de revolver. Atteint à la tête, le ministre-président expirait aussitôt.

V

LE NOUVEAU RÉGIME ET L'ARMÉE

La garde rouge. — Les Conseils de soldats. — La démobilisation. — Etat d'esprit.

Munich, décembre.

Chaque soir, bataillon après bataillon, les troupes munichoises arrivent en gare, venant du front. La ville a fait toilette en leur honneur ; à côté des drapeaux rouges, des étendards aux couleurs bavaroises, bleu et blanc, ornent les façades et, sur les places, aux carrefours, s'élèvent de frêles arcs de triomphe tapissés de branches de sapin et portant des cartouches où on lit : *Aux défenseurs de la patrie* ! — *La capitale de la Bavière à ses fils héroïques* ! — *Soyez les bienvenus* ! Bien avant l'arrivée des trains, une foule compacte, massée sur la place de la gare et dans les avenues avoisinantes, attend le retour des guerriers : foule morne, impassible, sur laquelle pèse souvent

un silence impressionnant. La désorganisation du trafic prolonge parfois l'attente jusqu'à une heure avancée de la nuit ; mais la patience de ces gens est inlassable et brave la neige fondante qui transforme les rues en cloaques et la bise froide qui cingle leurs faces.

Aucun groupe ne tente par des manifestations bruyantes de donner le change sur ce sentiment d'unanime tristesse, et l'impression demeure que, si ce peuple n'a peut-être pas la conscience de sa défaite militaire, il ressent du moins profondément l'amertume du triomphe manqué !

Soudain une fanfare éclate ! Les voilà ! Là-bas un drapeau rouge fend la foule, puis les soldats aux faces graves se succèdent en rangs serrés, bien alignés, marchant dans la cadence précise des cuivres comme s'ils n'avaient rien perdu de leur qualité de discipline. La foule les encadre et s'écoule avec le cortège, l'accompagnant jusqu'à la caserne en poussant à intervalles réguliers, avec un enthousiasme de commande et comme à un signal convenu, des *Hoch! Hoch!* prolongés. Parfois aussi, ainsi que je l'ai vu, les épouses, les mères, les amis, les enfants, la famille tout entière encadre « son » soldat, et marche fièrement à ses côtés ; puis, peu à peu, sous l'influence de cette fraternité de l'accueil, la troupe

finit par se dissoudre dans la foule, qui s'éparpille, tandis que la musique, qui avait pris la tête du cortège, et qui reste seule, continue, sans se douter de rien, de faire le parcours convenu, poursuivant dans la nuit noire le rythme entraînant d'une marche guerrière.

Voyons à présent comment fonctionne l'organisation militaire de la République de Bavière. Quelques mots d'abord sur la garde de la révolution et sur son premier contact avec les troupes régulières revenues du front.

Les soldats qui se sont improvisés les prétoriens de la révolution sont ces recrues qui, les premières, le 7 novembre, hissèrent le drapeau rouge et qui, pour cela, s'attribuent des droits particuliers. Les uns forment la *Republikanische Schutzwache*, sorte de garde de sûreté républicaine ; les autres viennent surtout des éléments avancés des soldats munichois. Ces groupes exaltés, que l'on reconnaît de loin à l'abondance de leurs insignes révolutionnaires, s'agitent sans cesse à travers la ville, flairant partout la contre-révolution ; tantôt, ils parcourent les rues en automobile, exigeant des pauvres « ancien régime » qu'ils abaissent de leurs fenêtres les couleurs allemandes ; tantôt, comme cela s'est produit

à plusieurs reprises en province, ils font des descentes dans les rédactions des journaux, imposant en première page des articles révolutionnaires. Appuyé sur cette sorte de garde rouge, le gouvernement crut d'abord pouvoir braver les sentiments de la majorité du peuple qui voulait la convocation d'une Assemblée nationale. Mais l'importance du mouvement populaire fut telle que bientôt l'émeute gronda. Des bagarres éclatèrent çà et là ; des étudiants arrachèrent le drapeau rouge devant la Residenz. Le gouvernement dut capituler. Le lendemain, des détachements de troupes revenues du front voulurent encore soutenir par une manifestation le mouvement national en faveur de la Constituante. Cuivres en tête — car Munich ne conçoit pas la révolution sans une quantité de fanfares — six cents soldats armés, portant des drapeaux noir, rouge et or, ainsi que des cocardes aux mêmes couleurs, se dirigèrent vers le ministère des affaires étrangères, Promenadeplatz. Mais la garde prétorienne, accourue à la hâte, inquiète, veillait déjà ; un peloton occupait la porte d'entrée, avec armes et drapeaux rouges, tandis qu'un autobus muni de mitrailleuses prenait nettement place devant les manifestants. Deux courants hostiles, l'un révolutionnaire, l'autre national, se faisaient

face, ainsi, dans la rue, avec armes chargées. Monté sur l'un des bancs d'une promenade je puis voir les deux groupes peu à peu gagnés par une nervosité croissante ; les drapeaux opposés furent brandis à plusieurs reprises avec frénésie ; il y eut des cris, des injures ; des mains soulevèrent des crosses... la foule s'éclipsait déjà, lorsque la fanfare du détachement éclata brusquement, entraînant après elle, par son rythme, les manifestants aussitôt calmés : la musique n'a de ces effets-là qu'en Allemagne !

Cependant, d'une façon générale, l'esprit des soldats bavarois est resté jusqu'ici modéré et réfléchi ; l'hystérie moscovite ne les a guère contaminés. C'est ainsi que les Conseils de soldats munichois, semblables dans leur structure aux Conseils de soldats russes, sont d'essence et d'esprit complètement différents.

Les soviets militaires russes ont sapé dès le début toute discipline, toute organisation ; ils ont paralysé une excellente armée par leur esprit anarchique, destructeur et haineux. Les Conseils de soldats allemands ne formulent que des revendications modérées, en somme, et parfois justifiées par les exagérations de l'ancien système militaire, despotique et souvent inhumain ; ils

semblent plutôt vouloir réformer et réorganiser et, en même temps, lui infuser un esprit nouveau. Déjà, les nouvelles forces qu'ils ont constituées sont réglées par des lois strictes ; déjà, un cadre précis endigue toute velléité d'anarchie. Voici, par exemple, un rapide aperçu de quelques droits et devoirs de ces nouveaux Conseils, tels que la pratique les a plus ou moins consacrés depuis le début de la révolution. La tâche d'un Conseil de soldats consiste non seulement à protéger et défendre les intérêts des soldats qu'il représente, mais aussi à agir de telle sorte que les « camarades » accomplissent consciencieusement leurs devoirs de soldats. Le droit de nommer les chefs militaires et de les destituer ne leur est point accordé. Ils ont simplement celui de *proposer* la nomination ou la destitution d'un chef. Cette proposition doit être adressée par écrit au chef de l'unité supérieure qui en réfère immédiatement au « commissaire des affaires militaires », remplaçant l'ancien ministre de la guerre et dont dépend la décision.

Tout empiètement dans les domaines qui ne concernent point les affaires militaires, toute ingérence dans l'administration civile de l'Etat ou des communes, dans la police, etc., leur sont interdits. Ils ont le droit de s'occuper des soins

matériels, du bien-être des soldats, et par conséquent de surveiller les cuisines, cantines, infirmeries, etc. Ils sont en somme les porte-parole des désirs des soldats et ils s'efforcent de les satisfaire dans la mesure des exigences militaires. Une plainte leur est-elle adressée ? Ils organisent une enquête et prennent les sanctions nécessaires. Ils ont le droit, par exemple, d'infliger des peines disciplinaires à tout soldat ou sous-officier. Toutefois, s'il s'agit d'une punition concernant un officier, l'affaire est portée devant les chefs de ce dernier ou devant un tribunal militaire.

Notons enfin que le droit de commandement pendant l'exécution des affaires de service appartient exclusivement aux chefs militaires. En dehors du service, toute distinction de grade est supprimée dans les rapports entre officiers et soldats. En réalité, la révolution allemande n'a point créé, avec l'institution des Conseils de soldats, un élément de désorganisation aussi considérable qu'on aurait pu le croire. Ces soviets à l'allemande répandent dans l'armée un fort courant d'idées démocratiques et s'inspirent souvent des méthodes consacrées depuis longtemps dans la plupart des armées de l'Entente. J'ajoute, en outre, que ces Conseils me semblent

beaucoup plus le résultat du mécontentement des soldats allemands contre les anciennes méthodes prussiennes de dressage par lesquelles leur individualité était étouffée, que l'expression d'une volonté bien arrêtée, comme en Russie, de transformer brutalement toute la société.

La démobilisation des troupes bavaroises s'accomplit d'après un plan dressé dès les premiers jours de la révolution. Aussitôt que les diverses formalités de la remise des armes et équipements ont été accomplies, les soldats sont, en principe, licenciés ; chacun d'eux touche encore sa solde, plus une gratification de 50 marks. Les habits civils qu'ils avaient laissés à la caserne lors de leur entrée au service leur sont restitués ; mais, comme la plupart d'entre eux, vu la hausse énorme des vêtements (un complet se paie jusqu'à 1.000 marks, les prix moyens étant de 300 à 500 marks), les ont vendus au cours de la guerre, ils sont autorisés à garder leurs uniformes. Si les soldats ne trouvent pas de travail, ils peuvent rester, s'ils le veulent, sous la coupe de l'autorité militaire, habiter la caserne, y toucher leur nourriture ; dans ce cas, ils sont astreints au service de garde ou bien à quelque travail d'utilité publique pour lequel ils touchent 4 marks par

jour. A cet effet, des chantiers spéciaux ont été ouverts. Ajoutons que dans toute la Bavière chaque patron est tenu de reprendre ses employés. Quant aux officiers, ils touchent la même solde qu'auparavant.

Les officiers de réserve sont licenciés dès leur arrivée au pays, pour autant, du moins, que, par leur profession, ils ne sont pas indispensables à la démobilisation. Les officiers actifs ont, eux, la faculté de quitter l'armée ; ils y sont tenus dans le cas où ils n'approuveraient pas le nouvel ordre de choses. Les Conseils de soldats peuvent, en outre, demander que tel ou tel officier soit licencié ; le commissaire des affaires militaires reste, cependant, juge de la question en dernier ressort. Au cours des travaux de démobilisation, le *drill*, l'exercice, le maniement d'armes sont interdits. Les obus, désamorcés, sont transportés dans les dépôts ; quant aux canons, m'a-t-on dit au ministère de la guerre, d'où je tiens ces détails, on songerait à les fondre pour les utiliser à quelque œuvre de paix, en les transformant, par exemple, en machines agricoles.

Le restant du matériel — l'équipement des soldats, les outils du génie, le harnachement de la cavalerie, etc. — est réuni dans les arsenaux et laissé à la disposition d'un office, récemment

créé par le gouvernement révolutionnaire, le *Heeresgeraetbewertungsstelle*, ou office pour la mise en valeur de l'outillage de guerre. L'Allemagne révolutionnaire ne semble pas avoir perdu l'esprit d'organisation.

Quels sont maintenant les sentiments, l'attitude de ces milliers de guerriers qui regagnent leurs foyers sans l'ivresse de ce triomphe final qu'ils avaient toujours espéré ? D'une façon générale, les soldats venus du front s'opposent à tout désordre. Ils semblent avoir été si bien dressés jadis par une forte discipline, qu'ils ne peuvent même concevoir un chambardement à la russe. Comme tout Allemand, d'instinct, les *feldgrauen* repoussent l'anarchie. Leur sentiment dominant est, à cette heure, la joie de rentrer chez eux, et de vivre en paix ; ils se déclarent, en outre, très contents que le pays ait supprimé l'ancien régime et écarté à jamais du pouvoir les vieux politiciens qui les ont fourvoyés, ce qu'ils avouent carrément. *Wir wurden belogen* (On nous a menti) : c'est ce que chaque Bavarois répète en parlant de la guerre. Naturellement, un certain nombre de fanatiques croient encore à la justice de la cause allemande et s'égosillent encore à chanter quelque *Kaiserhymne* ; mais ils font hausser les épaules.

En somme, à part le sentiment de joie du retour et la satisfaction devant le nouvel ordre de choses, les soldats bavarois ne manifestent qu'indifférence ; ils ont fait ce qu'on leur a ordonné; ils ont obéi jusqu'au bout à l'impératif catégorique, et, dès lors, ils rentrent chez eux avec le sentiment du devoir accompli. Les officiers, par contre, sont plus déprimés ; le désastre leur fut comme un coup de massue. Ils se consolent, cependant, en se disant que l'honneur des armes est sauf, et la plupart déclarent qu'ils n'ont nullement le sentiment d'avoir été vaincus !

« Nous avons perdu le *handicap*, me déclarait l'un d'eux; mais à cette épreuve nous fûmes encore le meilleur coursier. A ce point de vue sportif, nous ne craignons aucune critique. » A ce sentiment très fort s'ajoute la traditionnelle rancune envers les Prussiens, qui, disent-ils, ont fait la guerre dans un but égoïste et ne sont toujours restés que Prussiens, tandis que les Bavarois ont été en même temps Allemands et Bavarois. Il ne convient pas, du reste, d'ajouter à ce fait plus d'importance qu'il n'en mérite. Quant à l'esprit de haine envers l'ennemi, l'anxiété du lendemain, la crainte d'un avenir plein de menaces ne paraissent pas, pour l'instant du moins, laisser de place en leurs cœurs pour ce sentiment.

VI

LES NOUVELLES IDÉES LIBÉRALES

L'opinion publique. — Le combat pour les idées démocratiques. — Le manifeste des « ouvriers intellectuels » munichois. — Déclarations du comte de Montgelas.

Munich, décembre.

L'opinion publique, par laquelle un gouvernement peut tout et sans laquelle il ne peut rien, ne se manifeste guère encore, comme si ce peuple, après avoir pensé pendant quarante-huit ans avec les idées de l'autorité et de l'administration, était devenu incapable de se créer une volonté à lui seul, par lui seul. Tous ces gens, en effet, pendant près d'un demi-siècle, ont eu leurs opinions toutes façonnées d'après un modèle unique fourni par l'Etat ; en mettant à part une faible minorité d'intellectuels, il n'y eut chez aucun d'eux quelque aspiration qui tendît au delà de la limite tracée par la rude main du gouvernement. A ce régime, toute individualité a été étouffée chez les hommes de cette race. Et c'est

pourquoi, maintenant, la raison d'Etat n'existant plus du fait de la révolution, aucun pouvoir ne s'impose ; l'ancienne Allemagne pèse encore sur la nouvelle de tout le poids de son cadavre. Aussi, devant cette situation tragique, chacun ne pense-t-il qu'à soi-même ; les bourgeois apeurés payent des soldats démobilisés pour les protéger dans leurs biens ; les fonds sont retirés des banques ; les bons de la Défense Nationale, les valeurs d'emprunt se vendent sur le marché à la moitié de leur valeur ; les objets d'art sont expédiés sur la frontière, et nombreux déjà sont les gens qui, pressés de fuir, s'entassent dans les consulats de Suisse et de Hollande.

Munich est la ville d'Allemagne où le combat pour les idées libérales et démocratiques a été, au cours de la guerre, mené le plus activement. Une minorité d'intellectuels réussirent par un travail inlassable à éveiller autour d'eux le goût et le besoin d'une culture spirituelle et la nécessité de combattre sous toutes ses formes la Realpolitik. Néanmoins, le mouvement ne prit pas toute l'ampleur que l'on eût désiré, et la majorité des intellectuels allemands, moins par conviction peut-être que par esprit de zèle et crainte de l'autorité, ont conservé jusqu'à la dernière

minute les idées les plus arrêtées et les plus violentes au sujet de la guerre.

« Depuis les *Oberlehrer*, maîtres d'école supérieure, jusqu'aux professeurs de l'Université, me disait l'un de ceux qui ont le plus contribué à la révolution politique du 7 novembre, tous ont formé « la pire des castes militaires, » *die schlimmste Militaerkaste*. Et il ajouta :

« — Certes, tous les peuples ont eu leur époque de violence ; mais tous, cependant, produisaient en même temps des antitoxiques, c'est-à-dire des idées libérales, humanitaires, représentées parfois par un homme, comme Tolstoï, en Russie, ou par un groupe, comme les pacifistes en Angleterre, lors de la guerre des Boers. » Quelles sont actuellement les sentiments de cette grande majorité d'intellectuels qui se solidarisaient jadis si étroitement avec l'autorité militaire ? J'ai posé cette question, à plusieurs reprises, à ceux qui partagent les opinions et suivent la campagne des Fœrster, des Nicolaï, des Muehlon. La réponse a toujours été identique : les *Herren Professoren* sont présentement tombés dans une sorte de léthargie, d'apathie intellectuelle complète ; ils ne font aucune interprétation de ce qui s'est passé.

« — D'ailleurs, me déclara l'un de mes interlocuteurs, il leur faut avant tout apprendre ce que

signifie cette guerre et quelles sont les idées qui permettront le fondement de la future Allemagne. Jusqu'ici, ils n'ont pas encore ouvert les yeux ; ils ne « réalisent » pas encore... Ils me rappellent l'une des sibylles de Michel-Ange à la chapelle Sixtine qui, la tête penchée, une main sur les yeux, ne voit pas encore l'avenir, tandis que tout le passé sur lequel elle s'appuyait est en train de disparaître. » Quant à l'influence de la défaite, plusieurs de ces Allemands libérés estiment qu'elle aura des conséquences heureuses au point de vue intellectuel et favorisera un vaste courant de pensées neuves empreintes du plus large humanitarisme. La pénétration de l'autorité morale des idées occidentales, jointe au retour aux traditions idéalistes de l'Allemagne de Schiller et de Gœthe, transformera peu à peu l'ancienne mentalité tout imbue de l'idée de force et toujours prête à se courber devant la raison d'Etat. Tels sont les espoirs et les affirmations de cette minorité d'intellectuels, champions d'une nouvelle Allemagne. Ces dires ne sont pas négligeables, car leurs auteurs seront appelés bientôt à participer directement aux affaires publiques. Le gouvernement révolutionnaire bavarois vient, en effet, de décider d'adjoindre aux Conseils de soldats, d'ouvriers et de

paysans, qui forment actuellement le Parlement provisoire ou Parlement du travail, des collèges de l'industrie et des professions libérales. Pour cette fin, il s'est formé à Munich un *Conseil des ouvriers intellectuels (Rat der geistigen Arbeiter)* qui n'est ni un parti politique, ni un comité ayant des buts de défense économique, mais simplement un groupement des nouvelles tendances. Son objet est principalement déclare-t-il, de donner au peuple allemand une éducation républicaine établie sur une base nouvelle.

Il s'agit, avant tout, de rendre à la jeunesse le sentiment de la responsabilité individuelle et morale, et de travailler à un développement intérieur. La mécanisation de la pensée dont la génération actuelle a été victime doit disparaître. Le programme de ce Conseil d'un nouveau genre peut être considéré comme une réaction contre les conceptions matérialistes qui régnaient dans l'Allemagne prussianisée.

Le Conseil des « ouvriers intellectuels » munichois vient d'exposer son programme dans le manifeste suivant (1) :

(1) Ce manifeste est l'œuvre du romancier Heinrich Mann, l'ami et le compagnon de luttes de Wilhelm Herzog, du *Forum*, son inspirateur même, à ce qu'on assure. Il ne faut pas le confondre avec Thomas Mann, son frère ennemi, qui était pangermaniste.

« Le Conseil des « ouvriers intellectuels » se propose pour but de révolutionner de fond en comble la mentalité du peuple allemand. Il ne veut être ni un parti politique, ni la représentation économique d'une profession, mais une communauté de pensée. Il lui appartient, par une politique spiritualisée, de mettre au service de buts moraux notre vie publique depuis longtemps mécanisée. Il est aussi bien l'adversaire de toute Realpolitik, qui surestime des facteurs non spirituels, que d'une idéologie étrangère à la réalité, qui oublie que l'idée doit s'élever du terrain solide des faits sur les hauteurs baignées d'air.

« L'homme moral est pour nous le point de départ et le but de toute activité politique. Toute construction politique et économique doit se rapporter à lui. Nous nous déclarons donc les adversaires de l'Etat appuyé sur la force, qui rabaisse l'homme au rôle d'instrument de la politique de violence, les adversaires du capitalisme, qui fait de l'homme une marchandise, les adversaires de toute forme de domination d'une classe. Nous sommes partisans d'un socialisme qui voit son essence au-dessus des intérêts économiques, dans la libération intérieure de

l'homme. De là découlent pour nous une suite de vœux politiques et économiques :

« Ligue des peuples sur une base économique ; abolition internationale du service militaire ; construction de l'internationale de l'esprit ; socialisation progressive ; réforme fondamentale du système des contributions ; diminution progressive des heures de travail d'après la qualité de la technique et la valeur de rendement ; aplanissement des obstacles économiques pour les travailleurs bien doués.

« Mais le Conseil considère comme sa tâche la plus haute d'enseigner à tous le développement de soi-même et le sentiment de la responsabilité personnelle...

« Nous devons être d'autres hommes, non pas seulement des hommes qui vivent sous une autre constitution, dans d'autres rapports économiques et sociaux. L'association des sujets est extérieurement détruite ; nous voulons la ruiner intérieurement, afin qu'à la place se dresse le peuple tout entier. Un changement des rapports d'homme à homme est nécessaire ; les rapports de supérieur à inférieur, de producteur à consommateur, de maître à élève, doivent passer de l'esprit de subornation militaire au sentiment mutuel d'une vraie communauté.

« Le métier, la profession, la routine, ne doivent pas plus longtemps tuer l'homme. C'est pourquoi l'éducation doit être fondée sur une autre base, sur une base morale. Certainement, l'éducation de l'intelligence et le labeur scientifique ne peuvent être négligés ; car, seuls, ils créent cette liberté du génie qui rend capable d'un jugement propre ; mais le jugement serait chose morte sans la spontanéité et sans cette dignité qui naît de l'expérience personnelle.

« Valeur propre et devoirs propres à chaque âge. Libération de la vie commune de la jeunesse. Expression libre dans l'école et hors de l'école. Choix de la carrière rendu plus facile. Réforme de l'éducation féminine. Universités populaires. Education politique. Extension de toutes les possibilités de développement intellectuel et moral.

« Le reste, dans l'homme, n'est pas accessible aux influences du dehors ; nous le savons. Le reste est son moi propre qui dérive de son action propre. Mais tout ce qui peut, du dehors, contribuer à enrichir la vie, à la rendre plus profonde et intime, doit être mis au service de la formation morale de l'homme.

« L'accès aux œuvres d'art ne doit pas être réservé à un petit nombre de privilégiés : le rôle

de l'administration des Beaux-Arts doit être de trier et de mettre en valeur les meilleures forces artistiques. Il doit en être de même pour les forces religieuses.

« Ainsi, une démocratie n'est pas pour nous une simple liste d'articles de programme pour la construction extérieure de la société. La démocratie sociale est pour nous l'éveil du sentiment oublié de la fraternité ; elle est pour nous le moyen de donner à toutes les facultés la meilleure possibilité de développement. Que chacun prenne conscience de ceci : qu'aux hauts droits et aux plus hautes possibilités de développement répondent les plus hauts devoirs : à la liberté, la discipline de soi-même ; à l'égalité, la fraternité ; à la possibilité du développement de soi-même, le devoir de réaliser ; au droit de participer à l'Etat, la responsabilité des destins de l'Etat. C'est seulement si le libre Etat populaire et social repose sur une responsabilité de chacun des individus vis-à-vis de soi-même, de son prochain, de l'Etat et de l'humanité, c'est seulement alors que peut commencer cette révolution de la pensée à laquelle nous visons.

« De même qu'aux temps anciens, le nom glorieux de républicain signifiait plus qu'une profession de foi en une forme d'état, de même

qu'il désignait l'homme dont l'âme était absolument libre, l'homme qui atteignait au plus haut développement de soi-même, de même notre tâche doit être d'inculquer à l'homme à venir ce grand esprit républicain. »

Le général de Montgelas, qui quitta l'armée au début de la guerre pour ne point se rendre complice des méthodes cruelles employées par le haut commandement, se trouve à Munich, où il a été rappelé par le gouvernement révolutionnaire. Je l'ai questionné, et il m'a répondu par les déclarations suivantes, qui, m'a-t-il dit, expriment l'opinion de tous ceux qui se proclament, comme lui, partisans d'une Allemagne sincèrement démocratique :

« — C'est une amère déception pour les Allemands libéraux d'entendre les voix de méfiance qui s'élèvent encore contre la sincérité du mouvement démocratique dans notre pays. C'est une poignée d'hommes, il est vrai, qui ont fait triompher le mouvement à Kiel, à Munich, à Berlin. Mais dans toutes les autres villes, grandes et petites, ainsi que dans les campagnes, il s'est trouvé tout de suite d'autres hommes pour en faire autant. Immédiatement, des millions et des millions d'Allemands se sont rangés du côté

des révolutionnaires victorieux, prouvant ainsi qu'il s'agit d'une transformation désirée depuis longtemps et acceptée sans réserve par la majorité écrasante du peuple. Vingt-deux dynasties ont disparu ; les officiers se trouvent sous les ordres des Conseils de soldats ; le salut militaire est supprimé ; les anciens ministres et secrétaires d'Etat sont tous remplacés ou, s'il est impossible de se passer de leur expérience en affaires, tous leurs actes sont étroitement surveillés ; le drapeau rouge flotte sur les édifices publics. Jamais pays n'a subi de changements aussi radicaux en si peu de temps. Et pourtant, on feint, à l'étranger, de ne voir en tout cela qu'un militarisme déguisé, qu'une comédie de république. Ces voix malveillantes sont une arme puissante entre les mains des bolchevistes internationaux, qui espèrent faire de l'Allemagne le foyer de la révolution mondiale. Cette politique de méfiance ne diffère guère de celle que l'ancien régime allemand avait suivie en Russie. La révolution allemande n'est pas seulement politique ; elle est en même temps sociale. Nous voulons établir une démocratie ennoblie par la justice sociale ; nous espérons y parvenir, mais nous ne pouvons pas accomplir notre tâche si, par la méfiance des

autres peuples, nous sommes entraînés dans le gouffre de la terreur rouge. »

Certes, l'Allemagne est sincère dans son désir d'inspirer confiance aux démocraties occidentales, car elle espère qu'elle obtiendra ainsi des conditions plus favorables, notamment en ce qui concerne les charges financières. Mais, à cette heure, la question se pose, angoissante, de savoir ce que deviendrait ensuite cette Allemagne en laquelle on aurait eu confiance ! En tous cas, les autorités allemandes avaient et ont encore d'excellents moyens de ne pas être entraînées vers le « gouffre rouge ». C'était de ne pas favoriser autrefois la propagande du bolchevisme en Russie, et c'est de ne pas livrer maintenant au bolchevisme l'Esthonie, la Russie Blanche, la Lithuanie, etc.

VII

LA CHUTE DES WITTELSBACH

LE ROI LOUIS III. — VIVE LA RÉPUBLIQUE ! — LA FUITE. — SA MAJESTÉ DEMEURE INTROUVABLE. — ABDICATION.

Munich, décembre.

Bien que l'on ait rapporté, au cours de la guerre, une foule de discours incendiaires prononcés par le roi Louis III, ce monarque n'était ni belliqueux, ni militaire. De goûts très bourgeois, il n'avait endossé l'uniforme dans sa jeunesse que sur les instances de son père. En 1866, âgé de vingt et un ans, il se battit du côté autrichien et reçut dans la cuisse, au combat de Helmstadt, une balle prussienne qui le blessa grièvement et ne put être extraite. La leçon avait servi, car dès lors, imitant ses ancêtres et ses parents, dont l'un, le prince Ludwig-Ferdinand, tenait régulièrement sa partie de violon à l'orchestre de l'Opéra, et dont un autre, Karl-Théodore, fut un oculiste réputé, il s'adonna ouvertement à

des occupations bourgeoises et son activité se porta de préférence vers les sciences économiques et l'agronomie. Après des études laborieuses aux Universités de Munich et d'Erlangen, il obtint les titres de : « Dr Ing., Dr Œcon., publ. » c'est-à-dire de « Docteur ingénieur » et « Docteur ès sciences économiques », il acquit bientôt la réputation d'un agriculteur consommé qui gérait admirablement ses grands domaines en Bavière et en Hongrie.

A ses moments perdus, il présidait la Société de géographie de Munich et différentes autres associations savantes. Il s'intéressait vivement aussi aux progrès du réseau des canaux bavarois et la voix populaire l'avait même baptisé de ce fait : *Kanalprinz*, le « prince Canal ».

Son règne n'aura été que de courte durée. Devenu régent en 1912, à la mort de son père, le prince Luitpold, il fit proclamer au bout d'un an, le 5 novembre 1913, la déchéance de son cousin germain, le roi Othon, dont la folie était depuis longtemps reconnue incurable, et il monta sur le trône à la place de ce dément.

En recourant à ce coup d'Etat, devant lequel son père avait toujours reculé, le roi Louis III obéissait à des considérations d'ordre pécuniaire aussi bien qu'à des sentiments de bon père de

famille car, n'ayant qu'une très petite fortune, mais beaucoup d'enfants, il ne pouvait pas vivre princièrement avec les six cent mille marks attribués au prince régent ; il convoitait la liste civile, cinq millions et demi de marks... De son mariage avec l'archiduchesse Marie-Thérèse d'Autriche-Este, il a eu treize enfants, dont neuf sont encore en vie : deux fils et sept filles, qu'il n'a jamais pu doter. Aussi, une seule d'entre elles, la princesse Marie, a-t-elle trouvé un mari, le prince Ferdinand de Bourbon des Deux-Siciles. Le *Simplicissimus*, cet illustré satirique qui a parfois de l'esprit, mais rarement du tact, a maintes fois déversé le ridicule sur les *Maedchen* sans dot !

Bien qu'il eût le grade de général feld-maréchal, on ne voyait le roi en uniforme que dans les circonstances tout à fait exceptionnelles ; mais cela ne portait point préjudice à sa popularité. Et elle était grande avant la guerre, surtout auprès des Munichois, qui admiraient ce prince « ancien régime » et qui, se promenant dans les rues de Munich, avait l'air, avec sa barbe blanche et ses lunettes, d'un bon vieux professeur, d'un bourgeois modeste. Il allait, d'ailleurs, fréquemment à la brasserie, et là, comme le commun des mortels, buvait le nombre rituel de « moss » et fumait, impassible, sa grande pipe en porcelaine

armoriée en jouant avec ses amis sa partie de *skat* ou de *tarok*.

Or, ce prince bourgeois, docteur ès sciences économiques, agronome et président de sociétés savantes — toutes fonctions qui, à son âge vénérable de soixante-quatorze ans, auraient dû, semble-t-il, l'incliner à une conception plutôt philosophique et désabusée de la vie, — devint, dès son accession au trône, le plus effréné mégalomane, le plus enthousiaste partisan de la Realpolitik et l'actif champion de la plus grande Allemagne.

Abandonnant l'attitude nettement particulariste qu'il avait observée jusqu'alors, lui qui, lors du couronnement de Nicolas II à Moscou, avait vertement rabroué, au cours d'un banquet, un notable de la colonie allemande qui avait parlé des « vassaux » de Guillaume II, il fut, du jour au lendemain, d'une soumission sans bornes devant l'empereur et le gouvernement de Berlin.

Comme tous les potentats d'Allemagne, Louis III vit dans la guerre le meilleur moyen d'accroître son pouvoir et de réaliser le plus promptement son rêve, le rêve commun à tous ces rois et roitelets, à tous ces grands-ducs et

altesses par la grâce de Dieu, d'une grande Pangermanie englobant la moitié de l'Europe.

Les premiers succès le grisèrent, et dès lors, comme politique de guerre, il n'eut qu'un seul mot : « Annexion ! » On raconte qu'en qualité de grand agronome du royaume, il ne voyait, autrefois, dans la Bavière, qu'une immense ferme ; devenu roi, comme un paysan matois et intéressé, il voulut simplement « agrandir son lopin ». En me parlant de ce monarque, le ministre des finances du gouvernement révolutionnaire, Jaffé, me disait :

« — Si, de tous les princes allemands, Guillaume II est le plus coupable, Louis III de Bavière et sa maison portent, néanmoins, dans les crimes commis, des responsabilités considérables. La politique des Wittelsbach n'avait qu'un but : augmenter leur puissance, et ce fait empêcha le règlement de la question de l'Alsace-Lorraine : Louis III s'est, en effet, opposé personnellement à l'institution de l'autonomie du « pays d'empire », résolue, cependant, en 1917 ! La politique des Wittelsbach empêcha également, au moment opportun, la libre restitution de la Belgique. C'est elle, aussi, qui a entouré de nombreuses difficultés et toujours fait différer la solution des questions de l'Europe orientale ».

Le peuple bavarois, saigné à blanc par quatre ans d'une guerre inutile, savait tout cela. La soumission complète devant les ordres de Berlin, surtout, l'irritait à ce point que la popularité de Louis III en subit une profonde atteinte. Sans grande clairvoyance, un peu borné, le roi fut le seul à ne pas s'en apercevoir. Les derniers temps de la monarchie, on se moquait même ouvertement de sa personne. Sa mégalomanie sénile, la monomanie qu'il avait de vouloir appliquer en tout lieu les principes d'économie appris à l'Université, l'avaient, d'ailleurs, poussé, à plusieurs reprises, à des actes imbéciles. C'est ainsi que, possédant en Hongrie des domaines étendus et voulant en dépenser les revenus pour leur amélioration, il donna l'ordre de construire, dans ce pays du blé, quelques grandes scieries. Au bout d'une année, les usines furent terminées, les machines, installées ; tout était prêt à fonctionner..., lorsqu'on s'aperçut que, dans la contrée, il n'y avait pas de bois et que la forêt la plus proche se trouvait à trois cent cinquante kilomètres ! Et cet homme, voulant, par surcroît, jouer au conquérant, prétendait gouverner la Bavière ! Si la révolution munichoise a renversé sa maison, Louis ne peut s'en prendre qu'à lui-même...

Le jeudi 7 novembre, à la fin de la démonstration pour la paix organisée par les partis socialistes, à la Theresienwiese, — sorte de Champ de Mars bavarois, aux abords de la ville — un cortège, qui réunissait plusieurs milliers de révolutionnaires, défila dans Munich, avec drapeaux rouges et écriteaux, portant : « A bas les Hohenzollern ! »

Le roi, qui revenait d'une promenade avec ses filles, aperçut la tête de ce défilé ; il aurait même, m'a-t-on raconté, hâté son retour à la Résidenz, parce que, au cours de sa sortie, un vieil ouvrier se serait approché de lui, chapeau bas, en disant :

« — Majesté, vous feriez mieux de rentrer... La révolution va éclater ! »

A peine arrivé dans ses appartements, Louis III put entendre pendant toute la durée du cortège les cris rauques de : *Hoch die Republik ! Hoch die Revolution !* (Vive la République ! Vive la révolution !) poussés par ses sujets en révolte.

On devine les sentiments du roi, apprenant minute après minute les progrès de l'émeute : les soldats révolutionnaires enfonçant les portes des casernes — pour faire sauter les gonds de l'une d'elles, ils se servirent de la masse d'un camion lancé à toute vitesse, — débauchant leurs camarades ; les officiers arrêtés dans la rue, leurs sa-

bres enlevés, leurs pattes d'épaules arrachées ; tout le solennel décorum militaire bafoué par deux mille soldats séditieux, lâchés dans les rues.

Le réveil du lion bavarois se manifestait terrible ; il ne s'agissait plus, cette fois-ci, d'une petite révolution pour rire, comme au temps où Louis Ier avait excité la colère du peuple en s'affichant d'une manière impudente avec la fameuse Lola Montès.

Un instant même, le vieux monarque dut craindre pour sa propre personne, car un groupe d'émeutiers, plus exaltés que les autres, tentant de pénétrer dans la Residenz, parvinrent jusque dans une cour intérieure. Ils n'allèrent, cependant, pas plus loin, se contentant de crier, avec leurs voix rudes : *Raus !... Raus !* ... (Dehors !... Dehors !...), tandis que les gardes du palais, gagnés à leur tour par la fièvre révolutionnaire, désertaient leur poste et se joignaient aux manifestants. Pis encore, car lorsque Sa Majesté eut fait téléphoner qu'on lui expédiât au plus tôt quelques couples de ses meilleurs *schutzmann*, elle attendit en vain : toute la gent policière de la ville, avec la servilité et la soumission spontanées de leur race devant la force, avait déjà tourné casaque. Ainsi, en cette journée fatale, le vide

ne cessait de grandir autour du trône huit fois séculaire des Wittelsbach !

La nuit venue, la révolution est victorieuse. Que va faire le vieux roi, qui se trouve à cette heure abandonné de tous dans l'immense palais ? Des coups de feu tirés çà et là dans les faubourgs répandent des menaces dans le silence nocturne, tout en trahissant la nervosité des soldats maintenant maîtres de la ville... N'est-il pas à la merci d'un coup de main ? Sa décision est rapidement prise ; et bientôt, dans la nuit noire, deux automobiles de la Cour emportent loin de la capitale le monarque et ses filles. L'on ne possède encore, à Munich, que quelques maigres détails sur ce départ précipité de la famille royale pendant la nuit de la révolution. La rumeur publique, toujours maligne après la chute des grands, rapporte, par exemple, que Louis III, qui était accompagné d'un seul valet, ne songea, dans sa hâte, à emporter qu'une caissette de cigares qu'il serrait précieusement sous son bras gauche en entrant dans la voiture, tandis que sa main droite tenait un minuscule coffret.

Suivons toutefois les deux autos qui roulent maintenant à toute vitesse sur les routes de Bavière. Où se dirigent-elles ? Iront-elles déposer

les infortunés voyageurs aux châteaux romantiques de Hohenschwangau, de Neuschwanstein qui dorment à cette heure, dans les régions silencieuses des rocs et des forêts, à Linderhof, à Chiemsee, dans ces somptueuses demeures où Louis II, le roi fou, poursuivait ses chimères fatales, à Starnberg, où l'on retrouva son corps bercé dans les eaux clapotantes du lac ? Non. La prudence l'interdit, car les fugitifs y seraient découverts demain déjà, dès les premières heures. Les voitures évitent donc les bourgs, traversent en trombe les cités et bientôt abordent les fortes rampes des montagnes de Bavière. Un seul arrêt, dans un petit village où la famille des Wittelsbach voudrait passer la nuit. Mais les paysans, ayant eu connaissance des événements de Munich et craignant la vengeance des révolutionnaires, refusent de les recevoir. Les filles du monarque descendues de voiture s'en vont elles-mêmes, vainement, mendier l'hospitalité d'une chaumière à l'autre. Et comme au cours de leurs démarches inutiles, leurs souliers et le bas de leurs robes se sont recouverts de boue, elles doivent se rendre à la fontaine communale, qui n'est qu'un tronc d'arbre grossièrement creusé, et, aux premières lueurs d'une aube pâle et froide, procéder, seules, à leur toilette.

Le lendemain (1), nul sans doute ne se serait inquiété à Munich de la disparition du roi, si les officiers bavarois, qui avaient été jusqu'alors les meilleurs soutiens de la dynastie, surtout parce qu'ils étaient choisis dans les classes réactionnaires, n'avaient demandé, avant d'adhérer au nouveau régime, à être relevés par le roi lui-même de leur serment de fidélité à la couronne. Le sentiment de l'honneur et du dévouement de ces vassaux fidèles, qui étaient encore inspirés par la conception féodale de leur devoir, se heurtait avant la rupture finale à ce dernier scrupule.

(1) Le lendemain de la fuite du roi la proclamation suivante fut affichée à Munich :

« Citoyens !

« Après cette longue guerre d'extermination et pour reconstruire un nouvel Etat, le peuple a renversé le pouvoir civil et militaire et s'est emparé du gouvernement. L'autorité supérieure est maintenant le Conseil des ouvriers, soldats et paysans choisi par le peuple ; il fonctionnera provisoirement jusqu'à ce que la représentation populaire ait été réglée d'une façon définitive. Ce Conseil a force législative. Toute la garnison s'est mise à la disposition du gouvernement républicain. Le commandant de place et la direction de la police se trouvent sous nos ordres.

« *La dynastie des Wittelsbach est déposée.*

« Vive la République !

« Le Conseil des ouvriers et soldats :

« Kurt Eisner. »

Ils entendaient rester jusqu'au bout hommes-liges de leur suzerain.

Bref, le gouvernement révolutionnaire, désireux de régler au plus tôt cette difficulté, entreprit des recherches immédiates, et comme quelques indices laissaient croire que le souverain disparu s'était réfugié au château de Wildenwart, près de Priem, à soixante kilomètres de Munich, l'ancien président du Conseil des ministres, von Dandl, et un ancien conseiller d'Etat au ministère de la guerre, le baron von Speidel, qui s'étaient mis spontanément à la disposition de Kurt Eisner pour arranger l'affaire, y furent rapidement dépêchés en automobile. A leur retour, une proclamation fut publiée, annonçant que les démarches des deux émissaires « avaient échoué devant le fait que Sa Majesté le roi était introuvable » !

Grande fut l'hilarité dans toute la Bavière prolétarienne et révolutionnaire à la nouvelle de la disparition énigmatique et vaudevillesque du roi Louis. A Munich, surtout, le peuple en fit des gorges chaudes, tandis que des libelles injurieux et même orduriers couraient de main en main. La clef du mystère ne fut trouvée que quatre jours plus tard : Louis III, désertant son peuple et abandonnant le sol bavarois, avait trouvé un refuge dans le Tyrol, au château d'Anif, cons-

truction moyenâgeuse, entourée de fossés, à quelques kilomètres à l'ouest de Salzbourg et appartenant au comte Moh. Mis au courant de la situation, le monarque fugitif écrivit alors la déclaration suivante qui, rapidement expédiée à Munich, fut aussitôt portée à la connaissance de ses anciens sujets :

« Toute ma vie j'ai travaillé avec le peuple et pour le peuple. Le souci du bien-être de mes chers Bavarois fut toujours ma constante pensée. Depuis qu'en raison des événements de ces derniers jours, je ne suis plus en état de régner (1), je laisse tous les fonctionnaires, officiers et soldats, libres de poursuivre leur tâche dans les cir-

(1) L'expression « je ne suis plus en état de régner », dont s'est servi le roi de Bavière n'équivalait pas à une abdication formelle. Mais Louis III, ayant manifesté quelques jours après le désir de rentrer en Bavière, le nouveau gouvernement, sans vouloir s'attarder à exiger une formule plus précise, tourna la difficulté par la réponse suivante :

« Le Conseil des ministres de Bavière a pris connaissance de la renonciation au trône de Louis III. Rien n'empêche l'ancien roi et sa famille de se déplacer librement comme tous les autres citoyens, à condition toutefois qu'ils s'engagent, lui et les siens, à ne rien entreprendre contre la sûreté de la république de Bavière. »

De cette façon, le retour du roi au château de Wildenwart peut être interprété comme une abdication de fait.

constances actuelles et les relève du serment de fidélité.

« Anif, le 13 novembre.

« LOUIS. »

Le même jour, son collègue saxon, le roi Friedrich-August, renonçait à son tour au trône de ses ancêtres en prononçant les paroles suivantes, moins glorieuses sans doute que le mot de certain général français à Waterloo, mais tout aussi typiques :

Nu wenn se nicht wollen, denn sollen se ihren Dreck alleene machen. (Eh bien, puisqu'ils ne veulent plus de moi, qu'ils se tirent eux-mêmes de leur...)

Telle fut l'odyssée tragi-comique du roi Louis de Bavière. Le premier, il donna aux potentats allemands, par la fuite, le signal de la débandade. Et bientôt, à tous ces princes qui avaient renoncé par orgueil et ambition à l'amour, à la justice, à la paix, à tous les sentiments humains, la révolution gouailleuse, arrachant la couronne et le sceptre, mit à la main le haut de forme et la canne. Un souffle salubre dissipait les miasmes de l'ancien Walhalla germanique. L'heure du châtiment sonnait.

VIII

LE RETOUR DE LA GARDE

« SOUS LES TILLEULS ». — LE DÉFILÉ. — LES SENTIMENTS DE LA FOULE. — LA FIN DE L'ÉPOPÉE IMPÉRIALE.

Berlin, décembre.

Depuis le début de la guerre, la promenade « Sous les Tilleuls », cette artère centrale, historique, non seulement de la capitale, mais de la Prusse, de l'empire, a été le théâtre de mille scènes diverses : de fièvre patriotique d'abord dans l'été de 1914, quand le peuple affluait devant le palais de ses maîtres pour y chanter des hymnes d'orgueil ; puis de révolte, car c'est là qu'en décembre 1915 et juin 1916 l'on vit passer des processions de femmes se dirigeant vers le palais impérial en criant : « Du pain ! Du pain ! » jusqu'à ce que la police les eût proprement chargées et dispersées, sabre au clair ; de comédie ensuite les jours où l'ordre de pavoiser et de se réjouir tombait des lèvres impériales après

la prise de quelque Douaumont ou le retour d'un *Deutschland* ; de tragédie enfin, depuis le 9 novembre, avec l'envahissement du palais des Hohenzollern par la populace, et la lutte à coups de mitrailleuses devant les ministères et les hôtels.

Depuis mon arrivée, ce drame shakespearien, où se joue l'avenir de l'Allemagne, ne cesse de dérouler chaque jour, dans la grande avenue berlinoise, ses cent actes divers, à transformation instantanée, passant brusquement parfois d'une émeute sanglante à une manifestation patriotique, d'un cortège spartakiste, avec ses foules hâves et en haillons, aux défilés de troupes martiales encore, malgré le désastre, et bien équipées.

Aujourd'hui l'ancienne garde impériale est rentrée à Berlin. Un ciel lourd de nuages gonflés de pluie s'étendait sur la ville ; et cependant, malgré quelques averses que chassait un vent froid du nord, depuis le matin la foule s'est dirigée en flots compacts et empressés « Sous les Tilleuls ». Une heure avant le défilé, déjà, j'ai peine à franchir l'attroupement serré des spectateurs entourant le « Brandenburger Thor », l'arc de triomphe berlinois que surmonte un quadrige emportant une Victoire ailée et qu'ornent aujourd'hui, comme en une fête, d'innombrables couronnes de verdure, guirlandes de

sapins et oriflammes. De grands mâts reliés par des banderoles supportent des cartouches avec inscriptions variées : *Soyez les bienvenus! Patrie et liberté! La Capitale de l'empire salue ses héros!*

Sur la Pariserplatz, l'ambassade de France présente une façade discrète, aux volets mi-clos. Je remonte les Tilleuls du côté du palais impérial ; tous les édifices de l'avenue, palais princiers, hôtels, étalent à chaque étage la gamme complète des drapeaux allemands, depuis les anciennes couleurs impériales jusqu'aux bannières prussiennes à l'aigle bicéphale. Cependant, les couleurs de 1848, celles de l'unité nationale, dominent, tandis que l'emblème rouge, si abondant à Munich, où tous les ministères et édifices publics l'arborent, n'est déjà plus de bon ton à Berlin. Seuls, de petits fanions écarlates surmontent le palais du kronprinz, où siège le commandant de la ville, Wels, et le palais royal où, comme récompense pour leur zèle révolutionnaire, une centaine de matelots de Kiel tiennent garnison. Sur les toits, les balcons, aux fenêtres, les curieux s'entassent ; dans l'avenue, la foule, qui n'est plus maintenue par les ordres autoritaires : « Avancez ! Reculez ! » des *schutzmann* et que n'endigue pas même le moindre cordon de troupes,

se montre toute nerveuse et désorientée. Comme « les Tilleuls » comprennent deux chaussées parallèles séparées par une allée bordée d'arbres, les Berlinois ne savent point de quel côté la garde va défiler. Des gamins, entassés en grappes sur les branches, crient, amusés, en scrutant l'horizon : « Ils viennent à droite..., à gauche », et chaque fois les gens de courir en une vague compacte d'un côté de l'avenue à l'autre.

Devant les bureaux du *Lokal-Anzeiger*, à l'entrée de la Wilhelmstrasse, devant le café Bauer, des orgues de Barbarie égrènent sous la main d'un soldat mutilé les flonflons criards de quelque valse d'opérette ; d'autres soldats en haillons tendent la main ou vendent certains effets d'équipement, sacs, bretelles, brosses, etc. ; plusieurs proposent l'achat de cartes postales révolutionnaires, toutes d'une écœurante vulgarité avec leurs Guillaume et kronprinz franchissant la frontière, une botte quelque part. Des filles en cheveux, des camelots passent empressés : le *Drapeau rouge !...* 10 pfennigs... la *Révolution mondiale...* 10 pfennigs. Sur la porte d'entrée d'édifices cossus se trouvent des pancartes ainsi libellées : « *Maison placée sous la protection des Conseils de matelots.* » De grandes

affiches rouges proclament : « Vive la République socialiste allemande !... »

Soudain la foule houleuse jusqu'alors s'immobilise entre les rangées d'arbres de l'allée centrale : une fanfare a retenti du côté de la Brandenburger Thor ; et maintenant, ce sont des acclamations confuses encore, augmentant à mesure que le cortège s'approche. Encore quelques minutes ; puis les casques des premiers soldats à cheval apparaissent au-dessus de la foule. Aussitôt les *Hoch* éclatent, le premier généralement poussé par quelque bourgeois exalté ou quelque gamin et repris en chœur bruyamment par tout leur entourage : *Hoch! Hoch!* Aux fenêtres les mouchoirs s'agitent et les *Hoch* gutturaux descendent aussi des toits, des balcons, emplissant toute l'avenue d'un grondement rauque et continu. Voici les combattants : des officiers à cheval d'abord, le casque d'acier ceint de lourdes couronnes de chêne ; puis, les rangs pressés des différents corps de la garde, des régiments jadis célèbres dans toute l'Allemagne, des *Maikaefer* (hannetons), des Alexander, des Franzen, régiments dont les anciens souverains amis étaient les chefs honoraires. Les faces sévères des soldats ne s'éclairent d'aucun sourire ; leurs regards sont

tristes, pleins d'amertume... Ce ne sont point là des vainqueurs !... Contrastant avec ces physionomies où perce la rancœur d'une fin de guerre désastreuse, leur accoutrement s'efforce vainement à parler de fête triomphale. De petits drapeaux en papier sortent des canons de fusil ; des fleurs artificielles, des cocardes, des rubans multicolores mouchettent à profusion de couleurs criardes les uniformes. Le papier n'est pas cher en Allemagne !

Les troupes ont conservé l'allure lourde de jadis ; toutefois, la révolution a produit çà et là un certain laisser-aller : des femmes se glissent dans les rangs, empoignant, qui le bras d'un ami, qui celui d'un mari, tandis que des enfants emboîtent le pas à côté de leur père ; des soldats fument... Les fanions soie et or, aux armes du régiment, sont remplacés par le drapeau national fait de simple toile écrue et dont la hampe n'est qu'une perche fraîchement écorcée. Voici une compagnie de mitrailleurs : tous, officiers et soldats ont leur casque couronné de chêne; les mitrailleuses elles-mêmes disparaissent sous les couronnes et les guirlandes de sapin, et des banderoles de papier rose et blanc flottent à l'épaule des conducteurs. L'un de ces derniers brandit même un écriteau avec l'inscription : *Nous,*

Allemands, craignons Dieu et rien d'autre au monde ! Des canons de campagne passent à leur tour, enguirlandés et fleuris jusqu'à la gueule. Des chevaux portent sur l'encolure des arceaux à la russe ornés de branches de sapin. Jusqu'aux cuisines qui arborent au long de leurs cheminées des panoplies de petits drapeaux frappés encore de l'image de Hindenburg et même de l'aigle impérial. Des femmes s'oublient jusqu'à lancer en l'air des serpentins... et parfois ce défilé, qu'on voulait rendre triomphal, prend une allure passablement carnavalesque. Un soldat, monté sur un char d'approvisionnement, brandit un chapelet de saucissons ; des gosses, des femmes tendent les mains : « A moi ! A moi ! » Les orgues de Barbarie disséminés partout moulent quelque air canaille ; près de moi l'un d'eux hurle furieusement d'une voix fêlée le vieux *Komm, Karlinchen (Viens, Caroline)*, qui eut son heure de vogue en France, où il était *Viens, Poupoule...*

Mais les *Hoch*, un instant calmés par le grotesque de cette kermesse et par le laisser-aller des guerriers enrubannés, reprennent soudain leur ampleur : les uhlans à cheval, lance en main, raides sur leurs selles comme au temps des revues de gala impériales, fendent la foule. Quelques pièces de leur équipement ont été rem-

placées à neuf pour la circonstance, car tous les arsenaux ont été vidés de leurs bottes et ceinturons pour rehausser jusqu'à l'air d'un triomphe ce défilé d'un lendemain de débâcle. Leurs montures au poil luisant caracolent comme jadis ; les officiers portent encore la Croix de fer et toute la bimbeloterie des ordres impériaux. La foule est visiblement flattée dans son goût toujours profond des spectacles militaires ; femmes, enfants, bourgeois, ouvriers, tous clament sans arrêt leur *Hoch* criard... Sur le signe d'un officier, la musique à cheval appuie la manifestation : cors, tambours, soutenus par l'éclat des cymbales, jouent gravement, comme un cantique, le *Deutschland, Deutschland über alles*. Les civils se découvrent ; les officiers saluent. L'émotion est générale et tous, jusqu'aux gosses juchés sur les arbres, reprennent en chœur l'hymne pangermaniste.

Quels sont les sentiments de cette foule ? Certes, ces applaudissements veulent donner le change en tentant de transformer ce retour de la Garde en manifestation de victoire. Ils trahissent en outre l'amour, comme inné chez ces gens, des choses militaires, en même temps que la joie de revoir leurs soldats. Mais il est incontestable

aussi que la défaite n'a pas affaibli chez ce peuple son sentiment national. Une victoire l'eût exalté à la folie ; ni la défaite, ni la révolution ne l'ont amoindri. Cette manifestation traduit encore la satisfaction de la population berlinoise de voir rentrer pour la première fois des troupes en ordre et que n'a point contaminées le bolchevisme. Berlin, jusqu'ici, a tremblé devant les quelques milliers de soldats et matelots qui ont fait la révolution et dont les Soviets manifestaient d'inquiétantes tendances. Aujourd'hui, ce défilé des soldats de la Garde qu'anime encore l'ancien esprit de corps et de discipline apparaît à ces gens comme la meilleure des garanties contre la menace d'un bouleversement social, c'est-à-dire l'événement qu'ils craignent le plus au monde.

Seuls cependant, à l'écart, rassemblés au long des trottoirs, quelques groupes ne participent point à la satisfaction générale. Ce sont des matelots au débraillé cynique, portant leur fusil crosse à l'épaule et canon dirigé contre terre, anarchistes aux regards mauvais, partisans de Liebknecht entourant quelque meneur qui pérore avec passion en brandissant des feuilles révolutionnaires où des emblèmes et des caractères rouges mettent des titres sanglants. Sans doute flairent-ils, avec le retour des troupes de la garde, le danger

d'une contre-révolution. Leur excitation inquiète la foule, qui les évite.

D'autres rassemblements, tout contraires, mais non moins typiques, sont formés, le long de l'avenue, par les officiers de l'ancien régime qui n'ont pas voulu se résigner au nouvel état de choses et qui, en civil maintenant, regardent défiler leurs anciens régiments. Monocle vissé sur l'œil, badine à la main, fumant de gros cigares, ils se plaisent à faire des remarques insolentes sur la tenue des troupes révolutionnaires. Leur rancœur s'exhale en termes populaires : « Ah ! les cochons ! Regardez ce qu'ils ont fait de nos bêtes !... » s'écrie rageusement l'un d'eux qui vient de reconnaître dans le défilé ses propres chevaux montés par des soldats.

N'allez point croire, pourtant, que le retour des troupes à Berlin se déroule chaque jour d'une façon aussi théâtrale que celui de la Garde. Généralement, les défilés commencés au début de l'après-midi se poursuivent interminablement avec des parcs d'artillerie, des colonnes de bagages, de pontonniers avec leurs bateaux plats montés sur des chars ; car il n'est détachement de troupes spéciales, cuisine, char ou fourgon, qui ne tienne à passer sous la Brandenburger Thor.

Le plus souvent, la foule rapidement lassée se disperse peu à peu, et seuls des groupes d'écoliers attardés que fascine l'uniforme font encore retentir quelques *Hoch* isolés. J'ai vu ainsi des unités d'infanterie même défiler dans l'avenue presque déserte. Ce n'est plus alors le simili-cortège triomphal d'hier, mais la marche morne et silencieuse d'une troupe en retraite. Les chants, les fanfares, les acclamations ne sont plus là pour donner le change, et dans la buée humide et froide de ces après-midi de décembre, les défilés se déroulent pitoyables dans l'indifférence absolue de la capitale. Avec la démarche harassée des bêtes et des hommes, les fusils tenus à la diable, le grincement des essieux et les cris sourds des conducteurs, c'est l'évocation désolante des retraites sans gloire, qui se poursuivent depuis des semaines, en cette fin de guerre, sur les routes de Westphalie et dans les plaines de Pologne. Devant ce spectacle, malgré les grands mots des Ebert et Scheidemann sur l'invincibilité des légions germaniques, la réalité s'impose, accablante pour chacun : la guerre est perdue. Et les Allemands, j'en suis convaincu, malgré leur esprit de vaine gloriole, et ce bluff inouï de toujours répéter « qu'ils n'ont pas été vaincus », doivent penser tout le contraire en leur for intérieur.

Un aveu typique : un officier bavarois m'a raconté l'accueil fait par un vieux hobereau en son château de Silésie aux officiers d'une brigade revenant de Russie ; le junker apparut sur le perron de son manoir et interpella en ces termes les *Oberst* et *Hauptmann* qui venaient lui demander l'hospitalité : « Je n'ai jamais reçu sous mon toit des officiers de troupes vaincues... et ne vous recevrai pas... Vous êtes des lâches... partez. » Et tout honteux, les officiers s'en allèrent coucher sur la paille, dans quelque dépendance de la maison.

Malgré les manifestations bruyantes des bourgeois qui s'efforçent de cacher leur amertume, l'épopée impériale, la guerre « fraîche et joyeuse » se termine en un calvaire.

IX

AU CHATEAU ROYAL DE BERLIN

Les sentinelles. — Les matelots a Berlin. — Les « Hamster ». — Dans les sous-sols du chateau. — La nuit du 9 au 10 novembre.

Berlin, décembre.

Avant la guerre, les sentinelles postées à chaque issue du château impérial symbolisaient le militarisme prussien, tel que l'avaient conçu les Hohenzollern. La tradition, née d'une marotte de Frédéric le Grand, voulait en effet qu'il n'y eût comme hommes de garde autour du palais que des grenadiers brandebourgeois ossus et hauts de taille, sanglés dans leurs uniformes comme pour la parade et dressés à souhait. Leur va-et-vient devant les guérites s'effectuait d'un pas raide et mécanique, et sitôt que le signal d'une trompe à trois tonalités — le *tatutato* de l'automobile de l'empereur — retentissait au loin « Sous les Tilleuls », vite après un claquement

sec des talons et le jet brusque de l'arme devant la poitrine, cloués sur place, ils se figeaient dans une immobilité de marbre. J'ai encore la vision intérieure de ces pantins casqués, à précision d'automates, lorsque ce matin, muni d'une autorisation en bonne et due forme, estampillée du sceau d'un ministre et contresignée du commandant de la ville, Wels, je m'approche du sombre édifice construit par le premier des rois de Prusse. Or l'homme de garde que j'aperçois devant l'entrée principale est un matelot nouveau régime, tunique déboutonnée, brûle-gueule entre les dents, mains dans les poches, jambes écartées, flemmant sur le trottoir dans un laisser-aller de lendemain de bordée. Il tient son fusil la crosse à l'épaule, le canon contre terre, et lorsque je lui demande où se trouve le corps de garde, sans mot dire il m'indique la direction d'une façon nonchalante. Autant les Brandebourgeois, stylés à coups de bâton et de menaces, restaient serviles, roides et empressés comme des laquais en uniforme, autant leurs remplaçants, venus de Kiel et de Wilhelmshafen, se montrent apathiques en même temps que suffisants.

Au vu de mes papiers, je suis introduit au rez-de-chaussée du château, dans les salles du corps de garde révolutionnaire installé dans les

anciens logis de la valetaille impériale : une suite de chambres aux plafonds en ogive, aux murs peints à la chaux et meublées de larges poêles en faïence qui répandent une douce chaleur de bonne maison. Dans l'une de ces salles, quelques matelots, décorés de brassards et de cocardes rouges, fument de gros londrès, confortablement étendus sur des sofas Empire ; autour d'une table, quelques-uns d'entre eux se disputent un lot de chargeurs à balles pour leurs revolvers, qu'ils tiennent à la main. Sous un tableau représentant quelque rade méditerranéenne — Corfou ? — une mitrailleuse munie de sa bande de cartouches montre sa gueule sournoise de méchante bête ; des fusils, des baïonnettes s'entassent pêle-mêle dans un coin. Dans une autre pièce, où tapote d'un doigt habile une jeune dactylographe dont le corsage s'orne d'une large rosette rouge, un matelot moustachu et jovial m'invite à prendre place et s'offre à satisfaire ma curiosité. Il me déclare, d'abord, que si ce sont les gens de mer qui occupent le château royal, ils l'ont bien mérité par leur zèle révolutionnaire. N'ont-ils pas été les premiers en Allemagne à refuser obéissance à leurs chefs ? Puis, il m'apprend que, venus des divers ports de la Baltique et de la mer du Nord, plus de 3.000 hom-

mes d'équipage remplissent actuellement à Berlin les fonctions d'une garde de sûreté *(Sicherheitsgarde)* de la révolution ; ce sont eux qui, divisés en détachements spéciaux, gardent jalousement la Banque de l'empire, le ministère des finances le palais du chancelier, les affaires étrangères et divers édifices officiels. Quelques autres groupes occupent à cette heure les locaux de plusieurs journaux : le *Vorwaerts*, la *Freiheit*, le *Berliner Tageblatt* même, où douze hommes montent la garde jour et nuit, « non point, me dit mon interlocuteur, pour protéger un organe capitaliste mais dans le but d'éviter que les valeurs qu'il représente ne soient détruites ». Heureux Théodor Wolff ! Quant au château royal, deux cents matelots y tiennent garnison en permanence sous le commandement de l'aviateur Radke ; ils y mangent, y dorment même dans la grande salle du rez-de-chaussée et y accueillent aussi, la nuit venue, ceux de leurs camarades de Kiel ou d'ailleurs qui se trouveraient sans gîte à Berlin. Le château royal s'est ainsi transformé en asile de nuit pour révolutionnaires.

« — Nous avons dans le château, poursuit le matelot, seize mitrailleuses à notre disposition ; mais nous ne nous en servirons que si l'on nous attaque... Soixante autres se trouvent également

à notre disposition au Marstall... » Et l'homme me désigne de l'autre côté de la place un bâtiment de style Renaissance dont la façade de grès est becquetée de balles en lignes parallèles indiquant bien la dispersion des projectiles des mitrailleuses. Ce fut en effet de ce corps de bâtiment, qui renferme le manège de l'empereur et toute la collection des carrosses historiques, que, le 10 novembre au matin, partirent des coups de feu tirés par quelques officiers contre un contingent de matelots et soldats groupés autour d'un drapeau rouge. J'allais obtenir des renseignements complets sur ce premier combat de rue à Berlin, lorsque un bruit d'assiettes remuées dans une pièce avoisinante rappelle à mon matelot l'heure du déjeuner. « — Je vous invite, me propose-t-il avec bonhomie ; vous mangerez mieux avec nous qu'au restaurant... et vous pourrez vous en mettre jusque-là !... » Il joint le geste à la parole en indiquant du plat de la main la hauteur de sa bouche. Intrigué par l'aventure, j'accepte, et me voilà à table, assis en face de quelques mathurins, entre la dactylo qui se dit lasse de « taper » depuis le matin des tracts révolutionnaires, et mon amphitryon ; un maître-coq de la flotte dépose devant nous trois énormes plats en faïence contenant l'un des pommes de terre, un autre des bette-

raves rouges en salade et le troisième de la viande hachée. Le menu est simple, mais la vaisselle est de choix ; sur les assiettes est le W, que surmonte la couronne impériale, et les fourchettes sont frappées des mêmes emblèmes souverains. Je ne suis pas au bout de mon étonnement, car à peine notre frugal repas est-il terminé, que mon voisin de se tourner vers moi et de m'offrir... un *Kaiser-cigare* : un cigare de Sa Majesté, un havane à dimension de saucisse, et portant une bague fastueuse avec l'inscription *Imperiale Principe del Paz* (Prince impérial de la paix). C'est cette qualité sans doute que l'ancien « Seigneur de la Guerre » savourait au soir des grandes batailles ! J'en tire quelques bouffées, tandis que le matelot, amusé de ma surprise, ajoute : « — Voulez-vous aussi des cartes de visite de Guillaume ?... J'en ai chez moi... Passez demain matin... strasse, numéro 24... au troisième. »

Hamsterei, tel est le vocable dont les Allemands se sont servis pendant la guerre pour désigner l'accumulation interdite des vivres. Ce néologisme est inspiré des mœurs du *hamster*, un petit rongeur très répandu dans les campagnes prussiennes où il rafle tout ce qu'il est possible de manger et de cacher dans son trou. L'hiver venu, il s'enferme

dans sa demeure souterraine dont il bouche soigneusement les issues. Il vit alors en vrai sybarite en faisant chère-lie avec toutes les provisions amassées pendant l'été. Or la révolution, en lâchant au hasard des bandes d'affamés inquiets et fureteurs, révéla ce fait, soupçonné d'ailleurs depuis longtemps déjà par tous les crève-la-faim de l'empire, que le *Hamsterei* était organisé en grand dans toutes les caves et tous les greniers des demeures seigneuriales. Depuis les princes de Turn et Taxis, les ducs d'Anhalt jusqu'aux rois de Bavière et de Saxe, parmi tous ces grands ou petits potentats d'Allemagne, il ne s'en est pas trouvé un seul pour se soumettre aux ordonnances des gouvernements sur le rationnement des vivres et partager volontairement les privations de ses sujets. Cartes de viande et de pain, coupon de graisse de 62 grammes par semaine, brouet spartiate : tout cela, c'était bon pour le peuple. Les souverains avaient su se soustraire à ce danger aussi. Mieux encore : cédant à ce qu'on a appelé la psychose de la faim, ils avaient accumulé dans leurs châteaux des monceaux de victuailles qui faisaient comme des îlots gargantuesques dans la disette environnante. La révolution a brusquement mis au jour ces cachettes : c'est devenu une des principales curiosités des résidences.

On va voir cela comme une exposition, comme les tableaux de nature morte culinaire dans les musées. Une visite aux chambres de provisions du palais impérial m'a convaincu que l'ex-empereur, le kronprinz, Eitel et leurs quatre frères étaient des *hamster* de haut parage et d'exceptionnel appétit. Sous la conduite du matelot Brinkmann, chargé de la garde des victuailles, je parcours d'abord toute une série de caves voûtées, les plus profondes du château. Certes, étant averti, je savais y trouver des provisions en masse ; mais, en vérité, la richesse de ces resserres dépasse l'attente la plus excitée. Tout ce que l'imagination des fabricants de *delikatessen* les plus nourrissantes a pu inventer s'amoncelle là en pyramides pantagruéliques, et je n'exagère nullement, puisque la valeur de cet amas de provisions est estimé à plus d'un million de marks. Sur les rayons de solides étagères, des boîtes de jambon et de charcuterie, des entassements de légumes secs, des pylônes de pains de sucre, des cubes énormes de pâtes alimentaires en caisses et d'épices même, si rares en Allemagne, où l'on a inventé le *pfefferersatz*, le succédané du poivre, montant parfois jusqu'aux plafonds, étendent sous ces voûtes royales le déploiement d'une épicerie gigantesque. Les laits condensés rem-

plissent à eux seuls une salle entière. Voici ailleurs des centaines de pots de marmelade recouverts de papier fin et fleurant encore l'eau-de-vie. Et voilà des monceaux de pommes, de poires, tous les produits des vergers de Bavière. Des quintaux de thé, de café débordent de profonds tiroirs : « *Echter Thee... echter Kaffee... kein Ersatz* (Du vrai thé, du vrai café, pas de l'ersatz), gronde un matelot d'un ton colère où perce toute la rancœur d'un estomac gâté par les imitations. Et des piles de fromages, et des barriques de graisse, et des sacs de farine, et des tonneaux de vinaigre, et des caisses de biscuits : c'est la cale d'un *Kaiser-Wilhelm* géant, ce sont des halles souterraines, ce sont les docks de Hambourg. Et cela soigneusement gardé, après quatre ans de disette, alors que dans les mansardes et dans les hôpitaux les enfants et les vieillards, par milliers s'éteignaient, victimes de la faim.

Des théories de jambons, des chapelets de saucisses fumées, des quartiers de lard se balancent maintenant sur nos têtes ; et les chambres succèdent aux chambres et les piles aux piles... « Quarante mille boîtes », affirme mon guide... Je le crois sans peine, car tous les pays de la terre, toutes les spécialités de l'industrie alimentaire semblent avoir contribué à la richesse de l'impé-

rial garde-manger. Je vois des confitures Helvetia de Lenzbourg, des chocolats de Vevey et de Lucerne, des quaker-oats de Baltimore, du caviar de la Volga. Vous ne pensez pas que Guillaume II et les siens aient consenti à se priver des produits ennemis : l'Angleterre s'étonnera d'avoir fourni sans le savoir des *jams et preserves* aux marques de Londres et Liverpool ; la France a laissé échapper des sardines à l'huile de Brest, qui ont rejoint les saumons de Norvège ; et pour assaisonner nombre de ces bonnes choses, il y avait de la moutarde à l'estragon de Neuilly-sur-Seine. Après de tels repas « ils » pouvaient fumer de l'un des nombreux paquets de véritable tabac de la Semoy, récolté dans l'Ardenne belge, ou puiser dans les boîtes de cigares de la Hollande voisine.

Cette découverte a été aux yeux du peuple la brusque extinction de l'auréole des Hohenzollern. Et tandis que nous sortons de cet eldorado souterrain, un matelot, aigri sans doute par la contemplation prolongée de toute cette abondance, s'exclame d'un ton rageur : « Ah ! le s..... ! il ne risquait rien à nous dire de « tenir », pendant que son peuple crevait de faim ! »

Dans la soirée du 9 novembre, à dix heures du soir, une bande composée de 300 soldats, mate-

lots et femmes, profitant du désarroi causé par la révolution, pénétra dans l'intérieur de l'une des cours du château, que venaient de quitter à la hâte, apeurés, valets de chambre, laquais et mitrons. Le « kastellan », gardien chargé de la surveillance générale du palais, resté seul à son poste, reçut les émeutiers, qui exigèrent immédiatement de lui, sur menaces, « les clefs, toutes les clefs ». Ils craignaient surtout, paraît-il, que des troupes restées fidèles à l'ancien régime ne fussent dissimulées dans quelque partie du palais. Sitôt les portes ouvertes, ce peuple se rua à l'aventure à travers les salles, galeries de réception et appartements privés. Pour éviter toute surprise, tous les coins et recoins de ce dédale de constructions hétéroclites qu'est le palais furent d'abord soigneusement inspectés sous la lumière crue des grands lustres allumés partout au complet, et jusqu'à l'aube cet éclairage fit flamboyer dans la nuit noire les milliers de fenêtres du kremlin berlinois. Tous ces détails me sont donnés par le kastellan lui-même, tandis que nous visitons la longue enfilade des chambres, salles et chapelles royales, où tous les styles se mélangent en bizarres cacophonies. Voici les appartements somptueux des princes électeurs de Brandebourg, tendus de tapisseries et de soie, surchargés de ta-

bleaux, de dorure et de vaisselle. Quel contraste ce dut être entre la richesse de ce décor et la foule hâve de ces révolutionnaires mal vêtus, lâchés subitement dans tout ce luxe !

Leur rancœur se manifesta bientôt par le bris des meubles, le pillage, et jusqu'au matin, ce fut une succession ininterrompue de cambriolages, faits sans méthode, au hasard des mouvements de leur fantaisie et de leur colère. Dans la chambre du Drap d'Or, un coffret à bijoux, merveille de ciselure, a été brisé et vidé de son contenu ; l'aigle impérial qui servait de serrure a roulé, décapité, sur le plancher. Un tableau de maître représentant Frédéric Ier enfant et quelques pièces d'une collection de vaisselle en argent ont disparu de la chambre de Brandebourg. Dans d'autres salles, de lourdes armoires, enlevées de leur place, ont été fracturées par derrière où le bois offrait moins de résistance, et chacun de ces ingénieux opérateurs put piller à son aise la garde-robe de l'empereur et emporter chemises, flanelles, uniformes, croix et armes de chevalerie, comme à la plus vulgaire foire d'empoigne. Un détail curieux : la Bible personnelle de Guillaume II fut également volée par quelque soldat qui, le lendemain, se repentant peut-être, la fit remettre au premier prédicateur de la Cour, Dryander. Avec

l'autorisation du gouvernement provisoire, le livre saint a été, depuis, expédié à Amerongen.

Le kastellan me fait remarquer que, dans chaque pièce, les thermomètres ont été violemment arrachés de leur place ; de même les grosses clefs dorées ne sont plus aux serrures. Je recherche en vain sur le marbre des cheminées les lourdes pendules de bronze : elles ont disparu. Eh quoi, même chez eux !... Dans la *Bildergalerie* (galerie des portraits), une crachée de balles venues du Lustgarten a brisé les vitres d'une fenêtre et troué les rideaux ; les projectiles fracassant un lustre sont allés s'aplatir contre la muraille, entre deux Gobelins restés miraculeusement intacts. Fatiguée d'errer sur les parquets cirés, une partie de la soldatesque s'en vint se reposer au milieu de la nuit dans les appartements luxueux où logèrent naguère l'empereur et l'impératrice de Russie, le tsar de Bulgarie, Constantin de Grèce et autres hôtes souverains. Les matelots se prélassèrent sur les larges lits aux riches sculptures, en fumant force cigares dont les mégots parsèment encore les tapis.

Les femmes, par contre, avec l'intention sans doute de s'en faire des corsages, arrachèrent les étoffes de soie des ciels de lit et enlevèrent la garniture des rideaux.

On utilisa quelques baignoires dissimulées dans le creux de larges coffres, et le matin, plus d'un soldat s'en fut chez lui transportant sur son dos soit un matelas, soit un paquet volumineux ou une pile de coussins. Dans une autre salle donnant sur la Lustgarten, entre les statues d'une Vénus et d'un Apollon, une mitrailleuse avec sa bande de cartouches est prête à entrer en action ; sur l'un des balcons de cette pièce, Liebknecht, le 10 au matin, harangua la foule, et l'arme fut transportée là, pour le protéger. Le kastellan qui me donne ces détails me raconte aussi l'épisode suivant qui se déroula le premier dimanche de la révolution, dans le Dôme, l'église de l'empereur. Le prédicateur de la Cour, Dryander, venait de commencer son prêche, lorsqu'un soldat, se levant au milieu de l'assistance, déclara à haute voix au grand scandale de tous : « *Christus ist uns Wurst*! (Le Christ, nous nous en fichons!) Et Dryander suffoqué se prit la tête entre les mains et sanglota... tandis que les fidèles entonnaient le choral de Luther : *Eine feste Burg ist unser Gott* ! (C'est un rempart que notre Dieu !)

Scènes tragi-comiques telles que Renan les a dépeintes, avec une admirable divination, dans son *Caliban*.

X

AU MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES

UN PALAIS « VIEUX RÉGIME ». — FRANCHE CONFESSION. — OU S'ÉLABORE LE LIVRE BLANC. — DÉCLARATIONS DE M. KAUTSKY.

Berlin, décembre.

De toutes les grandes administrations politiques, militaires et économiques, dont le siège est à Berlin, il n'en est point qui, malgré le changement de régime, ait conservé une physionomie aussi exactement semblable à celle d'avant la guerre que le ministère des affaires étrangères. Dans le palais vieillot où il est logé, et qui porte le nº 76 de la Wilhelmstrasse, la révolution semble n'avoir pas encore osé s'affirmer ni entrer autrement que sur la pointe du pied. L'on y flaire toujours comme un vieil air d'absolutisme et d'autocratie, et dans les anciens couloirs sombres aussi solitaires qu'au temps du feu conseiller de Holstein, le fatidique *Not kennt kein Gebot*

semble encore y avoir laissé quelque écho étouffé... A l'encontre des autres ministères, où les nouveaux occupants ont fait régner, dès leur prise de pouvoir, des mœurs souvent ultradémocratiques, avec la foule des soldats, des matelots et des quémandeurs envahissant les antichambres, l'*Auswaertige Amt* de Berlin m'a fait l'effet du dernier réduit des vieilles traditions de l'impérialisme prussien. L'ancien protocole y est toujours en honneur : les huissiers en habit vous reçoivent avec la même solennité, la même courbure de l'échine qu'autrefois, et vous surprendrez dans les salons d'attente la même atmosphère aristocratique, lourde et prétentieuse, que sous les Caprivi et la dynastie des Bulow. Et partout, le décor est resté le même : aux murs des antichambres, votre regard étonné découvrira de grands tableaux à l'huile représentant les Hohenzollern, accompagnés des inévitables lithographies de Bismarck et de Moltke.

Il semblerait cependant qu'à ces temps nouveaux devraient correspondre d'autres symboles... Constatons donc que les *Herr Geheimrat*, les *Treiherr* et les *Graf*, dont les cartes de visite indiquent les cabinets de travail, conçoivent décidément la révolution tout autrement que notre cerveau latin. Vous vous en rendez compte

mieux encore si le hasard ou la patience réussissent à vous faire avoir cinq minutes d'entretien avec l'un de ces messieurs : vous n'entendez plus alors de ces fonctionnaires à particule que phrases sentencieuses, d'une voix blanche, sur la misère, la faim, le bolchevisme... sans cacher, au surplus en ce qui concerne ce dernier, une certaine espérance maligne qu'il fasse boule de neige et avalanche dans la direction de l'Occident et terrasse à leur tour les nations victorieuses. Comme autrefois, d'ailleurs, avec la même mentalité que si la République n'avait jamais été instaurée, ces « ancien régime » des affaires étrangères, tenaces envers et contre nous, sauront avec art vous répondre par des faux-fuyants ou esquiver habilement toute question précise. Condescendent-ils à discuter politique, ils vous parlent alors, avec une passion mal contenue, de la « façon indigne dont la France a osé traiter les plénipotentiaires allemands à Spa... Cette France si chevaleresque jadis et qu'on ne reconnaît plus »... C'est tout ce que vous pouvez en obtenir. Résultat plutôt maigre pour un journaliste qui n'attache de prix qu'aux détails inédits et aux déclarations nettes.

Cependant, c'est dans ce palais, où se nouèrent pendant plus d'un demi-siècle les mille fils

secrets de la politique la plus trouble et tortueuse qui fut jamais, que j'entendis hier, par un contraste bien piquant, la confidence la plus franche et la plus dépourvue d'artifice. Je sortais justement de l'une de ces entrevues où tout semble s'être réuni pour mettre à l'épreuve les nerfs du questionneur, et je traversais une antichambre, lorsque l'un des huissiers, accourant vers moi, me tint d'un ton obséquieux et sans la moindre vergogne le langage suivant :

« — Z'est pien fous gui êtes rebrésendant t'un chournal barisien ? Alors, gomment zela va-t-il à Baris ? Il y a guadre ans que ch'ai tû guider fotre chôlie gabitale afec M. de Schœn..., car ch'étais alors carzon à l'ambassate... Mais la kerre est finie maintenant..., et gomme izi à Perlin, che crèfe de vaim, ch'espère rendrer piendôt à Baris... » Et je vous donne sa conclusion telle que je l'entends encore sonner à mon oreille :

« — ...Tans quinze chours, beut-êdre ! »

Dans ce palais toujours grave et guindé malgré la fièvre des événements qui grondent dans les rues, il est cependant une pièce, une seule, où l'air de la révolution a comme chassé les miasmes de l'ancienne Realpolitik : le cabinet de travail de deux vieillards, Mme Kautsky et le fameux théo-

ricien socialiste, placés auprès du secrétaire d'Etat professionnel. Lui, petit, rondelet, le visage candide et fin encadré d'un léger duvet de barbe blanche ; elle, la face grave et douce sous une chevelure argentée : tous deux contrastant d'une façon amusante, par la simplicité vraie de leur attitude toute démocratique, avec le protocole cérémonieux et artificiel qui règne encore dans la maison. Comme c'est eux deux qui ont la mission d'élaborer le fameux Livre blanc sur les origines de la guerre — M. et Mme Kautsky ont été nommés conjointement, à cet effet, dès le lendemain de la révolution, délégués aux affaires étrangères, — leur bureau exerce naturellement une attraction particulière sur les journalistes envoyés à Berlin pour tâcher de démêler dans tout ce chaos un peu de vérité et de clarté. Ceux qui sont en quête de secrets sensationnels, empruntés aux documents impériaux, se heurtent, d'ailleurs, au refus courtois des deux gardiens du précieux dépôt. Comme je suis le premier correspondant d'un journal français arrivé à Berlin, Mme Kautsky veut bien me témoigner une attention bienveillante en m'accordant dès l'abord un long entretien. Voici ce qu'elle me dit sur le Livre blanc : « — La lecture, l'organisation, le classement de tous ces documents ne vont pas

vite. M. Kautsky a prescrit à chacun de ses subordonnés un travail intensif dans le but de hâter la publication ; mais cela est difficile, car il n'est pas seul. En effet, si le travail est considérable, les obstacles sont plus grands encore. Nous craignons surtout que l'ancien gouvernement n'ait fait disparaître de nombreux actes, mais nous n'avons aucune preuve de ce fait. Dans ces conditions, il est très difficile pour le gouvernement républicain de savoir la vérité, et partout il rencontre de la résistance. Certaines personnalités, par exemple, ne mettent aucun empressement à aider à cette publication, et si elles le pouvaient, elles ne donneraient rien. C'est, d'ailleurs, assez compréhensible, car ces gens-là n'ont pu changer d'opinion d'un jour à l'autre... »

Sur la révolution, Mme Kautsky me fournit quelques détails typiques : « Chacun, depuis la fin d'octobre, en fixait d'avance la date. On se disait entre amis : « Ce sera tel jour ! » Dès les premières heures, le 10 novembre au matin, elle-même fut nommée directrice du bureau central des télégraphes, où son premier soin fut d'abolir toute censure. Quant à M. Kautsky, qui est originaire de Bohême — il est né à Prague ; son père était un peintre tchèque et sa mère une actrice allemande, — il dut, avant d'accepter

son poste aux affaires étrangères, se faire tout d'abord naturaliser Allemand. Depuis un temps immémorial il habitait l'Allemagne et ne s'en était pas avisé. N'était-il pas internationaliste ? Au sujet du départ de l'impératrice, M. Kautsky estime que le gouvernement révolutionnaire s'est montré trop prévenant avec ce déploiement d'autos et de trains spéciaux, permettant en outre d'emporter « des choses vraiment trop importantes ». L'impératrice fit, d'ailleurs, disparaître tout un lot de correspondances de Guillaume II, et lorsque, deux jours après la révolution, un sous-officier délégué par le Comité des soldats de Berlin se présenta au château de Potsdam pour y perquisitionner, il fut reçu par Augusta-Victoria d'une façon méprisante et très hautaine. « — Je savais bien, déclara-t-elle d'un ton rageur, que vous viendriez m'importuner... Eh bien, cherchez maintenant... Fouillez... Vous ne trouverez plus rien... J'ai tout anéanti ! »

Pendant toute la durée de la guerre, les rigueurs du gouvernement impérial s'acharnèrent à diverses reprises contre M. Kautsky. C'est ainsi qu'en 1918 encore, comme il voulait se rendre à Vienne pour assister aux fêtes du centenaire de Karl Marx, il en fut empêché par l'autorité militaire qui ne lui délivra son passeport que le lendemain

de la solennité ! Par contre, lorsqu'il s'est agi d'aller à Stockholm, les difficultés furent aplanies comme par enchantement : cette conférence-là, tout internationale qu'elle fût, entrait dans les vues des Bethmann et des Michaelis.

« — Les documents que contiendront le Livre diplomatique que vous préparez démontreront-ils la culpabilité de l'Allemagne dans l'origine de cette guerre ? » Telle est la première question que j'ai posée à M. Kautsky.

« — De l'Allemagne, c'est trop dire, m'a-t-il répondu. Mais de quelques Allemands, oui. Avant de parcourir nos archives, j'avais déjà la certitude que, parmi ces derniers, c'était Guillaume II qui était le plus coupable. Ce sentiment n'a pas été démenti par une étude attentive des documents, car les annotations au crayon que l'ex-empereur a ajoutées en marge de plusieurs de ces pièces engagent lourdement sa responsabilité. Il faut donc qu'il soit traduit devant un tribunal, car nous voulons la punition des coupables ! »

Interrogé sur l'attitude du socialisme en face des questions soulevées par la paix et sur la force du courant antimilitariste et révolutionnaire en Allemagne, M. Kautsky m'a fait la réponse sui-

vante que je me contente de transcrire fidèlement et qui reflète l'opinion de la majorité des intellectuels du parti socialiste allemand :

« — La paix qui reste encore à conclure ne sera pas une paix de conciliation, car c'est le vainqueur qui la dictera. Cependant, il n'est pas encore dit qu'il répétera les fautes commises par les gouvernements militaires allemands lors du traité de paix de 1871, et de celui de Brest-Litovsk, et que les rôles seront simplement renversés. La paix peut être encore une paix basée sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et sur les principes proclamés par Wilson et reconnus par les Alliés. Seule une telle paix pourrait mettre fin à la haine et à la méfiance misérables qui existent encore entre les peuples et fonder un état de paix durable, ainsi qu'une nouvelle et supérieure organisation du monde.

« On objecte contre une paix de cette sorte que l'Allemagne doit être punie de ses crimes et qu'elle ne mérite aucune confiance.

« Je ne puis nier que de tels crimes aient été commis. Depuis le début des hostilités, la direction du parti des sozialdemokrates indépendants a dénoncé et stigmatisé les crimes du militarisme et de l'impérialisme prussiens qui ont suscité la guerre. Cependant, nous avons toujours combattu

ces crimes comme les crimes du gouvernement, et non pas ceux du peuple allemand qui, non moins que les autres peuples, est devenu la victime des dirigeants de ce régime et qui, de ce fait, souffre aujourd'hui aussi lourdement que les autres nations frappées par la guerre.

« Quant à la méfiance avec laquelle on considère la conversion de l'Allemagne au pacifisme, je la comprends parfaitement. Les gouvernements qui ont entraîné l'Allemagne dans la guerre et l'ont dirigée pendant les hostilités ont, par des mensonges, trompé leur propre peuple, et les hommes de cet ancien régime ne peuvent plus mériter de ce fait aucune confiance. A l'étranger, il peut paraître que la rupture avec l'ancien système n'est pas tout à fait complète. En réalité, si elle s'accomplit lentement, elle ne cesse de se manifester d'une façon incessante et ininterrompue. On peut se méfier des hommes. Ils peuvent mentir. Mais la logique des faits est infaillible. Et elle est écrasante pour l'impérialisme allemand et le militarisme prussien.

« Depuis plus de deux siècles, le militarisme prussien, sous l'égide des Hohenzollern, n'a toujours fêté que des triomphes, sauf lors de la Révolution française et sous Napoléon Ier. Ce militarisme de la Prusse et de sa dynastie avait été

le moyen d'unir finalement l'Allemagne et de la faire grande et riche. D'où la force fascinante des Hohenzollern et de leur militarisme sur les cœurs allemands. Et c'est pour cette raison qu'ils les suivirent si volontiers dans la guerre. Mais cette puissance sur l'âme allemande est complètement brisée depuis que les plus terribles privations et fatigues supportées pendant les quatre années de cette guerre n'ont amené que la faillite complète de l'Etat et la lâche désertion des dynasties. Le peuple allemand a appris maintenant à connaître d'une façon terrible le revers de la médaille, et il tiendra compte de cette leçon. L'on craint qu'il n'oublie de nouveau cette leçon dans quelques années ? Au contraire, elle s'imprimera de plus en plus profondément, chaque année, dans les cerveaux de la nouvelle génération car, plus l'ivresse première disparaîtra, plus clairement se discerneront l'origine et les causes de la guerre, et plus oppressantes se feront ressentir ses conséquences économiques dans le prosaïsme quotidien d'une vie que ne griseront plus les trompettes guerrières. Des conversions de cette espèce s'accomplissent chez les Allemands lentement et sûrement.

« Cette transformation sera en outre fortifiée par ce fait qu'en même temps que la dynastie des

Hohenzollern s'écroule, leur Etat commence à tomber en ruines. L'impérialisme et le militarisme n'étaient pas une particularité de l'Allemagne, mais de la Prusse. Ils furent transportés de la Prusse dans le reste de l'Allemagne qui ne possédait pas la force de s'en défendre. Les voix qui réclament le partage de la Prusse en plusieurs Etats deviennent aujourd'hui plus nombreuses. Ce partage signifie la fin de l'hégémonie prussienne dans l'Etat allemand, et aussi l'extirpation des anciennes racines historiques d'où l'impérialisme et le militarisme tiraient leur force.

« Quant au morcellement de l'Allemagne, il est contraire au développement historique de la nation et au principe démocratique du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Il est impossible à soutenir et il échouerait de nouveau si l'on tentait de le réaliser, après avoir suscité de nouvelles haines et divisions entre peuples. L'union de tous les Allemands en une seule république provient d'un mouvement irrésistible. D'ailleurs, l'arrêt du démembrement de l'Allepagne par la création de cette république actuelle exigera le morcellement de la Prusse. Notre grand champion Frédéric Engels la réclamait déjà en 1891.

« Une pareille Allemagne, démocratique et

républicaine, dans laquelle les derniers vestiges de l'Etat militaire des Hohenzollern auront disparu, animera de nouveau les vieilles traditions de la démocratie allemande auxquelles l'amitié avec l'Amérique et l'Angleterre, et principalement avec la France, notre voisine, était un besoin profond. Cela apparut clairement en 1830, à l'époque où Bœrne et Heine, puis Marx et Engels combattaient de Paris l'autocratie militaire prussienne. Cela apparut aussi clairement en 1871, lorsque Bebel et Liebknecht protestèrent contre le rapt de l'Alsace-Lorraine.

« Animer de nouveau ces traditions élevées en un sens conforme au changement de la situation, tel est le grand besoin de la démocratie allemande inspirée internationalement. Nous ne souhaitons rien de plus ardemment que la paix future revête des formes telles que les grandes traditions des relations de la démocratie allemande avec la France ne restent pas simplement un vœu pieux, mais soient soutenues par la confiance joyeuse des masses. »

M. Kautsky ne s'est pas contenté de me tenir ces propos ; il les a fixés, à la réflexion, par la plume, et c'est son texte écrit que je viens de reproduire ; le document m'a paru assez intéressant pour être ainsi publié, quoi qu'on puisse objecter à telle ou telle de ces déclarations.

XI

LES INTELLECTUELS

M. Sudermann. — Le manifeste des 93. — « Es ist nicht wahr ! » « Infantilisme apolitique. » — M. de Harnak.

Malgré la pression exercée sur les esprits par les dirigeants de la guerre, il s'est trouvé dans chaque centre allemand une pépinière d'intellectuels indépendants refusant de pactiser avec les théories en cours et s'efforçant d'éveiller autour d'eux le goût d'une culture moins entachée de Realpolitik. Or, devant l'effondrement soudain de l'Allemagne, une grande partie de la jeunesse universitaire ainsi que de nombreux hommes des professions libérales — parmi ceux-là mêmes qui avaient été les plus fervents adeptes du chauvin et antidémocratique « Parti de la patrie » — se sont empressés, au lendemain de la défaite, de s'enrégimenter sous la bannière des idées nouvelles. Ces néophytes de la dernière heure, que vous

rencontrez maintenant dans chaque salon, ne cessent, dès l'abord, et surtout s'ils vous savent étranger, de vous bombarder de grands mots et de belles phrases sur « l'homme moral », « le développement de soi-même », « l'éducation fondée sur une base morale », « la nouvelle mentalité humanitaire », sans se rendre compte de l'effet que peuvent produire ces conversions à vue d'œil. Certes, leurs déclarations seront rassurantes pour l'avenir. Mais l'évolution qu'ils proclament a ce désavantage d'apparaître par trop opportuniste et, en fait d'humanité et de morale, de voler, comme on dit, au secours de la victoire. Aussi, cette nouvelle mentalité de la jeune Allemagne nous fait-elle songer à l'application subite d'un enfant qui veut racheter quelque gros méfait par un grand étalage de zèle. Toutefois, cette rapidité de transformation ne peut que nous inspirer, à nous, une prudente retenue et la crainte d'être dupes une fois de plus. C'est ce que constatait, non sans mélancolie, le romancier et dramaturge Heinrich Mann, qui vit actuellement à Munich, et qui, de nature et d'éducation, a le regard et l'esprit tournés vers le vaste monde, en sa qualité de descendant d'une vieille famille de négociants de Lubeck. De là déjà, et plus tard d'Italie et de la Côte-d'Azur, où il a assez long-

temps séjourné, Heinrich Mann a eu mainte occasion de sortir de l'aveugle et violente mentalité germanique, et il se rend compte des raisons de notre profonde défiance, après avoir fait le point, pour ainsi dire, sous des latitudes morales si différentes. « — La reprise des relations intellectuelles sera bien difficile, dit-il en hochant la tête. Mais je ne désespère pas que les nations d'Occident apprécient les différences qui existent entre deux générations, deux morales et deux esprits : celui qui a provoqué 1914 et celui qui n'a cessé de déplorer cette guerre et l'a même combattue dans la mesure où cela était possible. »

Mais ne nous y trompons pas : si une minorité agissante de penseurs, d'artistes et d'hommes de lettres travaillent maintenant, sous l'influence de la révolution, à un renouveau moral et intellectuel, il s'en faut encore de beaucoup que la majorité de ceux dont le cerveau chavira par orgueil de la puissance germanique – à ce point que le cas de plusieurs d'entre eux a pu être considéré avec raison comme étant d'ordre pathologique — se soient encore rendu compte combien grande fut leur faute de se solidariser avec les crimes de leur gouvernement.

La pression exercée sur leurs esprits par l'autorité, la soumission de leur volonté à la raison

d'Etat, leur foi aveugle en la parole gouvernementale, et leur conception bornée du patriotisme ont fini par marquer leur mentalité d'une empreinte indélébile. A cette heure même, n'essayez pas de discuter avec ceux-là qui sont nombreux encore : vos arguments porteraient comme l'épée d'un duelliste ayant pour adversaire un fluide invisible, et frappant dans le vide ! Je viens d'en avoir la preuve manifeste en interrogeant M. Sudermann que m'avait indiqué M. Maximilien Harden comme étant, avec M. Ludwig Fulda (1), l'auteur de ce fameux manifeste des 93 intellectuels, qui souleva la stupéfaction, puis la réprobation, et, ce n'est pas trop dire, le mépris intellectuel du monde entier. Sudermann, qui fut l'un des auteurs dramatiques les plus en vogue de Berlin, n'a pas besoin d'être présenté. Trois, au moins, de ses pièces, l'*Honneur*, *Magda* et *Pierre parmi les pierres*, ont été représentées à Paris. Grand, fortement membré, la figure bien en chair, sous un large crâne chauve et bossué, une barbe abondante adoucissant quelque peu la dureté des traits, Sudermann, avec son ample redingote noire, professorale, réalise bien le type de l'intel-

(1) Ludwig Fulda a traduit Molière en allemand et, comme artisan de cette excellente propagande d'esprit français, il fut décoré !

lectuel prussien, champion de la vérité officielle. On remarque tout de suite qu'il est porté à faire abstraction de sa personnalité dès que ces vagues entités que sont l'Etat, l'autorité, le pouvoir, sont mises en cause.

Après avoir écouté, sans tenter de m'interrompre, quelques phrases par lesquelles j'essayais de lui expliquer les raisons de la stupéfection qui s'était emparée des savants, artistes et hommes de lettres français, à la lecture du manifeste, l'auteur de l'*Honneur* m'a répondu en ces termes :

« — Nous étions si indignés des injures qu'on lançait contre nous et des crimes qu'on nous imputait, que ce manifeste fut une réaction toute naturelle. On accusait nos soldats de commettre des crimes, et spontanément ce cri a jailli de nos poitrines : « Ce n'est pas possible ! » Et jusqu'à ce jour ces faits ne nous ont pas été prouvés. (textuel.) Maintenant encore, nous ne savons pas d'une façon certaine s'il s'est passé des actes aussi affreux que ceux qui ont été reprochés à nos troupes. Mais cela peut provenir du fait que notre censure, très rigoureuse, n'a rien laissé publier. Il convient d'ailleurs d'ajouter que si des mesures sévères ont été prises en Belgique par les armées allemandes, elles ont été provoquées par l'atti-

tude de certains civils belges à l'égard de nos soldats. »

Toujours l'allégation des « kommandantur » docilement répétée.

« — Si, par exemple, continue Sudermann, les populations allemandes du Palatinat se mettaient maintenant à tirer sur les troupes françaises, l'armée du général Foch serait à son tour obligée de prendre des mesures identiques. »

Sudermann est tellement heureux d'avoir trouvé cela qu'il ne prend pas garde à la différence entre une invasion brusquée et une entrée pacifique après armistice.

« — Cependant, concède-t-il, je tiens à dire que, dans le cas où les preuves nous seront données qu'il y a eu des crimes, je suis certain que nos intellectuels les condamneront de la façon la plus franche.

« Je tiens également à attirer votre attention sur ce point : l'expression *es ist nicht wahr*, qui se trouve au début de la plupart des phrases du manifeste, et qu'on nous a tant reprochée, n'a point la même signification que sa transposition littérale en français, *ce n'est pas vrai*. Le sens n'en est pas si fort, si absolu ; en français, *ce n'est pas vrai* est considéré comme une offense ; ce n'est pas le cas en allemand pour *es ist nicht wahr*, dont

la meilleure traduction serait : *il n'est pas exact que... il n'est pas possible que...* Nous n'avons voulu offenser personne, mais simplement rectifier ce fait, avancé par nos ennemis, que nos soldats étaient capables de commettre des crimes. »

Après avoir fait remarquer à M. Suderman que, dans ce cas, la langue allemande, si riche, devait certainement posséder une expression moins équivoque et plus conforme à la pensée des intellectuels, et lui avoir expliqué que si nous croyions aux atrocités, cela provenait du fait que des centaines de milliers de personnes en avaient été les témoins, je le priai de me dire ce qu'il pensait de la destruction de contrées entières, arbres coupés, instruments aratoires détruits, usines dévalisées, et de la déportation de la population, spécialement des femmes et des jeunes filles. M. Sudermann m'a répondu :

« — Nous avons toujours cru qu'on avait seulement détruit ce que les nécessités militaires exigeaient ; nous avons toujours cru qu'on avait déporté les jeunes filles et les femmes pour les éloigner de la ligne de feu et les protéger. Nous avons cru qu'on avait déporté les hommes en Belgique parce qu'ils refusaient de travailler. Si les choses se sont passées vraiment comme vous

le dites, nous ne saurions le réprouver trop fortement.

« — Mais, ai-je répliqué, n'avez-vous pas maintenant le sentiment d'avoir été trompés par votre gouvernement qui, dans la déclaration de guerre déjà se servait d'un mensonge, l'invention misérable des bombes de Nuremberg ?... Lunéville, d'ailleurs, n'a-t-elle pas été bombardée avant l'ouverture des hostilités ?... En outre, les récentes révélations de Kurt Eisner concernant les documents Lerchenfeld ne prouvent-elles pas dès aujourd'hui la culpabilité de l'ancien gouvernement impérial ? »

Après m'avoir déclaré que sur ces points il ne pouvait parler au nom des intellectuels allemands, mais seulement en son nom et en celui de quelques-uns de ses amis, M. Sudermann m'a répondu :

« — Nous n'avons pas considéré les bombes de Nuremberg comme une cause importante de la déclaration de guerre, et quant au bombardement de Lunéville, nous n'en avons rien su. Nous avons cru à une guerre défensive de la part de l'Allemagne. Les déclarations du comte de Lerchenfeld — à supposer qu'elles soient probantes — nous font supposer qu'on a voulu faire une guerre préventive. Dans ce cas, l'ancien gouvernement pour-

rait justifier sa façon d'agir par le fait que le peuple allemand se sentait traqué comme du gibier par des alliances qui s'étaient formées contre lui. Au surplus, nous ne pouvons pas juger si nous avons été trompés sciemment par le gouvernement ou si les personnes qui nous ont trompés n'ont pas cru elles-mêmes à ce qu'elles nous disaient. C'est ainsi qu'il paraît avéré maintenant que Ludendorff s'est fait des illusions fatales pour notre pays. »

« — La perte de l'Alsace-Lorraine créera-t-elle chez les intellectuels allemands l'idée d'une revanche ? » ai-je demandé. Réponse :

« — Nous n'avons pas su, pendant cinquante ans, gagner l'affection des Alsaciens-Lorrains... Nous sommes donc obligés de renoncer à toute idée de revanche... Nous y renonçons à jamais. Mais, par contre, si l'on nous prend des pays purement allemands, comme Dantzig, la Prusse orientale, le Palatinat, cela jamais... jamais... jamais !... Autrement, pendant des siècles, nous conserverons des idées de revanche et cela sera sûrement le germe de futures guerres. »

Puis, désireux de fixer définitivement un détail toujours obscur, je pose à M. Sudermann, à brûle-pourpoint, cette question *ad hominem* :

« — Etes-vous, comme on l'a dit, l'auteur du manifeste des 93 ? »

M. Sudermann hésite un instant puis répond :

« — Je ne peux vous le dire... la question est d'ailleurs sans intérêt ! »

« — Le manifeste n'a-t-il pas été désavoué par la majorité des signataires ? »

« — Ces choses-là ne sont pas claires... »

Le voile que les intellectuels allemands s'efforcent obstinément de jeter sur l'origine du fameux manifeste des 93 démontre mieux que tout autre fait le trouble de leur conscience ou peut-être la gêne, l'impossibilité où ils sont de convenir qu'ils ont été mobilisés par ordre.

Je ne serais pas complet si je n'ajoutais à ces déclarations celles que me fit un savant allemand d'esprit libéral, qui, dénoncé par un pasteur, fut même, en 1915, condamné à une amende pour avoir prononcé quelques mots de français dans la rue. Me parlant du fiévreux manifeste, il me dit que l'un des plus grands maux de l'Allemagne, pendant cette guerre, avait été le manque de sens politique du peuple allemand en général et des intellectuels en particulier. « — La science moderne, poursuivit-il, exige une très grande concentration. Les savants allemands s'adonnaient chacun à sa spécialité en y mettant toutes leurs forces et leur

amour de la vérité. Comme ils étaient, en outre, absolument pacifiques et internationalistes (c'est toujours mon interlocuteur qui parle), ils admettaient dans leurs laboratoires une foule de savants et d'étudiants étrangers auxquels ils faisaient le meilleur accueil. Aussi, lorsque la guerre éclata et qu'ils virent le monde entier tomber sur l'Allemagne, comme l'idée ne leur venait pas que les affirmations du gouvernement pussent être fausses, ils se dressèrent dans une colère qu'ils croyaient justifiée et avec une amertume profonde contre les reproches qu'on faisait au peuple allemand et qu'ils rejetaient comme une injustice en même temps que comme une ingratitude de la part des autres nations. Je dois ajouter, pour être conforme à la vérité, qu'un certain nombre d'intellectuels ont été clairvoyants dès le début et ont désapprouvé le manifeste. » Et lui aussi affirme que « les événements actuels ont produit une grande révolution dans les esprits en Allemagne et que le sens politique commence à se développer ».

Dans un autre salon, j'entends faire la même critique : « — Les 93 furent d'une naïveté politique telle qu'ils crurent en leur gouvernement aussi aveuglément qu'on peut croire en une femme. » On qualifia même, devant moi, leur mal d' « *in-*

fantilisme apolitique », en entendant par ce terme l'atrophie complète de la faculté de penser sur un certain objet. C'est ainsi qu'on leur décoche maintenant les sarcasmes les plus cinglants sous forme de terminologie médicale, et de façon bien allemande encore.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si, à cette heure, l'un ou l'autre évolue insensiblement ou même avec une facilité déconcertante. D'ailleurs, les seules réticences de M. Sudermann : « Nous avons cru... » « Si les choses se sont passées comme vous le dites... » indiquent déjà les premières brèches faites dans le mur de leurs convictions, ou tout au moins l'éveil d'un doute et la préoccupation de se ménager une retraite.

Le catégorique et impératif *es ist nicht wahr* mollit dans le sens atténué qu'on veut après coup lui prêter. Sans doute l'hésitation continue, et de toute façon, il sera dur de confesser une si colossale erreur. Mais la révolution est là, facilitant par ses fièvres l'ébranlement des esprits aussi bien que les volte-faces subites. Aussi vit-on en cette fin d'année 1918, dans les antichambres des nouveaux ministres, se dérouler des scènes comiques autant que curieuses : par exemple, M. de Harnack, grand théologien devant l'Eternel, directeur de la bibliothèque royale, ami personnel

de l'empereur et courtisan fieffé, s'en allant le premier rendre hommage au nouveau ministre des cultes prussien, M. Adolphe Hoffmann, le plus fougueux socialiste et le plus grand incrédule d'Allemagne !... Et les autres de le suivre. De même, il paraît bien que tous ces intellectuels qui, depuis 1914, n'avaient été qu'un rouage dans la machine de guerre qu'est l'empire allemand, ne veulent plus être, du jour au lendemain, que des citoyens, des démocrates, des hommes libres, des esprits affranchis, des champions du droit. « Mon âme, que veux-tu de plus ? » comme dit le poète allemand...

XII

QUELQUES INTERVIEWS

THÉODOR WOLFF ET LE PARTI DÉMOCRATIQUE ALLEMAND. — LE « TERRIBLE COMPTE » ET LE BON BILLET DE BERNSTEIN. — « NOUS AVONS ÉTÉ ABSOLUMENT BATTUS » DÉCLARE MAXIMILIEN HARDEN.

Au lendemain de la révolution, alors que le Reichstag et les chefs des divers partis restaient muets et inactifs et que les sozialdemokrates, majoritaires ou indépendants, assumaient la tâche de diriger l'Allemagne vers d'autres destinées, un parti nouveau, le « Deutsche demokratische Partei » (Parti démocratique allemand), représentant surtout les éléments bourgeois désireux de s'associer à la construction du nouvel édifice démocratique, se fondait à Berlin. Grâce à l'activité de ses chefs que soutenait la grande finance israélite, ce parti prit bientôt une véritable importance ; il attirait d'ailleurs à lui toute une masse d'électeurs déterminés à rompre complètement avec le passé et à réaliser de nouvelles réformes,

bien qu'en s'opposant à la socialisation complète de l'activité économique en Allemagne. Le directeur du *Berliner Tageblatt*, M. Theodor Wolff, est, avec le docteur Preuss, secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Dernburg, ancien secrétaire aux colonies, le professeur Weber, de Heidelberg, le fondateur du nouveau parti qui englobe les anciens progressistes et radicaux. On connaît l'attitude prise par le grand journal berlinois pendant la guerre : tout en tenant ferme pour la thèse du bon droit de l'Allemagne, il poursuivit néanmoins son opposition et ses critiques coutumières à l'égard du gouvernement et de l'autorité militaire. Et M. Wolff, que je suis allé interroger sur le programme du nouveau parti, tient, dès le début de notre conversation, à insister sur la politique frondeuse du journal qu'il dirige depuis plusieurs années déjà et dont il avait été le correspondant à Paris de 1894 à 1906 :

« — Pendant toutes les hostilités, me déclare-t-il, nous avons lutté contre l'impérialisme et le militarisme avec plus de force et de ténacité qu'on ne l'a cru à l'étranger. Le *Berliner Tageblatt* a été suspendu à quatre reprises et une fois pendant six jours. Moi-même, j'ai dû donner ma parole de ne rien écrire pendant quatre mois. Depuis 1916, notre journal n'arrivait plus au front ; le kron-

prinz en avait interdit formellement la diffusion parmi les troupes et on a retrouvé dans les archives du ministère de la guerre des ordres à ce sujet, écrits de sa main. Autre fait également ignoré au dehors : au début de la guerre, l'amiral Tirpitz fit emprisonner notre rédacteur pour les questions navales, le capitaine Persius, qui était son adversaire acharné ; je ne réussis à faire relâcher mon collaborateur qu'après quatre jours de démarches répétées. J'ai moi-même congédié le major Moraht, notre critique militaire, et je l'ai fait parce qu'il était trop chauvin et bien qu'il fût populaire parmi nos lecteurs. » M. Wolff tenait visiblement à donner cette préface à notre entretien. Voici à présent les renseignements qu'il m'a fournis sur ce parti démocratique allemand dont il est le principal interprète par la plume :

« — Le « Deutsche demokratische Partei » que nous avons fondé, est un parti républicain qui sera appelé, nous l'espérons bien, à jouer un grand rôle dans la vie politique de la nouvelle Allemagne. Il n'a pas de tendances socialistes. (Je pensais à part moi aux noms de finance et de négoce bien connus qui en furent les parrains). Il pourra cependant travailler avec les sozialdemokrates ; son étiquette sera en quelque sorte radicale socialiste. Dès ses

débuts, il a pris une rapide croissance... il est même devenu trop grand. Il comprend presque tous les membres de l'ancien parti progressiste, et même de nombreux nationaux libéraux ; nous n'avons, cependant, accepté de ce dernier parti que ceux qui étaient favorables à la réforme électorale prussienne et qui n'ont point été les porte-parole des annexionnistes, du militarisme et de la guerre sous-marine à outrance. Nous avons exclu également tous les adversaires du suffrage universel : nous avons admis, par exemple, M. Friedberg, président du Conseil des ministres de Prusse, défenseur convaincu de la réforme électorale, et refusé M. Streseman, chef de ces nationaux libéraux qui suivaient feu M. Bassermann. En résumé, se sont associés avec nous tous ceux qui, désireux de participer efficacement à la reconstitution de notre pays, se placent sur le terrain de la République et refusent, dans la présente campagne électorale pour l'Assemblée nationale, de livrer le sort de l'Allemagne soit à la réaction, soit au socialisme.

« — Quel est votre programme ?

« — Nous désirons une République allemande fédérative dans laquelle toute la puissance officielle repose sur la volonté du peuple souverain et qui permette à toutes les diverses branches de

la famille allemande de développer leur individualité propre. Nous demandons l'égalité complète devant la loi de tous les citoyens, sans considération de classe, de situation et de confession. Nous sommes divisés dans le parti sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais si la séparation l'emporte, elle ne se fera qu'avec libéralisme et avec l'assurance de l'indépendance financière des Eglises. En ce qui concerne les écoles, nous faciliterons l'accès des établissements d'instruction supérieure à tous les éléments capables et laborieux.

« En matière d'impôts, nous poursuivrons une nouvelle politique sociale qui frappera très lourdement la richesse, les héritages et aussi les bénéfices de guerre, car aucun Allemand ne doit s'enrichir par cette catastrophe. Mais toutes ces charges ne pourront être supportées qu'en conservant la propriété privée et un système économique qui laisse à chacun le droit d'acquérir. Nos dettes énormes, le manque de matières premières et la destruction de notre commerce extérieur nous menacent d'une grave crise de production et d'échanges. Seule la tension extrême de toutes les forces des ouvriers, des entreprises, des employés et des patrons peut nous éviter la ruine économique. C'est pour cela que

nous repoussons les socialisations en général, le transfert des moyens de production à l'Etat, comme le demandent les sozialdemokrates. D'ailleurs, l'exemple des sociétés de guerre est effrayant... Cependant, la socialisation pourra être décidée dans des cas particuliers, lorsque, par exemple, elle offrira la garantie d'une augmentation dans la capacité de production. Mais en aucun cas nous ne soutiendrons l'ingérence de l'Etat sous des formes bureaucratiques. En outre, et contrairement au programme du parti sozialdemokrate, nous sommes convaincus de la nécessité absolue du petit commerce et des petits métiers.

« En ce qui concerne l'agriculture, nous demandons la suppression de tous les privilèges féodaux et la limitation de la grande propriété ; nous voulons le cultivateur libre sur le sol libre. »

J'attendais avec curiosité M. Theodor Wolff sur la question des questions, celle de l'armée de l'avenir. Il s'est expliqué ainsi :

« Nous sommes partisans d'une armée de milices, sur le modèle suisse. »

Et il ajouta :

« Nous voulons une politique étrangère inspirée par le désir d'une paix durable. Nous sommes partisans de la Société des Nations, des tribunaux

internationaux et de la limitation des armements...

« — Quels seront, pensez-vous, les résultats des prochaines élections ?

« — Les socialistes majoritaires sont assurés, dès aujourd'hui, d'un très grand succès, car les élections se feront sous le contrôle des Conseils des soldats et des ouvriers, dont la grande majorité tiennent pour le vieux parti socialiste gouvernemental Ebert-Scheidemann.

« Le nouveau parti indépendant de la scission Haase-Ledebour n'obtiendra certainement qu'un nombre de voix médiocre, en raison de son attitude trop molle à l'égard des spartakistes et parce que tous les bons éléments du peuple sont contre le bolchevisme. Notre parti compte obtenir une centaine de sièges. L'aile droite de l'ancien parti national libéral, groupée autour de Streseman, n'obtiendra guère plus de cinq à six sièges. L'ancien parti du centre qui s'est mué en « Deutsche Christliche Volkspartei » (Parti populaire chrétien), et qui poursuit les mêmes tendances que précédemment, jouera comme autrefois un rôle considérable dans le nouveau Parlement allemand. Quant à l'ancien parti conservateur qui se donne actuellement le titre de « Deutsche Nationale Volkspartei » (Parti populaire natio-

nal), sa représentation et son influence seront très minimes selon toute apparence, on peut dire négligeables : songez qu'après ce qui s'est passé il déploie comme un drapeau dans son programme le rétablissement de la monarchie. Or s'il est une certitude à cette heure, c'est que le peuple n'en veut plus. » (1)

Enfin j'ai parlé à M. Theodor Wolff des responsabilités de la guerre. Il m'a répondu :

— « Sur cette question, je ne partage pas toutes les opinions du docteur Grelling, l'auteur, aujourd'hui bien connu, de *J'accuse* et du *Crime*. J'estime que chacun des pays belligérants a sa part de responsabilité ; la nôtre fut peut-être le plus grande, mais il serait injuste de ne charger que l'Allemagne. En ce qui concerne l'empereur, Kautsky dit avoir trouvé sur quelques actes des annotations fort compromettantes. Mais comme il ne connaît pas Guillaume II, il s'exagère sans doute la portée de ces remarques qui doivent être simplement imbéciles. L'empereur n'a pas été, comme on l'a cru à l'étranger, le suprême

(1) Les résultats des élections générales pour l'Assemblée Nationale allemande, qui ont eu lieu le 19 janvier, ont été les suivants : Socialistes majoritaires, 165 ; Socialistes indépendants, 22 ; Parti démocratique, 75 ; Parti populaire chrétien, 91 ; Parti populaire national allemand, 22 ; Parti populaire allemand, 88 ; Divers, 8.

maître de la guerre ; c'était un être faible, sans volonté. Je ne veux pas dire qu'il n'ait pas été coupable, mais je ne crois pas qu'il ait voulu la guerre.

« Certes, il y a eu en Allemagne des gens qui ont poussé à la guerre. Ce sont ceux-là qu'il faut punir. »

Pour connaître l'esprit actuel en Allemagne à l'état pur, mieux vaut, pensons-nous, écouter et noter simplement que de « contrarier l'expansion allemande » en entamant une discussion. C'est ainsi que j'ai abordé et écouté à son tour Bernstein qui, après avoir joué un rôle considérable dans son parti, a pris la charge, assurément lourde, des finances de la nouvelle République. Il m'a fait les déclarations suivantes :

« — Si nous disons que l'Allemagne peut se tirer d'affaire, nos ennemis exigeront trop de nous ; d'un autre côté, si nous déclarons que l'Allemagne est ruinée et en faillite, l'impression serait telle dans notre pays que le malaise moral et économique ne ferait qu'augmenter.

« Ce que je puis vous dire, c'est que l'empire nous a laissé une dette de 150 milliards de marks. Les dommages à payer aux pays qui furent en partie occupés par les troupes allemandes sont

estimés par les vainqueurs à 30 milliards de marks ou plus encore ; avec d'autres dépenses à rembourser, on arrive à une somme de 200 milliards de marks. A cela il faut ajouter les rentes annuelles à payer aux soldats invalides, aux familles des morts et aux vétérans de la guerre : nous avons calculé qu'elles atteignent 3 milliards par an. Même en laissant de côté la question des indemnités, ces chiffres permettent déjà de se rendre compte des lourdes obligations qui pèsent sur la République allemande. »

En ce qui concerne la responsabilité de la guerre, Bernstein m'a dit :

« — Je désire un jugement impartial des responsabilités de la guerre sous tous les rapports. Quant à Guillaume II, sa culpabilité au sujet du fait d'avoir déclaré la guerre sans y avoir été forcé par un intérêt vital pour son pays me paraît hors de doute. Il aurait pu empêcher la catastrophe. Ne tenait-il pas l'allumette qui mit le feu aux poudres ? Cependant la conscience de sa responsabilité, le spectacle de sa nation ruinée, humiliée à cause de cette guerre, et la réalisation du fait que le monde en général et son peuple en particulier le désignent comme coupable sont, à mon avis, une peine suffisante *(sic)*. Je ne désire point, par exemple, qu'elle soit amoindrie par

quelque persécution ou châtiment physique. La punition la plus grande qu'on puisse lui infliger est de le laisser vivre. »

Encore une fois, je ne commente pas, je transcris...

J'ai demandé ensuite à M. Bernstein quelle était sa conception de la future Allemagne :

« — Je suis convaincu, m'a-t-il déclaré, que l'Allemagne restera une République démocratique, une République de travail et de progrès socialiste. Je crois qu'on arrivera à faire de l'Allemagne une République unie sur les bases d'un fédéralisme analogue à celui des Etats-Unis d'Amérique.

« Pour l'instant, en tout cas, la vitalité du nouvel ordre de choses peut être considérée comme absolument assurée. La monarchie est morte, même chez nombre de junkers que la lâche conduite de Guillaume II a complètement révoltés. Sans doute, on peut s'attendre à un certain pourcentage de royalistes dans l'armée, mais il est probable qu'il y aura une faible minorité de monarchistes à l'Assemblée nationale qui sera élue en janvier ; car, d'une façon générale, l'immense majorité du peuple est opposée d'instinct à toute royauté. Quant à la structure intérieure de l'Allemagne, la volonté du peuple d'abord,

puis l'Assemblée nationale et la Constitution en décideront.

« En ce qui me concerne, comme le malheur de l'Allemagne a été la prépondérance de la Prusse, je suis partisan de la dissolution de ce pays. Pourra-t-on créer une Confédération prussienne ? La question est délicate. »

Interrogé sur les élections et l'étendue des pouvoirs du futur président de la République allemande, M. Bernstein m'a déclaré qu'il préfère le système suisse au système français.

Le célèbre polémiste qu'est le rédacteur en chef en même temps qu'unique rédacteur de la *Zukunft* (*l'Avenir*) Maximilien Harden, est de ceux dont l'historien de la guerre ne pourra point ne pas s'occuper. Ce publiciste paradoxal qui, tour à tour a été le glorificateur cynique de Bismarck, l'ennemi juré de l'empereur, l'interprète des chauvins allemands les plus exaltés et les plus brutaux, le critique du militarisme prussien, le protagoniste du droit de l'Allemagne à la domination universelle est un petit homme fluet, entre deux âges. Son visage glabre, tourmenté, aux traits énergiques, son front élevé que surmonte une abondante chevelure crépue et que percent des yeux vifs, d'un bleu d'acier, parlent néan-

moins, de suite, de sa puissante personnalité. Voici les passages notés au cours de notre conversation qui m'ont paru les plus typiques :

« — On a tort de croire et de dire en Allemagne qu'il n'y a pas eu de défaite militaire. Nous avons été absolument battus, tout à fait battus par la supériorité de la stratégie française et par les généraux français.

« Foch fut un conducteur d'armées bien supérieur à Ludendorff. Ce dernier ne fut jamais victorieux sur le front ; quant à Hindenburg, il ne fut, pendant toute la guerre, qu'une simple façade.

« Oui, nous sommes battus ; et ce qu'a fait la France est plus grand que ce qu'a fait l'Allemagne. Pendant quatre ans, votre pays a lutté avec un espoir en la victoire moins grand que n'était le nôtre. La France s'est admirablement battue et son attitude n'a cessé d'être des plus dignes. »

Au sujet de l'Alsace-Lorraine, Harden m'a déclaré :

« — Je crains que la perte de toute l'Alsace-Lorraine ne soit pour l'Allemagne une blessure comme celle dont vous avez souffert. Mais j'espère d'autre part que les frontières n'auront pas une grande importance dans l'avenir. Seulement, la

majorité de notre nation se laissera toujours facilement exciter par cette question. On m'a dit, par exemple, que les *Schullehrer* (maîtres primaires) répétaient déjà à leurs petits élèves : « C'est vous qui nous rendrez l'Alsace et la Lorraine. » Cependant, tout ce qui s'est passé avec des hommes politiques comme Bethmann-Hollweg et Kuhlmann était inévitable. »

Harden m'a parlé de la culpabilité de l'empereur en ces termes :

« — Guillaume II ne fut pas la cause directe de la guerre ; il reste le grand coupable. Au dernier moment il aurait pu empêcher la catastrophe, il n'a pas eu le courage de dire non. J'ai toujours combattu cet homme, qui est un des principaux responsables de l'effondrement de l'Allemagne. Songez donc : il y avait lors de son avènement des relations polies et courtoises entre la France et l'Allemagne. La France était en train d'oublier. Mais l'ex-empereur, qui avait la fatuité de croire qu'il était un grand charmeur, commença à faire montre de politesses extravagantes envers la France ; puis soudain, une autre fois, il parlait de « glaive aiguisé » en se disant l'élu de Dieu ! Il était devenu chez nous insupportable pour tous les gens sérieux. Depuis 1904, sa conduite ne fut plus qu'un tourbillon de fautes et de bêtises.

Cela commença au Maroc, et cependant en 1880 on avait dit à la France : « C'est votre domaine. » Ce fut cent fois imprimé. Malgré cela, surgirent des prétentions, des menaces, le coup d'Agadir. La main et la volonté de l'empereur sont dans toutes ces choses.

« Le vieux Bismarck me disait de lui : « C'est « un homme qui aimerait avoir chaque jour son « anniversaire ou des entrées solennelles, des « réceptions, des cortèges, et, dans son orgueil « immense, le rôle d'arbitre du monde lui plairait. »

« En outre, même si sa culpabilité est difficile à prouver, il est un fait certain : c'est que cet homme a empoisonné la nation avec ses idées ; c'est que les Allemands ne seraient jamais devenus ce qu'ils sont sans lui. Il a surtout inventé un mensonge terrible : « L'Allemagne est menacée. » Il a proclamé cette imagination misérable d'un complot, et toute la nation y a cru aveuglément, sans qu'il fût possible de lui démontrer le contraire. Bien plus : chaque Allemand en a déduit que tout était permis pour sauver l'existence de la patrie. De là, ce manque absolu de moralité qui caractérise de nombreux actes de cette guerre. »

J'ai demandé à Harden ce qu'il pensait d'une Haute-Cour de justice pour juger l'ex-empereur.

« — Elle est nécessaire pour tous les coupables, a-t-il répondu, et c'est une grande faute de notre gouvernement révolutionnaire de ne rien faire dans ce sens. Le monde entier sera révolté si nous ne faisons rien. Mais ce tribunal devra avant tout éclairer le peuple, établir la vérité, constater, plutôt que songer à quelque châtiment. Sur le banc de justice, à côté de Guillaume II, devraient prendre place : l'impératrice, complètement folle avec sa haine contre l'Angleterre, comme si tout ce pays eût été peuplé de coquins ; le kronprinz, ce lieutenant de hussards atteint de démence infantile ; enfin l'amiral Tirpitz, le général Falkenhayn, et aussi de Moltke. Celui-ci, cependant, fut un des moins coupables. Après la Marne, déjà, il eut le courage de dire à l'empereur : « Majesté, la campagne est perdue... » Ce qui lui coûta son poste. »

Quant à la situation actuelle de l'Allemagne, Harden la juge extrêmement grave. Une crise industrielle est imminente, et la révolution tourne de plus en plus en agitation de délire. Il craint l'extension du mouvement bolcheviste en Allemagne dans le cas où ce pays serait obligé à des sacrifices trop grands. Mais il est convaincu que la révolution socialiste n'aura aucune prise

sur la France, dont le génie national n'est point fait pour le marxisme.

A propos du manifeste des 93 intellectuels, comme je l'ai dit, conçu et rédigé par les auteurs dramatiques Sudermann et Ludwig Fulda. Harden me déclare, qu'au cours de la guerre, la moitié des signataires l'ont désavoué, entre autres le peintre Liebermann et les médecins Wassermann et Ehrlich. D'autre part, nombre des signataires n'eurent point connaissance du texte, étant à l'étranger ; par exemple, Behring à Florence, Brentano en Sicile, Weingartner en Suisse. Quand on leur en parla, ils s'écrièrent tous : « Ah ! si nous avions su !... » Un des intellectuels sollicités eut de la chance : Walther Rathenau. Sa signature, qu'il donna, lui aussi, par dépêche, arriva trop tard pour qu'elle parût dans l'imprimé.

« — Un grand nombre d'intellectuels, ajoute Harden, songent maintenant à réparer la faute commise, en s'efforçant de concevoir un contre-manifeste. Mais à tous je répète : « Trop tard... »

XIII

TABLEAUX DE LA VIE DE BERLIN

La décomposition de l'armée. — Libelles et manifestes. — Cortèges spartakistes. — A bas le capitalisme. — La « pelote a clous ».

Berlin, janvier 1919.

C'est un spectacle saisissant que la transformation de la physionomie de Berlin par la guerre et la révolution. Jadis, la capitale de l'Allemagne impérialiste était probablement la ville la plus propre, la mieux administrée de l'Europe. Une armée d'ouvriers entretenait journellement, à grand renfort d'eau et de balayeuses, l'asphalte des avenues qui, le soir venu, luisaient lisses et unies comme un billard, sous l'alignement irréprochable des globes électriques. L'esprit prussien d'ordre et de discipline mécaniques s'y manifestait dans tous les domaines et tout y fonctionnait avec la précision d'un moteur. Au long des avenues, les tramways se succédaient sans accroc

avec une régularité mathématique et l'*Undergrundbahn* vous transportait de l'ouest à l'est, du nord au sud de la ville avec une ponctualité surprenante. Dans ce Berlin prussianisé à l'extrême, il n'était pas jusqu'aux passants qui, moutonniers et dociles à l'excès, ne fussent pris de la même manie d'ordre et de discipline, s'arrêtant, repartant, obéissant au moindre geste des *Schutzleute*. Mais ceux-ci maintenant ne sont plus... ou presque plus ; car l'un des premiers actes du gouvernement révolutionnaire fut de désarmer les agents berlinois, ces vivantes enseignes du régime militariste. Avec la perte de leur coupe-choux, tout leur prestige a disparu ; à l'angle des rues, avec leurs grands manteaux qu'un ceinturon ne moule plus sur le torse, ils ne font que l'effet de fantoches que personne ne prend plus au sérieux. Autant ils étaient arrogants jadis avec leurs moustaches de chats en colère, autant aujourd'hui ils sont humbles et soumis ; et rien ne le prouve mieux que la lettre adressée par cette gent policière, le lendemain de son désarmement, à la presse de Berlin et priant la population de l'excuser d'avoir eu une attitude si sévère pendant la guerre !... Avec la révolution et les passions qu'elle déchaîne, l'ordre, l'organisation, la propreté de la grande

agglomération berlinoise ont disparu à leur tour. La boue envahit les trottoirs, les immondices s'entassent au long des allées ; l'asphalte des rues a crevé sous les pneus en acier des autos. Ajoutez à cela que le trafic urbain est entièrement désorganisé ; les tramways sont rares et les voyageurs s'entassent en grappes jusque sur les marchepieds ; les autobus n'existent plus. Pour remédier à cette pénurie des moyens de communication, de longues théories de véhicules primitifs et rustiques, *tarantass* de l'Ukraine ou de Pologne, traînés par de petits chevaux cosaques, attendent devant les gares et font le service d'une station à l'autre. Comme à Moscou ou à Kieff, c'est le règne de l'*isvotchick* ; la traction animale a repris son ancienne importance et détrôné la vapeur et l'électricité. La civilisation semble faire machine arrière... Avec la désorganisation des services municipaux et cette invasion de carrioles des steppes, Berlin a pris la physionomie d'une ville slave. Ce n'est pas seulement, d'ailleurs, dans son aspect extérieur que la ville a changé ; son âme, elle aussi, n'est plus la même. Il suffit pour s'en rendre compte de contempler la foule qui déambule, fiévreuse et agitée, ces meetings en plein air où des groupes d'ouvriers et de femmes, faméliques et en haillons, s'exaltent

en de vaines parlottes, oublieux de la boue où ils pataugent et de l'humidité froide qui les fait grelotter. Des milliers de soldats circulent dans les rues. La révolution leur a donné également un masque russe ; avec leur casquette de côté, la capote grise battant les talons, les bottes lourdes de boue, ils ont, dans leur physionomie et leur attitude tout l'aveulissement du moujik battu et sovietisé. Seuls, quelques-uns d'entre eux ont conservé une certaine raideur ; ce sont les anciens officiers dépouillés maintenant de tout insigne de leurs grades ; eux seuls témoignent encore par leur maintien sévère et rigide de ce que fut jadis le drill prussien. La plupart des soldats ont des tuniques sordides et rapiécées, des souliers tout éculés ; c'est ceux que guette le groupe Spartacus pour les enrôler avec des soldes alléchantes dans l'armée des révoltés. En voici qui, hâves, décharnés, incapables dans leur faiblesse de tout travail manuel, se sont improvisés marchands ; et c'est avec eux, tout un petit commerce qui s'organise le long des « Tilleuls » sur la place de Potsdam, dans les gares ; ils vendent des bonbons, des jouets, des cigarettes, du fil, des aiguilles, des allumettes, des lacets, ou tendent au passant des cartes postales bafouant l'ancien *Kriegsherr* ou Tirpitz, le « fossoyeur de

notre flotte ». Mieux encore — et spectacle bien russe aussi, qui rappelle l'aspect de quelque quartier de ville slave — des mutilés étendus sur le trottoir, dos au mur des maisons, mendient une aumône d'une voie geignante, en exhibant leurs blessures. La révolution semble, d'ailleurs, avoir vidé les hôpitaux de leurs hôtes de guerre ; des centaines de blessés convalescents, de mutilés ceints de bandeaux ou aidés de béquilles, loques claudicantes et souffreteuses, s'en vont par groupes au gré des trottoirs ; ils passent inaperçus dans la fièvre générale.

Bref, ce que l'on voit parle de la décomposition, de l'effondrement de toute une armée. La veille cependant, les troupes paraissaient rentrer en ordre, disciplinées, ayant conservé une partie de leurs anciennes qualités. Mais il existe dans la capitale un noyau important d'extrémistes hardis, gangrenés jusqu'à la moelle par le sovietisme rouge ; à peine les guerriers venant du front sont-ils démobilisés que le contact s'opère. Comme un ulcère se développant rapidement dans la chair saine, le noyau s'agrandit d'un afflux toujours renouvelé de guerriers contaminés à leur tour. Et le mal implacable semble ronger l'un après l'autre tous les rouages

de l'extraordinaire machine de guerre qu'était l'armée allemande.

Ainsi l'anarchie militaire grandit, constituant une grave menace pour l'ordre politique et social. L'armée allemande, si redoutable encore, il y a trois mois, par sa cohésion, semble s'effriter par le fait de la démobilisation et par l'active propagande du groupe Spartacus. Aujourd'hui elle ne comprend plus que des cadres avec un petit nombre d'éléments fidèles comme la division de cavalerie de la Garde. Mais cette crise peut très bien n'être que passagère et le gouvernement semble absolument décidé à garantir coûte que coûte la sécurité publique. Le socialiste Noske, qui est désormais chargé des affaires militaires, annonce qu'on sentira bientôt qu'une main de fer dirige l'Allemagne... Cela ne serait pas pour nous étonner. En attendant, constatons ce qui est.

Chaque jour apporte de nouvelles craintes, et le gouvernement provisoire a beau afficher de grandiloquents appels « aux camarades socialistes » réclamant l'ordre, le travail et insistant sur le fait que tout interruption de trafic amènera la famine, la hardiesse des partisans de Liebknecht amène sur tous les visages des airs soucieux, et l'inquiétude augmente devant l'anarchie

des opinions politiques. Jamais, dans aucune ville, des feuilles volantes si différentes de teneur n'ont été distribuées avec pareille abondance ; chaque parti, chaque groupement de la population, chaque confession religieuse même publie la sienne, exposant sa conception de la situation politique ou attaquant ses adversaires. Et souvent des manifestes les plus opposés de tendances sont présentés par des soldats, qui se tiennent côte à côte, dans la rue ; car chacun peut faire la propagande qu'il entend ; chacun est libre d'écrire, de proclamer ce qu'il veut, fût-ce même des choses les plus subversives. Ici : « Vive Scheidemann ! » là : « Vive Liebknecht ! » Toutes les opinions se heurtent au grand jour, dans la fièvre de la rue.

J'ai sous les yeux quelques-uns des tracts avec lesquels les partis cherchent à aguicher la clientèle. L'un d'eux, signé de partisans d'Ebert, dit :

« Berlin ne peut pas vivre sans le charbon de Silésie, les pommes de terre de Posnanie, le pain de la Prusse orientale et le bétail des Marches. Tout cela doit arriver à Berlin. Mais cela ne peut être le cas que si la circulation des chemins de fer n'est pas désorganisée, si les camarades des mines continuent l'exploitation, si les paysans s'obligent à livrer leurs produits et si la « machine de l'em-

pire » *(die Reichsmachine)* fonctionne sans être dérangée.

« La révolution a balayé l'ancienne Allemagne politique. La révolution façonnera maintenant une Allemagne socialiste, mais non pas par la destruction sauvage des forces productrices, non pas par la guerre civile, mais par une organisation conforme à un plan ! Chaque sozialdemokrate le comprend. Sous le vieux régime, la sozialdemokratie a réuni par son organisation 4 millions et demi d'électeurs. Montrez maintenant ce que cinquante années de travail du parti sozialdemokrate nous ont appris.

« *Libres ! mais être organisés !*

« Grâce à l'organisation sozialdemokratique, nous commandons aujourd'hui l'empire. Nous ne pouvons perdre le pouvoir que par une seule chose : la désunion ! Le socialisme apporte la liberté et la paix ; le bolchevisme — comme en Russie — l'esclavage de la faim ! Pendant des années nous avons déclaré aux bourgeois :

« Celui qui est rassasié est libre !

« Aujourd'hui nous devons dire :

« Celui qui a faim n'est pas libre, même avec les plus grandes libertés politiques.

« Les droits politiques sont acquis ; il nous faut

maintenant la garantie économique de ces droits. Cette garantie s'appelle : *Organisation.*

« Comme autrefois en présence du capitalisme, nous devons dire maintenant en présence de la disette et de l'effondrement économique :

« Prolétaires, travailleurs manuels et intellectuels, organisez-vous !

« Employés et fonctionnaires, associez-vous à nous !

« Nous avons besoin de sozialdemokrates et non pas de bolchevistes !

« *Le Comité du parti sozialdemokrate à Berlin* ».

Un autre tract, distribué par les matelots, expose le programme du 53e Comité de la Marine. Le voici :

« Le 53e Comité de la Marine se place sur la base d'une république socialiste et travaille à la prompte conclusion d'une paix durable entre peuples. Il est partisan en principe de la convocation d'une Assemblée nationale législative. Il exige auparavant :

a) L'étatisation de toutes les industries ;

b) La remise de tout le pouvoir entre les mains des Conseils d'ouvriers et de soldats jusqu'à l'Assemblée nationale.

« Approuvant le programme d'Erfurt, il réclame les mesures suivantes :

1° Séparation de l'Eglise et de l'Etat ; transformation fondamentale des dispositions concernant les habitations, la santé publique, l'éducation et l'instruction du peuple ;

2° Création d'une armée et d'une marine socialistes et républicaines *(Volkswehr)*.

3° Partage de la grande propriété ;

4° Mainmise sur tous les profits de guerre ;

5° Réforme des impôts pour assurer les finances de l'empire, éteindre les dettes de guerre ;

6° Sévère punition de toutes les personnes qui, pendant la guerre, se sont enrichies par des spéculations illicites ;

7° Opposition à toutes les tentatives du capital pour se soustraire à la socialisation par la fuite ou la dilapidation ;

8° Réunion d'un tribunal populaire pour rechercher et juger les personnes qui sont responsables de la guerre aussi bien que celles qui se sont élevées contre toute paix de conciliation. Sévère punition des juges et officiers qui, en campagne, ont prononcé des sentences destinées à terroriser ;

9° Organisation des mesures propres à étouffer toutes les tentatives réactionnaires.

« Le 53e Comité de la Marine travaille à réaliser l'unité des masses socialistes d'Allemagne et protège les efforts tendant au renouvellement de l'internationale. »

Dans un autre genre, voici l'un des nombreux manifestes édités pour leur défense par les fils d'Israel :

« Camarades !

« Depuis quelques jours des tracts ignominieux sont répandus dans la population pour l'exciter contre les Juifs. Les Juifs auraient déchaîné la guerre ; ils seraient les profiteurs de la guerre ; ils n'auraient été pendant toute la guerre que des embusqués !

« Ne vous en laissez pas accroire !

« Derrière cette explosion d'antisémitisme se cachent tous ceux qui ont fomenté la guerre et qui, maintenant, remplis d'angoisse, veulent détourner loin d'eux la fureur du peuple.

« Jugez-en vous-mêmes, camarades ! Cette rouerie-là est trop claire !

« Qui donc pendant cinquante mois vous a trompés, menti et transformés en estropiés ? Etaient-ce des Juifs ? Ludendorff, Tirpitz, Falkenhayn étaient-ils des Juifs ? Les officiers qui se tenaient à l'abri derrière le front, mangeant

et buvant à éclater, tandis que vous étiez au feu... étaient-ils des Juifs ? Krupp, Stinnes, Thyssen, les grands fabricants des machines de guerre... des Juifs ? Qui donc, au Reichstag, a tenu les discours belliqueux les plus enflammés? M. de Heydebrandt, le comte Westarp, M. de Oldenburg-Januschau et leurs pareils... sont-ce des Juifs ? Ils savaient pourquoi ils éternisaient cette guerre. Le prix des pommes de terre, du blé, de la viande et du beurre montait à des hauteurs vertigineuses. Mais vos femmes et vos enfants avaient faim. Votre faim et votre misère remplissaient la poche des grands propriétaires !

« Qui donc, au Grand Quartier Général, dirigeait la fabrique de nouvelles mensongères, trompant ainsi tout le pays avec de fausses nouvelles sur la guerre et les prétendus succès des sous-marins ? C'était le colonel Nicolaï, avec son état-major d'officiers, qui tous touchaient de grosses soldes de guerre. Etaient-ce des Juifs ?

« Qui donc occupait les postes de commandants de place, organisait l'état de siège, censurait, opprimait la presse, poursuivait, incarcérait, les personnes qui travaillaient pour la paix. C'étaient des officiers, général von Kessel, von Gayl, von Vixtinghof, le conseiller de police Henninger, avec leurs officiers d'état-major,

tous profiteurs de la guerre. Etaient-ce des Juifs ?

« Mais qui donc sont ceux qui, au Reichstag, depuis l'automne 1914, à côté d'autres adversaires de la guerre, ont travaillé pour la paix ? C'étaient les Juifs Haase, Bernstein, Oscar Cohen, etc. Qui donc a combattu la politique de conquête ? Les mêmes. Qui donc fut dénoncé par les grands propriétaires conservateurs, les grands chefs comme traîtres au pays en raison de leur politique de paix ? Les mêmes encore... des Juifs. Ce sont eux encore qui, au Reichstag, ont eu le courage de réclamer pour les soldats un meilleur traitement, un meilleur ordinaire...

« Camarades, réfléchissez ! Jugez vous-mêmes !

« Les Juifs doivent-ils donc devenir les boucs émissaires pour les crimes des militaires, alors que ces militaires tremblent eux-mêmes d'angoisse devant la vengeance des soldats. Ludendorff et von Tirpitz se sont enfuis à l'étranger... par peur ! Ceux qui restent au pays se cachent derrière le paravent de l'antisémitisme... par lâcheté !

« Sans doute, il y a partout de mauvais éléments. Mais, camarades, aidez-nous, travaillez pour démasquer les véritables coupables. C'est seu-

lement en se basant sur la vérité que nous pouvons construire une nouvelle et meilleure patrie.

« Pour cette tâche, chacun doit être le bienvenu, qu'il soit juif ou chrétien, dissident ou athée. Car nous ne jugeons pas les hommes d'après leur religion, mais d'après leur mérite. »

Tout le jour, dans Berlin, le va-et-vient de la foule se poursuit, fébrile et intense : vie factice, car l'on s'aperçoit de suite que cette animation ne correspond à aucune activité ordonnée, et qu'elle provient du fait que la révolution a jeté dans la rue des milliers d'hommes, hier encore soldats, aujourd'hui miséreux, sans travail, et prêts à tout pour s'assurer l'existence, si ce n'est le pouvoir. Profitant de cette situation favorable, les rabatteurs de Liebknecht enrôlent ces démobilisés sans le sou, en les galvanisant au nom de la révolution mondiale et de la fraternité universelle du prolétariat (1). Puis l'organe

(1) Liebknecht et Rosa Luxembourg, deux des chefs des plus en vue du groupe spartakiste, avaient été arrêtés dans la soirée du 15 janvier, à Berlin, et conduits dans la maison occupée par l'état-major des troupes gouvernementales. Puis, ayant pris place dans des autom biles, ils étaient emmenés en prison, quand, en cours de route, des coups de feu furent tirés sur eux, à bout portant semble-t-il, par des officiers ou des soldats qui les escortaient. Les circonstances tragiques dans lesquelles ils ont trouvé la mort restent encore, malgré l'enquête dont elles ont fait l'objet, entourées de mystère.

bolcheviste, le *Rote Fahne*, (le Drapeau rouge), donne un matin, avec d'énormes manchettes, le mot d'ordre : « Debout, prolétaires, et en avant pour la grève générale ! » Et à l'heure indiquée, généralement au début de l'après-midi, la manifestation s'organise ; un cortège se met en marche, s'accroissant en cours de route de tous les miséreux et déclassés de l'immense agglomération berlinoise : cortège saisissant, où, sous la morne tristesse des participants, perce la rancœur des longues souffrances et la fermentation des appétits déchaînés. Aucun ordre, aucune organisation ; c'est un troupeau humain, pitoyable, qui défile pendant de longues heures, au hasard des rues. Combien sont-ils ? deux cent, trois cent mille peut-être... comment les compter ? des milliers d'ouvriers à l'air effacé, aux vêtements devenus trop larges pour leurs corps, des milliers de femmes veules et recroquevillées dans leurs loques, des milliers de soldats dégingandés à la russe, accompagnés de filles en cheveux, aux visages émaciés et vêtues d'étoffes disparates, se succèdent en bandes, par fabriques ou par usines, en rangs de deux, cinq, dix au hasard ; et parfois entre des groupes compacts, un vide se creuse, comme entre les vagues d'une tempête. S'échelonnant le long

de cette procession lugubre, au milieu d'une forêt de drapeaux et d'oriflammes rouges, de grands écriteaux proclament les revendications, affichent les haines : « A bas Scheidemann ! » « Vive Liebknecht ». « Tout le pouvoir aux Comités de soldats et d'ouvriers ». « Huit heures de travail, huit heures de récréation, huit heures de repos ! » « Vive la Révolution mondiale. » Chose étonnante, cette foule famélique et décharnée s'écoule le plus souvent passive, apathique, dans un silence impressionnant ; aucun entrain ; rien de cette vivacité, de ces brusques élans de la foule parisienne que les passions échauffent, la lançant les yeux fermés dans l'émeute, à l'heure des révolutions. La mentalité de la race, l'habitude de la règle, de l'ordre et de la discipline semblent empêcher ici, pour l'instant du moins, tout soubresaut violent. Cependant, de cette foule morne, une voix menaçante et rauque monte parfois à de longs intervalles ; c'est celle de quelque meneur ou chef de groupe qui, détachant les syllabes, les martelant pour les lancer comme des soufflets sur la façade des riches, crie rageusement : *Nie-der mit dem Ca-pi-ta-lis-mus !...* « A bas le capitalisme ! », ou bien, le long de la Wilhelmstrasse, en passant devant les grandes usines politiques

du monstrueux organisme qu'était l'empire allemand, devant les Affaires étrangères, devant le Ministère de la guerre : *Nie-der mit dem Mi-li-ta-ris-mus !...* « A bas le militarisme ! »

Les manifestants qui, entourant le farouche hurleur, semblent alors, à sa voix, se réveiller brusquement de leur léthargie et l'appuient par des *Hoch ! Hoch ! Hoch !* enroués, se répercutant le long de l'avenue.

Durant des heures, ce cortège de la misère poursuit sa triste tournée à travers la cité, clamant ainsi, sporadiquement, ses haines et sa rancœur ! Puis, peu à peu, cet organisme énorme se disloque ; quelques groupes continuent cependant à « opérer » isolément, ici et là, et malgré l'obscurité descendue, parmi les bruits de l'immense Berlin en mal de révolution les *Nie-der* rauques des meneurs éclatent encore dans quelque rue écartée suivis des répons gutturaux, les *Hoch* de la foule moutonnière.

Sur la Koenigplatz, la fameuse statue en bois d'Hindenburg, érigée dans le but de susciter dans le peuple un élan mystique de confiance envers le héros national, dresse toujours, malgré la révolution, ses formes massives et colossales. Un autre peuple se serait empressé dans des circonstances

pareilles d'abattre cette « machine de guerre » (comment la nommer mieux?), si symbolique du militarisme prussien ; on en eut fait à Paris dès les premières heures un splendide feu de joie... Ici, bien que l'engouement superstitieux de la foule à l'égard de cette œuvre grotesque ait disparu — il n'est plus le temps où les vieux paysans de Brandebourg s'y rendaient en foule pour enfoncer leur clou à grands coups de maillet sonores ! — personne ne songe encore à la renverser. L'esprit qui animait les démolisseurs de la Bastille ne souffle point aux bords de la Sprée... La sincérité des Berlinois n'est, cependant, pas en cause et, certes, ils ne jouent pas la comédie ; mais leur mentalité et leur tempérament sont tels qu'ils n'exigent aucune rupture violente avec le passé. La guerre « fraîche et joyeuse » a fait faillite malgré eux ; l'empire s'est écroulé en dépit de tous... ils ont fait la révolution. Mais ce fait n'implique pas pour eux l'un de ces sublimes appels à la liberté et à la justice, tels que ceux de 1789 ou de 1848. *Paix, ordre, travail, organisation*, telles sont les formules que chaque parti recommande avant tout ; le pouvoir appartiendra à celui d'entre eux qui saura les procurer. Quant aux voix qu'inspire un idéal élevé de saine démocratie, elles restent sans écho... Voilà

pourquoi la statue du vieil hobereau, l'une des manifestations les plus typiques de la mégalomanie teutonne, est encore intacte sur son socle de poutres. La gloire allemande est, en outre, encore trop associée au nom du vainqueur des lacs Mazuriques pour que la révolution elle-même ose s'attaquer à cette « pelote à clous » ; tous se sentent un peu les complices de celui qu'ils appelaient le « Sauveur de la Prusse » ; les mêmes intérêts les lient encore, tant il est vrai, hélas ! que le crime crée bien souvent ici-bas des liens plus forts que ceux de la conscience ! Les troupes qui rentrent, les cortèges révolutionnaires qui se rendent au Tiergarten, défilent pendant des heures devant l'idole grossière ; mais aucune manifestation hostile ; personne ne voit encore l'anachronisme de ce monument bizarre... peut-être même le cœur de ces masses est-il toujours flatté dans son goût du massif, de l'énorme et du colossal !

Avec les pluies et les neiges de cette fin de décembre, la statue a pris un ton terreux, de bois pourri, moisi, prêt à s'effriter, et le feld-maréchal que la nation avait voulu encenser comme un gigantesque fétiche, n'apparaît plus sous son enveloppe suintante que comme un être ridicule, formidable, affreux, un monstre

comme le Fafner du *Crépuscule des Dieux*, regardant effaré devant lui, de ses grands yeux figés cette fameuse Siegesallee où devait passer à la fin de la guerre le cortège triomphal de ses soldats vainqueurs et où maintenant les masses en révolte brandissent le drapeau rouge !

XIV

DE KIEL A BERLIN

(31 OCTOBRE-9 NOVEMBRE 1918)

« NOTRE AVENIR EST SUR L'EAU », AVAIT DIT GUILLAUME II, ET C'EST DE LA FLOTTE QU'EST PARTI LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE.

Ne tenir la couronne que de la grâce divine, en assurer la transmission héréditaire, empêcher le peuple d'acquérir la souveraineté qu'exerçaient des peuples voisins, tel était le problème auquel l'empereur d'Allemagne consacra ses derniers efforts et dont la solution s'est dessinée sur les derniers champs de bataille de 1918.

Il avait échoué dans la conquête pour laquelle, après une préparation minutieuse, il avait mis l'Europe en sang et semé sa route de ruines ; le triomphe en eût fortifié la grandeur de sa maison impériale. Donnant à son peuple les nations vaincues pour objet des convoitises et des appétits, il eût du même coup affermi le sceptre en

ses mains. Devant les cohortes qui le refoulaient, dans l'effondrement du Saint Empire germanique dont il avait rêvé la restauration, sentant la partie perdue, il ne songea plus qu'à sauver la réalité de sa puissance intérieure, il demanda la paix.

Minute choisie, alors que, défendant les provinces et les pays conquis, il conservait encore inviolé son empire ; demain, peut-être, contraint de ramener ses armées à la frontière, il devra, pour la défendre, proclamer la patrie en danger, faire appel aux dernières énergies d'un peuple épuisé, et, pour dominer une situation périlleuse, grouper autour de lui des ministres nouveaux, élargir les cadres du gouvernement et concéder des droits pour qu'à la défense commune participe toute la nation, dans les Conseils comme dans la bataille.

La victoire légitimait l'empire, la défaite, obligeant l'empereur d'aller au devant de son peuple et de partager avec lui le pouvoir, le compromet. Il résiste à la poussée croissante qui tend vers son pays, et à l'intérieur, il cherche à détourner celle qui tend vers son trône ; il fait le désert entre le vainqueur et lui, brûle, dévaste, menace, et il multiplie les messages de paix, propose l'armistice ; il met en œuvre des moyens contradictoires et il espère, de la force ou de la négo-

ciation, obtenir l'appui qui lui est nécessaire et qui lui échappe. L'empereur d'Allemagne à la veille de jouer la partie suprême qui lui était imposée, ramassant toutes ses forces, tenta de se frayer une issue par laquelle sa dynastie pût passer sans que, Hohenzollern, il en doive rien qu'à lui-même.

En manifestant son désir de mettre fin à la guerre, l'empereur semblait vouloir renouveler un pacte de confiance avec la nation. La perspective d'obtenir la paix par ses soins devait raviver la loyauté de ses sujets. L'Allemagne n'avait pas connu l'invasion et la ruine. En face de la Belgique et de la France industrielle où pierre sur pierre ne demeurait après la retraite allemande, fort de la 3e des 14 propositions du Président Wilson (suppression des barrières économiques), Guillaume II pouvait entrevoir la reprise de la conquête du monde par le commerce et l'industrie. L'autonomie de l'Alsace et de la Lorraine, vaine promesse répétée au hasard des combinaisons politiques et dont on conviendrait de nouveau, eût réparé « le préjudice causé à la France en 1871 » (8e proposition Wilson). Ainsi, maître d'un empire riche encore de ses usines prêtes à déverser sur les Etats voisins des produits dont nulle concurrence immé-

diate n'entraverait l'écoulement, il aurait précédé ses adversaires de la veille dans la réparation des pertes ; objet de la reconnaissance d'un peuple rendu aux travaux de la paix, il aurait maintenu sa puissance.

La trêve qu'il demandait lui fut refusée.

Le Premier empire s'est effondré à Leipzig ; Guillaume II n'a pas résisté à la nouvelle bataille des nations. Celle de 1813 dura quatre jours, après lesquels Napoléon Ier, deux mois durant, défendit pied à pied la France, soutenu par tout un peuple soulevé contre des envahisseurs qui mettaient à sac ses provinces, secondé par des soldats en qui passait encore le souffle de 93. Celle de 1918 s'est multipliée afin d'abattre cet autre empereur qui n'a pas trouvé de soldats pour le défendre et qui a fui.

Tant que le gouvernement impérial espéra lasser enfin ses adversaires et rompre leur entente, qu'au nom de la guerre et de la victoire promise, il put différer la discussion des réformes constitutionnelles et contenir par des promesses l'élan des revendications populaires, les constitutions de la Prusse et de l'empire furent maintenues dans leur forme respective qui réduisait à presque rien les droits et le pouvoir de la représentation nationale.

Les événements qui se précipitèrent de 1917 à l'armistice, selon qu'ils étaient favorables ou non à l'empire, accélérèrent ou continrent la transformation de la monarchie.

D'abord, en mars 1917, la révolution russe, dont Berlin pouvait redouter la répercussion, engagea le gouvernement à faire, à propos du droit électoral, des promesses qu'il précisa en juillet ; à la même époque, la cessation de la guerre sous-marine, suivie de la chute des chanceliers Bethmann et Michaelis, aboutit à une augmentation du pouvoir du Reichstag qui obtint pour les affaires étrangères le droit de consultation. Puis, ce mouvement s'interrompit, car la situation militaire à ce moment précis est bonne. L'intervention américaine ne manifeste pas encore d'effets immédiats, l'armée russe disloquée par le maximalisme s'effrite, le front italien est enfoncé, l'offensive en France, victorieuse. Tant de succès à annoncer au peuple permettent au gouvernement de retirer ses promesses ; Diète d'empire et Chambre des seigneurs émasculent et mutilent le projet de réformes. Les pangermanistes l'emportent.

En juillet 1918, l'armée allemande, dominée par le maréchal Foch enfin maître d'un front unique, recule ; la retraite se propage de secteur en sec-

teur, les lignes de défense sont bousculées ; à l'inquiétude du peuple, il faut une compensation et le gouvernement, une fois encore parle de réformes, mais trop tard. Déjà, le Bulgare en déroute fait une paix séparée ; dans le désarroi de l'empire qui s'effondre avec ses forces militaires, la démocratie fait un pas en avant, à Hertling succède Max de Bade dans le cabinet duquel entrent deux sozialdemokrates, Scheidemann et Bauer. Le régime du gouvernement personnel prend fin, l'évolution de l'Allemagne vers une démocratie monarchique se poursuivrait régulièrement si l'alliance des Centraux n'achevait de se dénouer dans la défaite et la révolution.

A son tour, la Turquie demande la paix tandis que les peuples inconciliables de la monarchie des Habsbourg se soulèvent et proclament leur autonomie. Guillaume II est condamné ; il résiste, il sacrifie Ludendorf, en vain, c'est l'abdication de l'empereur d'Allemagne que l'Allemagne exige pour sauver l'empire allemand.

La marine impériale allemande a porté les derniers coups qui, en donnant le signal de la révolution à Kiel, ont fait tomber l'ancien régime. A ce sujet, le critique naval Persius écrivait dans le *Berliner Tageblatt* du 18 novembre 1918 :

« L'Allemagne est frappée de stupeur de ce que la marine ait porté le coup terrible qui a renversé l'ancien régime. On espérait qu'une seconde bataille du Jutland, la première ayant donné, au dire des officiers, de si beaux résultats, mettrait certainement l'Angleterre hors de combat si les sous-marins seuls n'en venaient pas à bout.

« Ces espoirs reposaient sur des mensonges ; le mensonge a été l'arme de nos chefs sur terre et sur mer. Tirpitz et Capelle ont fait une débauche de mensonges.

« La vérité est que, depuis un an, il n'y avait plus de flotte de haute mer et les forces sous-marines n'existaient que dans la bouche de nos amiraux. Nos marins et nos mécaniciens, ces braves garçons si dociles, étaient réduits au désespoir par la brutalité de la discipline.

« Tout cela était inconnu des Allemands car la censure fermait la bouche de ceux qui savaient.

« Le matériel allemand a toujours été inférieur à celui de la marine anglaise. Par suite des erreurs de M. de Tirpitz dans les plans, toutes nos unités avaient un déplacement plus faible, étaient moins armées et moins rapides que celles de l'adversaire.

« A la bataille du Jutland, seules la brume et la belle manœuvre de l'amiral de Schœn ont sauvé

notre flotte d'un désastre ; les canons anglais, d'une plus grande portée, auraient coulé tous nos navires trop faiblement cuirassés ; malgré des circonstances favorables, nos pertes ont été si élevées que, pour tout être raisonnable, il était clair qu'une telle bataille ne pouvait pas se renouveler.

« Les équipages, dans les sous-marins comme sur les navires de haut bord, savaient parfaitement qu'un nouvel effort serait inutile et aboutirait à une catastrophe. Aussi protestèrent-ils, quand, au début de novembre 1918, l'ordre fut donné à ce qui restait de la flotte de gagner le large pour combattre ; tous ceux, que des mensonges n'ont pas affolés, doivent remercier le ciel de ce qu'un sacrifice effrayant n'ait pas été consommé. »

D'après l'opinion des témoins et des premiers narrateurs des événements, il semble assez vraisemblable que les pangermanistes ont fourni aux marins l'occasion d'un soulèvement. Déjà, pressentant, après l'écrasement de la Bulgarie, que la partie était perdue, les pangermanistes tentèrent un dernier effort pour raviver dans le peuple l'enthousiasme de 1914 et pour l'entraîner dans une lutte désespérée, un combat suprême dont les armées en retraite ne pouvaient

saient plus vouloir ; prédicateurs, officiers, orateurs haranguèrent les civils et les soldats ; ils ne furent pas entendus ; le peuple était las de la guerre ; les soldats échappaient aux officiers et les dissentiments qu'avait perpétués entre eux l'organisation militaire prussienne se faisaient jour. Le dernier espoir des pangermanistes reposait sur la marine et la réalisation était d'autant plus urgente que l'Allemagne allait être contrainte par la signature de l'armistice d'accepter toutes les conditions des vainqueurs. Leur plan aurait donc prévu une bataille navale livrée par toute la flotte ; soit qu'une victoire s'en fût suivie, soit que dans ce combat suprême la flotte fût anéantie et que 80.000 matelots fussent envoyés à la mort, l'événement aurait eu en Allemagne une répercussion telle que, victorieux ou désespéré, le peuple se serait levé pour se défendre encore.

La *Vossische Zeitung*, du 16 novembre 1918, a publié ces informations rétrospectives :

« Quelques commandants tinrent à leurs équipages des discours par lesquels ils exprimèrent que mieux valait faire sauter toute la flotte que de la livrer à l'ennemi ; les officiers de la 3e escadre se signalèrent ainsi, en particulier le com-

mandant du *Markgraf*, dont l'équipage, le premier, se mit en rébellion ouverte.

« Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que, sous prétexte de manœuvres, un ordre de départ fut donné à la flotte le 28 octobre et que les matelots le considérèrent comme une condamnation à mort ; ils refusèrent d'obéir ; la révolte éclata le samedi 31 octobre. »

La lettre suivante a été publiée dans la *Bergische Arbeiterstimme* :

« Puisse cette lettre ne pas tomber en des mains indiscrètes. De grandes choses se sont passées dans la marine impériale, les équipages des vaisseaux de ligne et des croiseurs cuirassés se sont mutinés. Peut-être la rumeur vous en parviendra-t-elle ; moi, je vais te raconter ce qui s'est passé.

« Notre flottille était restée un certain temps, en éclaireur, dans la mer du Nord et s'était approchée mainte fois des Anglais. A cela et à d'autres signes encore, nous nous doutâmes que quelque chose se préparait. Enfin, il y a quelques jours, quand nous voulûmes rentrer, nous vîmes devant Wilhelmshaven la flotte allemande, grands vaisseaux et torpilleurs, à l'ancre, et nous nous arrêtâmes pareillement..... Tout à coup, le bruit courut que le chef de la flotte voulait faire

de grandes manœuvres dans le golfe mais personne ne se laissa prendre à cette absurdité.

« Le premier ordre fut transmis dans la nuit de mercredi, puis aussitôt reporté au jeudi. Nous, qui étions à l'écart, nous ignorions ce qui se passait ; nous entendions bien murmurer à propos d'émeute et de révolte mais nous ne le croyions pas. Hier l'ordre vint : « *B.* 97 et *B.* 112 (autre bateau de la demi-flottille) seront à la disposition dès huit heures. Le chef de la 1re escadre... » L'amiral monta à bord... puis le chef de notre demi-flottille nous réunit sur le pont et nous adressa un discours que je n'oublierai de ma vie. Des faits regrettables s'étaient passés dans les escadres, les équipages de différents vaisseaux avaient refusé d'obéir ; tandis que la flotte devait prendre le large, les équipages avaient pris les extincteurs des foyers en action et le feu des machines s'était éteint ; à chaque ordre ils avaient agi de même, de sorte qu'ils avaient empêché le départ de la flotte. Aux explications demandées, ils répondaient qu'ils ne refuseraient aucun ordre mais qu'ils ne consentiraient à partir à aucun prix ; ils ne voulaient pas participer au combat suprême de la flotte allemande ; on disait en haut lieu : « Avant que nous ne livrions la flotte jouons le tout sur une carte ; plutôt que de livrer

notre belle flotte aux Anglais, nous préférons la voir toute entière détruite. Le commandant du S. M. S. *Thuringen* ayant dit : « Nous tirerons nos deux mille coups jusqu'au dernier, et nous sombrerons pavillon flottant », les hommes lui répondirent qu'il pouvait partir seul. C'est alors que l'affaire éclata. La situation était le plus grave sur le *Thuringen* et sur le *Heligoland*, de la 1re escadre. Les rebelles s'étaient barricadés sur le pont d'avant ; ceux du *Heligoland* s'étaient emparés de trois canons. Je ne puis te rapporter en détail le discours de notre chef ; il nous annonça seulement que nous étions désignés pour rétablir l'ordre et que, quand le devoir l'exigerait nous devrions faire usage de nos armes contre nos camarades.

« Je ne puis te dire quels étaient nos sentiments ; nous préparâmes nos mitrailleuses, nos canons et nos torpilles et nous nous avançâmes jusqu'à deux cents mètres du *Thuringen*. Entre temps, un vapeur était sorti du port emmenant 250 hommes d'infanterie de marine qui devaient escorter les insurgés ; c'est dans le cas où ces derniers refuseraient de passer sur le vapeur que le B. 97 devait tirer.

« Mon cher père, si tu savais quelle rage impuissante m'a saisi quand nous avons pointé nos

canons sur nos camarades..... Enfin, une heure après, les révoltés abandonnèrent la partie et arborèrent par un sabord l'emblème de la Croix-Rouge. 600 hommes environ consentirent à passer sur le vapeur ; pour nous quel soulagement, il s'en était fallu d'un cheveu.....

« Sur le *Heligoland* et sur les autres vaisseaux le tumulte s'était apaisé, le but était atteint, la flotte ne partira pas ; nous souffrirons certainement de ce qui s'est passé, mais notre heure approche ; la paix doit se faire bientôt, sinon nous la ferons nous-mêmes. La flotte n'est plus de la partie, si seulement l'armée et le peuple la suivent. »

La flotte se dispersa après l'émeute et regagna ses bases ; il restait à Kiel environ 25.000 marins. Rendus conscients de leur force par leur premier succès, ils demandèrent la mise en liberté de leurs camarades incarcérés ; ayant essuyé un refus, ils organisèrent pour le samedi 2 novembre une assemblée de protestation à la maison des syndicats. L'autorité militaire interdit la réunion ; les matelots répliquèrent par un appel à une démonstration publique à laquelle ils convièrent les ouvriers. Vainement, pour obliger les matelots à regagner leurs vaisseaux ou leurs quartiers, l'alarme est sonnée. Le lendemain, l'assemblée

a lieu sur la place d'exercice ; on demande la mise en liberté des prisonniers, des cortèges se forment ; les matelots pénètrent dans une caserne, entraînent les troupes qui s'y trouvent, et s'emparent des armes ; plus loin, ils se heurtent à une petite troupe commandée par un lieutenant ; des coups partent, une brève fusillade s'engage qui jette à terre huit morts et vingt-neuf blessés, la foule se disperse, la soirée s'achève dans le calme mais la révolution succède à l'émeute, les matelots élisent le premier Conseil des soldats dont la réunion marque le début de la révolution politique. Le 4 novembre au matin, 20.000 marins sont armés ; des troupes appelées par le gouverneur de Kiel occupent les rues, les ouvriers proclament la grève générale ; le mouvement limité à l'armée s'étend aux ouvriers des deux partis sozialdemokrate et socialiste indépendant. Alors, convaincu de l'inutilité d'une tentative de répression, ou sur un ordre de Berlin, l'amiral Souchon, gouverneur de Kiel, consentit à une entrevue et se déclara prêt à entendre les vœux des soldats.

Voici en 14 articles les revendications des marins, rédigées par le Conseil des soldats :

« 1° Mise en liberté des matelots arrêtés et des prisonniers politiques ;

« 2° Liberté absolue de la parole et de la presse ;

« 3° Suppression de la censure postale ;

« 4° Traitement équitable des hommes par les supérieurs ;

« 5° Les matelots rentreront à bord et dans les casernes sans être punis ;

« 6° La flotte ne partira en aucun cas ;

« 7° Suspension de toute mesure de répression sanglante ;

« 8° Retrait de toutes les troupes qui n'appartiennent pas à la garnison ;

« 9° Toutes les mesures de protection de la propriété privée seront fixées par le Conseil des soldats ;

« 10° En dehors des relations de service, il n'y a plus de supérieurs ;

« 11° Liberté personnelle de tout homme, de la fin d'une période de service au commencement de la suivante ;

« 12° Nous accueillerons parmi nous les officiers qui se rallieront aux mesures prises par le Conseil des soldats qui siège actuellement ; les autres quitteront le service ;

« 13° Les membres du Conseil des soldats sont dispensés du service militaire ;

« 14° A l'avenir, aucune mesure ne pourra être prise sans l'approbation du Conseil des soldats.

« Tout militaire considérera ces revendications comme des ordres.

« *Le Conseil des soldats.* »

Une délégation de représentants du Conseil des soldats et des deux partis socialistes se rendit auprès du gouverneur afin de lui présenter ces revendications.

L'examen en fut différé car, par leur caractère politique et social, la plupart de ces articles dépassaient la compétence du gouverneur ; de plus, on attendait l'arrivée du secrétaire d'Etat Haussmann et du député socialiste Noske, avec qui la situation devait être examinée.

La proclamation suivante fut donc rédigée en attendant :

« Le gouverneur de Kiel entendra les vœux de la députation de la 3e escadre et de la division de marine. Ce soir, le secrétaire d'Etat Haussmann et le député Noske prendront part à la présentation des vœux de la 3e escadre et de la division de marine.

« Membres de la députation : chauffeur du S. M. S. *Deutschland*... (suivent d'autres noms) ; membres des deux partis socialistes : Lothar Bopp, Bernhard Rausch, etc.

« Les vœux de la députation sont en particulier :

« 1° Mise en liberté des manifestants de la 3e escadre ;

« 2° Enquête judiciaire sur les événements d'hier et punition des coupables ;

« 3° Abandon du projet d'offensive de la flotte.

« Ce qui précède a été communiqué aux hommes.

« *Signé* (GOUVERNEMENT) ».

Entre temps, le mouvement avait pris des proportions toujours plus considérables ; les marins avaient délivré leurs camarades dont la sortie de prison donna lieu à des manifestations de joie ; le fusil à l'épaule, le drapeau rouge à la main, les révolutionnaires formèrent des cortèges, tandis que des autos à fanion rouge défilèrent et assurèrent la liaison entre les divers groupes révolutionnaires de Kiel.

Le soir, eut lieu l'entrevue des délégués du Conseil des soldats, des représentants des partis socialistes et du gouvernement représenté par le secrétaire d'Etat Haussmann et le député socialiste Noske ; pendant ce temps, le gouverneur, soupçonné par les matelots de préparer une répression violente, était pris comme otage ; il fut gardé, en cette qualité, dans la gare de Kiel jusqu'au mardi matin.

Les résultats de la séance furent portés à

la connaissance du public le matin du 5 par cette proclamation :

« Kiel, le 5 novembre 1918.

« Camarades,

« Le souvenir de la journée d'hier demeurera ineffaçable dans l'histoire de l'Allemagne. Pour la première fois le pouvoir politique se trouve entre les mains des soldats.

« IL N'Y AURA PAS DE RETOUR EN ARRIÈRE.

« Nous avons de lourdes tâches devant nous. Afin qu'elles puissent être accomplies, de l'unité et de la fermeté sont nécessaires.

« Vous avez institué un Conseil des soldats qui collabore intimement avec le Conseil des ouvriers.

« Suivez ses ordres et ses décisions ; veillez à la tranquillité et à l'ordre, afin que ce qui pourrait être tenté contre nous ne se réalise pas. Veillez aussi au maintien de l'ordre dans les casernes.

« Nous avons acquis les résultats suivants, tard dans la soirée d'hier auprès du gouvernement général, en présence du député sozialdemkorate Noske et du secrétaire d'Etat Haussmann :

« 1° Haussmann prendra en main nos revendications et promet de les faire aboutir rapidement auprès du gouvernement ;

« 2° Suspension immédiate de toutes les mesures militaires dirigées contre notre mouvement ;

« 3° Pression exercée pour la rentrée de la flotte ;

« 4° Les actes des hommes encore en prison seront soumis au Conseil des soldats qui, en collaboration avec le Conseil des ouvriers, décidera de l'élargissement des prisonniers, exception faite pour ceux qui ont été condamnés pour des actions déshonorantes.

« Les camarades Haase et Ledebour ont été appelés par télégramme afin de compléter le Comité d'action...

« Camarades, ayez confiance en votre Conseil des soldats et appuyez-vous sur lui. »

Le 5 au matin, le drapeau rouge flottait sur les bâtiments de la flotte, sur l'Hôtel de Ville et sur la tour du château ; le *Journal du Peuple* de Schlesvig-Holstein publiait cette proclamation :

« La révolution est en marche. Ce qui s'est passé hier à Kiel s'étendra les jours prochains et sera l'origine d'un mouvement qui gagnera l'Allemagne entière. Les ouvriers et les soldats ne cherchent pas le désordre, mais un ordre nouveau ; ce n'est pas l'anarchie, c'est la république sociale. Ne vous laissez donc pas aller à des actes irréfléchis ; ne croyez pas les bruits

grossiers qui se colportent ; groupez-vous fermement autour du Conseil des ouvriers et soldats, suivez ses ordres et ses décisions, évitez tout « ce qui pourrait être utilisé contre notre mouvement et contre notre idéal.

« Vive la liberté.
« Vive la république sociale ».

Ainsi, un pouvoir nouveau se substitue à l'ancien sans que celui-ci oppose de résistance sérieuse.

Dans cette même journée qui marque la victoire définitive de la révolution à Kiel, la résistance de quelques officiers, sur le vaisseau de ligne *Kœnig*, et plus tard des coups de feu tirés des fenêtres ou des toits provoquèrent seuls de brefs combats qui ajoutèrent quelques victimes à celles des journées précédentes. Sur l'invitation du Conseil des soldats, le gouverneur de Kiel — qui, fait à noter, était encore à son poste — donna l'ordre suivant :

« Le bruit que des officiers auraient tiré de l'intérieur des maisons a causé des troubles.

« Dans l'intérêt de la sécurité publique, j'ordonne aux officiers de mettre fin à de semblables mesures de violence.

« Seule une compréhension commune des exigences de l'heure contribuera à rétablir l'ordre.

« LE GOUVERNEUR. »

L'ordre nouveau était accepté. Le député Noske, élu commandant de la flotte — amiral civil — par une assemblée des représentants de toutes les formations navales de Kiel, prit en main la direction des affaires et, appuyé par un nouveau Conseil des soldats élu par la même assemblée, contint la révolution dans des voies régulières.

Cette proclamation fut aussitôt lancée :

« Que chacun veille à la tranquillité et à l'ordre dans les rues.

« Toute fusillade doit cesser.

« Le grand Conseil des soldats interdit le port des armes sans autorisation. Des délégués mettront les munitions en lieu sûr.

« Les civils déposeront aussitôt leurs armes au poste militaire le plus rapproché.

« Les patrouilles ne pourront parcourir la ville sans un ordre. »

Le respect de l'autorité, de la force et de la discipline réapparut, et la révolution se poursuivit réglementée.

Voici le premier ordre du jour du gouverneur socialiste Noske :

« Kiel, le 7 novembre 1918.

« J'ai été élu, aujourd'hui, gouverneur à l'unanimité, par les délégués des formations militaires adhérents au nouveau régime, et en cette qualité j'ai pris aussitôt les affaires en main. A côté de moi, siège le Conseil supérieur des soldats des ports de la Baltique. Le Conseil se compose de cinq membres pris parmi les chefs élus par les délégués des troupes. Avec l'approbation de ce Conseil supérieur des soldats, j'édicte mes ordres concernant les affaires militaires.

« 1° Service de sûreté :

« Le service de sûreté reprendra complètement et sera dirigé par les kommandanturs. Celles-ci veilleront à l'organisation du service et donneront tous les ordres qui s'y rapportent.

« 2° Affaires administratives :

« Le service des traitements, des salaires et de l'habillement se fera comme par le passé. L'assistance aux pauvres est centralisée.

« 3° Réglementation du service :

« Le service militaire est supprimé, exception faite des services de garde, d'administration et de santé. Les camarades qui ne font pas de service militaire ou qui n'en ont pas encore fait ne seront employés qu'à des travaux intéressant le bien-être général.

« 4° Permissions :

« Les permissions de garnison seront accordées en grand nombre à tous les camarades et seront réglées par les postes militaires compétents après entente avec les délégués. Des décisions ultérieures règleront les permissions à la maison. Cartes de permission ; aucune carte n'est nécessaire jusqu'à la retraite. Cette règle est valable pour tous les camarades.

« 5° Port des armes :

« Le port des armes est interdit aux camarades qui ne font pas partie du service de sûreté.

« 6° Rapports avec les supérieurs :

« Les camarades qui ont obtenu des grades ne sont des supérieurs que pendant le service. L'expression à la troisième personne est supprimée.

« 7° Rapport sur les effectifs :

« Tous les postes militaires (y compris les lazarets) adresseront au Conseil des soldats, jusqu'au 15 du mois, des rapports sur la force des effectifs afin que le nombre des hommes manquant puisse être déterminé. Les permissionnaires absents, en particulier, seront portés sur les listes.

« 8° Santé :

« Une visite médicale de tous les camarades se fera rapidement, après quoi un rapport à ce

sujet sera présenté au Conseil supérieur des soldats.

« Camarades, en songeant à notre grande cause, chacun de nous a le devoir de travailler de toutes ses forces dans l'intérêt de notre pays et de notre peuple auquel nous voulons assurer la liberté et la prospérité dans l'avenir.

« Les délégués communiqueront cet ordre à tous les camarades. (*Signé*) « NOSKE ».

« *Approuvé* :

« LE CONSEIL DES SOLDATS ».

Tandis qu'au coup de force succédaient l'ordre et l'organisation, le mouvement révolutionnaire gagnait de proche en proche les villes et les ports du bassin. Des proclamations annoncèrent le régime nouveau et engagèrent les populations à s'y rallier ; des marins armés, vingt-quatre heures après la révolution, partirent de Kiel pour aller établir plus loin le régime nouveau. Devant eux, nulle résistance ; la bourgeoisie ne réagit pas ; souvent, un groupe de matelots suffit à gagner à leur cause des villes importantes ; à leur approche, le régime impérial s'effondre et la révolution l'emporte parfois sans qu'un coup de feu ait été tiré.

A Lubeck, l'équipage de quelques vaisseaux

s'empare de la gare, désarme et interne des officiers. Les soldats adhèrent au mouvement. Il en va de même à Cuxhaven, Brunsbuttel, Rostock, etc.

A Hambourg, la deuxième ville de l'Allemagne, les révolutionnaires ne rencontrent d'autre obstacle que la courte résistance d'officiers qui, d'une caserne tirent sur les matelots ; il y eut dix victimes.

Brême, sans troubles, sans secousse, passe avec son port du côté des soldats. Wilhelmshaven suit ; avec Oldenbourg puis Hanovre, la révolution s'avance vers l'intérieur tandis que à l'autre extrémité de l'empire, Kurt Eisner enlève Munich aux Wittelsbach.

A cette révolution que nulle opposition sérieuse n'entrava, qui apparaît bien plus comme l'effondrement d'un régime dont la raison d'être s'évanouissait avec la défaite des armées allemandes, il manquait, pour couronnement, la chute de la capitale et l'abdication du monarque.

Le général von Linsingen, commandant en chef de la place de Berlin, s'apprêta à défendre la capitale jusqu'au bout.

Aux premiers bruits de la révolte de Kiel, la censure supprima toutes les nouvelles relatives aux événements ; l'état de siège proclamé, des assem-

blées organisées par le parti socialiste indépendant à propos de l'anniversaire de la révolution russe furent interdites. La journée du 6 se passa fiévreusement dans l'attente d'événements que les meneurs et les bruits annonçaient, que von Linsingen lui-même précisa en faisant afficher, le 7, la proclamation suivante :

« Certains groupes forment le projet, en violation des prescriptions légales, de réunir des Conseils d'ouvriers et soldats sur le modèle russe. De telles institutions sont en opposition avec les ordonnances d'Etat et menacent la sécurité publique. Je défends, en vertu du § 96 de la loi sur l'état de siège, l'organisation de semblables réunions et la participation à celles-ci.

« Le commandant suprême des Marches :

« V. LINSINGEN,

« *Generaloberst.* »

D'autres mesures contribuèrent à exciter la population. Les officiers en permission à Berlin, mandés à la kommandantur, formèrent des régiments d'officiers. Dans la nuit du 7 au 8, les communications téléphoniques et télégraphiques avec l'extérieur furent interrompues, et le 8, les chemins de fer arrêtés, tandis que des patrouilles d'agents de police renforcées de soldats en casque,

armés jusqu'aux dents, parcouraient la ville et que des régiments sûrs y entraient.

Devant ces mesures défensives, aucun doute n'était plus possible et le fut moins encore quand, dans la matinée du vendredi, la population apprit qu'un ultimatum du parti sozialdémokrate à Guillaume II exigeait l'abdication de celui-ci. La révolution imminente ne bouleversa que les officiers et les fonctionnaires qui avaient consacré leur vie à l'empereur, et les pangermanistes qui voyaient leur rêve définitivement détruit ; mais la bourgeoisie, pas plus que précédemment, ne s'abandonna à la panique ou ne manifesta l'intention de réagir contre le mouvement.

La journée s'acheva sans incident ; de Kiel et de Hambourg, des matelots arrivèrent qui apportaient le récit des événements du Nord, et vinrent grossir les rangs des révolutionnaires. Les chefs socialistes poursuivirent l'organisation de la révolution et préparèrent au mouvement des voies assez fortes pour le contenir et pour éviter que l'émeute, le désordre et l'anarchie ne le détournassent de son but.

C'est alors, sans doute, que fut constitué le Conseil des ouvriers et soldats dont le premier acte le lendemain 9 novembre, au matin, l'ultimatum

matum étant resté sans réponse, fut de décréter la grève générale.

Ici encore, la révolution triomphe sans avoir réellement éclaté. A la requête des secrétaires d'Etat socialistes, ou plus probablement sur l'ordre du chancelier Max de Bade, le gouvernement obligea von Linsingen à renoncer à toute tentative de répression — Linsingen donna sa démission — et le chancelier lui-même, quelques heures avant de renoncer au pouvoir, ordonna que les officiers et les soldats ne fissent pas usage de leurs armes.

Un bataillon de chasseurs fit savoir au Conseil des ouvriers, qui siégeait dans les bureaux du *Vorwaerts*, qu'il se mettait tout entier à la disposition du Conseil des ouvriers et soldats ; d'autres suivirent cet exemple, et à midi une grande partie de la garnison était acquise à la révolution sans qu'il en eût coûté d'autres victimes que trois ouvriers sur qui les officiers d'un régiment tirèrent avant de prendre la fuite.

A midi, un supplément du *Vorwaerts* annonçait les résultats de la matinée. On y lisait :

« Le Conseil des ouvriers et soldats de Berlin a résolu la grève générale. Toutes les industries chôment. Le ravitaillement nécessaire à la population sera assuré.

« Une grande partie de la garnison s'est mise à la disposition du Conseil des ouvriers et soldats avec des canons et des mitrailleuses.

« Le mouvement est dirigé par les partis sozialdemokrate et socialiste indépendant réunis.

« Ouvriers, soldats, veillez au maintien de la tranquillité et de l'ordre.

« Vive la république sociale !

« LE CONSEIL DES OUVRIERS ET SOLDATS. »

Un instant après, la nouvelle de l'abdication de l'empereur se répandait. Max de Bade démissionnait et désignait son successeur, le sozialdemokrate Ebert.

Dans l'après-midi, des coups de feu, partis des maisons « Sous les Tilleuls », provoquèrent quelques fusillades qui portèrent le nombre des victimes à quinze.

La révolution était faite.

Les pourparlers engagés entre les sozialdemokrates — Scheidemann, Ebert : démocratie avec collaboration des partis bourgeois — et les socialistes indépendants — Haase : dictateur socialiste (à ceux-ci se rattachaient les maximalistes sous le nom de groupe Spartacus, dirigé par Liebknecht) — aboutirent à une entente.

Le premier gouvernement populaire de la nouvelle république allemande se composa de

trois sozialdemokrates et de trois indépendants, appuyés par les Conseils d'ouvriers et de soldats. Ebert fit partie du gouvernement sans priorité. Auprès d'eux, les ministres bourgeois qui s'étaient mis à la disposition du nouveau gouvernement, conservèrent leurs portefeuilles mais furent considérés seulement comme des ministres spéciaux.

Berlin siège du nouveau gouvernement, les derniers Etats qui, jusque-là, avaient échappé à la révolution ne tardèrent pas à se donner au nouveau régime et les princes allemands, les uns après les autres, descendirent les degrés des trônes que la victoire des Alliés avait ébranlés.

TABLE DES MATIÈRES

I. « FIFE DIE REPUBLIK ! » 7
Une débauche de rouge. — L'Armée et les « Oberkamerad ». — Les temples de Gambrinus. — « Comment on nous a trompés pendant quatre ans. »

II. LA RÉVOLUTION A MUNICH 19
Le drame. — Le bolchevisme. — Les soldats. — La disette.

III. MUNICH EN RÉPUBLIQUE 40
La situation politique intérieure. — Kurt Eisner. — Séance secrète des Conseils de soldats, paysans et ouvriers.

IV. KURT EISNER 53
La carrière d'un tribun. — Un curieux ministère. — Collaborateurs et adversaires. — Les fêtes de la Révolution.

V. LE NOUVEAU RÉGIME ET L'ARMÉE 84
La garde rouge. — Les Conseils de soldats. — La démobilisatien. — Etat d'esprit.

VI. LES NOUVELLES IDÉES LIBÉRALES 94
L'opinion publique. — Le combat pour les idées démocratiques. — Le manifeste des « Ouvriers intellectuels » munichois. — Déclarations du Comte de Montgelas.

VII. LA CHUTE DES WITTELSBACH 106
Le roi Louis III. — Vive la République ! — La fuite. — Sa Majesté demeure introuvable. — Abdication.

VIII. LE RETOUR DE LA GARDE 120
« Sous les tilleuls ». — Le défilé. — Les sentiments de la foule. — La fin de l'épopée impériale.

IX. AU CHATEAU ROYAL DE BERLIN 132
Les sentinelles. — Les matelots à Berlin. — Les « Hamster ». — Dans les sous-sols du château. — La nuit du 9 au 10 novembre.

X. AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES 146
Un palais « vieux régime ». — Franche confession. — Où s'élabore le livre blanc. — Déclarations de M. Kautsky.

XI. LES INTELLECTUELS 159
M. Sudermann. — Le manifeste des 93. — « Es ist nicht nicht wahr ! — « Infantilisme apolitique ». — M. de Harnak.

XII. QUELQUES INTERWIEWS 172
Théodor Wolff et le parti démocratique allemand. — Le « Terrible compte » et le bon billet de Bernstein. — « Nous avons été absolument battus » déclare Maximilien Harden.

XIII. TABLEAUX DE LA VIE DE BERLIN 189
La décomposition de l'Armée. — Libelles et manifestes. — Cortèges spartakistes. — A bas le capitalisme. — La « pelote à clous ».

XIV. DE KIEL A BERLIN 209
« Notre avenir est sur l'eau », avait dit Guillaume II, et c'est de la flotte qu'est parti le mouvement révolutionnaire.

Imp. Centrale, 20, rue Cadet - Paris.

BIBLIOTHÈQUE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

SÉRIE in-16

LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE. —

Tableaux des Institutions politiques, administratives et judiciaires de la France contemporaine.

par JOSEPH BARTHÉLEMY,
PROFESSEUR-ADJOINT A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS, PROFESSEUR A L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES.

Un vol. **4 50**

Tableau de la vie réelle, du fonctionnement pratique, du rendement effectif des Institutions Françaises. Le livre nécessaire à tous ceux qui, aspirant à une République nouvelle, éprouvent le besoin de connaître avec précision les vices, mais aussi les qualités de celle qu'ils veulent réformer.

LA GUERRE ABSOLUE. — **Essai de philosophie de l'histoire.**

par GEORGES BATAULT.
Un vol. **4 50**

La guerre a toujours été considérée comme un fléau, mais très généralement comme un fléau passager et accidentel; or, une étude attentive semble bien démontrer que, sous des formes diverses, « la guerre est la loi la plus générale de dévolution des sociétés humaines ». Telle est, du moins, la conclusion de cet essai remarquable que publie M. Georges Bataulf, de ce « livre tragique », certes, mais sans doute profondément perspicace... Utopistes du désarmement à tout prix, lisez *la Guerre absolue.*

La Démocratie Nouvelle.

Après la guerre.

I. POUR REMETTRE DE L'ORDRE DANS LA MAISON. — Préface de M. ÉTIENNE LAMY, de l'Académie française.

II. LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES.

par BIARD D'AUNET.
Chaque vol. **4 50**

Ouvrages couronnés par l'Académie des Sciences morales et politiques et par l'Académie française.

Nul n'a plus de sûreté dans les informations, de justesse dans l'esprit et de clarté dans le style.

ETIENNE LAMY.

Il est quelques rares ouvrages de valeur où l'on trouve exprimés des idées justes et des conseils excellents. De ceux-ci est le livre de M. Biard d'Aunet.

A. LIESSE, de l'Institut, *Journal des Débats.*

PAYOT ET Cie, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

LA BATAILLE ÉCONOMIQUE DE DEMAIN.

par VICTOR BORET, député.
Un vol. 4 50

J'ai lu avec un intérêt passionné, parce qu'elle soulève des questions essentielles pour l'avenir du pays, la copieuse étude publiée par M. Boret sur l'offensive commerciale dans la bataille économique de demain. M. Victor Boret est un économiste largement informé; il y a plaisir à s'approcher de lui pour s'instruire; il examine les problèmes en eux-mêmes et non selon la convention régnante.

EDOUARD HERRIOT.

LES CHAMBRES DE MÉTIERS. — Comment nous les concevons.

par MAURICE BOUILLOUX-LAFONT, député.
Un vol. 4 50

La guerre, en bouleversant l'échelle des salaires, a rendu au travail manuel un peu de la considération qu'il avait autrefois. Aussi le moment est-il bien choisi pour tenter de réorganiser à la fois l'apprentissage et le statut des professions. M. Maurice Bouilloux-Lafont vient de publier une étude qui met au point la question et essaie de la résoudre.

JACQUES MORLAND, *l'Opinion*.

NOTRE AVENIR.

par VICTOR CAMBON.
Un vol. 4 50

DU MÊME :

OU ALLONS-NOUS?

Un vol. 4 50

Livres durs, livres implacables, mais livres sincères et vrais.

CHARLES CHENU, *ancien bâtonnier*.

Expansion industrielle, enseignement technique, administration, main-d'œuvre, etc., M. Victor Cambon aborde dans ces livres à peu près tous les problèmes qui se posent au lendemain de la guerre.

L'Homme enchaîné.

LA QUESTION OUVRIÈRE DANS LE BASSIN DE BRIEY. — Préface de M. ANDRÉ LEBON, ancien Ministre du Commerce et des Colonies, Président de la Fédération des Industriels et des Commerçants français.

par le Cte DE CANISY, INGÉNIEUR DES ARTS ET MANUFACTURES.
Un vol. avec une carte hors texte. 4 50

Plus que jamais la question ouvrière est à l'ordre du jour. Intimement liée à la question économique, elle s'élargit considérablement depuis quelques années et tend à prendre un caractère international. Elle ne cesse de créer des problèmes nouveaux qui, très complexes, ne peuvent être résolus qu'avec prudence et sagacité.

LES SEIZE COMMANDEMENTS DE L'HOMME D'AFFAIRES, traduit de l'anglais par Géo Lange.

par HERBERT N CASSON.

Un vol. 4 50

Un court et merveilleux traité de la science des affaires, que liront avec un plaisir extrême et une vive admiration tous les hommes d'action qui ont réussi et qui sera étudié et médité avec profit par tous les jeunes gens qui veulent entrer dans les affaires.

***

LES DANGERS MORTELS DE LA RÉVOLUTION RUSSE.

Un vol. 4 50

Je recommande la lecture de ce livre aux personnes curieuses de posséder les éléments nécessaires pour saisir et apprécier, dans la mesure du possible, les événements russes, en connaître les causes et en analyser les résultats.

Général Humbel.

L'auteur, qui a rédigé son livre en septembre 1917, s'y est révélé prophète infaillible.

Gazette de Lausanne.

DU MÊME :

QUE FAIRE DE L'EST EUROPÉEN?

Un vol. . . . . 6 »

Je signale ce volume à la plus sérieuse attention de tous ceux que préoccupe notre attitude à l'égard de l'Europe de l'Est. Je viens de lire ces pages pleines d'une érudition que j'appellerai « vécue », de réflexions du bon sens le plus prévoyant et d'un humour parfois inattendu en si grave sujet, mais qui l'éclaire d'un sourire et rend ces trois cent cinquante pages attrayantes comme une conversation de diplomate en rupture de carrière. Cet ouvrage est au suprême degré passionnant.

Ed. Trogan, *le Correspondant.*

LES PARTIS POLITIQUES ET LA RÉVOLUTION RUSSE. — Conclusion par Lucien Hubert, Sénateur, Secrétaire de la Commission des Affaires Etrangères.

par G. DEMORGNY, ancien secrétaire général de la commission européenne du Danube et attaché a la mission militaire française de Russie.

Un vol. 4 50

Nous voyons, exposées dans l'important ouvrage de M. Demorgny, les théories et les revendications de la Russie révolutionnaire, l'organisation, la tactique, l'attitude et l'évolution des différents partis politiques.

LE MAROC DE 1917 (*Épuisé*).

LE MAROC DE 1918 (*Epuisé*)

LE MAROC DE 1919.

par HENRY DUGARD.

Chaque vol.. . . . 4 50

M. Dugard s'adresse aux jeunes, à ceux qui, revenus de la guerre, voudront vivre et agir. Il trace pour eux une série de tableaux, il leur soumet les problèmes et s'efforce de les résoudre avec eux. Il donne le désir d'aller visiter la colonie nouvelle, et mieux, il fait naître l'envie d'y aller vivre et travailler. Il faut avoir lu le livre de M. Dugard et, quand on l'a lu, il faut le faire lire.

GUSTAVE SALÉ, *l'Exportateur français*.

Le Maroc de 1918 contient quantité de renseignements pratiques, d'idées, de suggestions qui seront précieux au colon, à l'homme d'affaires, à l'officier, au fonctionnaire.

L'Information marocaine.

NOTRE FORCE FUTURE.

par JEAN DYBOWSKI, MEMBRE DE L'ACADEMIE D'AGRICULTURE DE FRANCE, PROFESSEUR A L'INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE DE LA RÉGENCE DE TUNIS, INSPECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE COLONIALE.

Un vol. 4 50

Où trouver des forces nouvelles pour réparer nos désastres ?

L'auteur en voit les moyens dans la puissance, encore intacte, que constitue notre vaste empire d'outre-mer.

Avec la précision que donne l'expérience acquise sur place, il nous montre nos colonies sous un jour nouveau, par beaucoup insoupçonné. Il en précise la valeur.

Pour lui, nulle industrie métropolitaine ne pourra assurer son avenir, si elle ne possède les ressources de ses matières premières. Il montre l'immense richesse qui en peut découler.

La France, dont la natalité trop faible réduit la force, trouvera en outre, dans l'adjonction des populations indigènes, une puissance accrue par le développement de ses colonies.

La France extérieure.

L'IRLANDE ENNEMIE ?

par R.-C. ESCOUFLAIRE.

Un vol. 4 50

Exposé de faits historiques ou contemporains, jetant un jour nouveau sur cette éternelle question d'Irlande, qui est peut-être le conflit de nationalité le plus ancien de l'Europe.

Pourquoi l'Angleterre, si libérale, si experte et si heureuse en colonisation, n'échoue-t-elle qu'en Irlande, et pourquoi ne recueille-t-elle que des reproches de cette Irlande qui, pour justifier ses

révoltes et ses trahisons, se dit opprimée? Il faut avoir lu ce livre pour le comprendre. La cause irlandaise ne nous a encore jamais été présentée sous cet aspect et il serait difficile de trouver sur le sujet une étude plus instructive, plus révélatrice, plus précise ou mieux documentée.

Courrier des États-Unis.

***

ESSAI SUR LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE.

Un vol. **4 50**

Ce livre, non signé, est certainement l'œuvre d'un technicien sérieux et autorisé. Après un bref historique du régime douanier français, il décrit les divers systèmes en présence et indique ses propres préférences. L'œuvre est profondément suggestive.

Paris-Midi.

L'ÉTATISME INDUSTRIEL.

par un INGÉNIEUR DES MINES DEMOBILISÉ.

Un vol. **4 50**

Faisant état des résultats obtenus, aussi bien en France qu'à l'étranger, l'auteur (ingénieur des mines démobilisé) montre l'autonomie irréductible qui existe entre le concept d'industrie et celui d'une administration d'État.

LA QUESTION DU FER. — **Le problème franco-allemand du fer.**

par LOUIS FÉRASSON, ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, INGÉNIEUR CIVIL DES MINES.

Un vol. . . . . **3 »**

L'hégémonie économique que les Allemands attendent de la conquête des richesses minières de l'Est, la puissance industrielle accrue que va nous donner le retour des anciennes provinces : tel est le problème franco-allemand du fer exposé par un praticien de la métallurgie lorraine.

DU MÊME :

L'INDUSTRIE DU FER. — **Ce que tout le monde doit savoir. La métallurgie du fer et ses produits : la fonte, le fer et l'acier. La métallurgie du fer dans le monde et particulièrement en France.**

Un vol. **4 50**

L'industrie du fer a joué dans la guerre actuelle un rôle dont tout le monde sait l'importance. Elle est appelée, d'autre part, à tenir le premier rang parmi les facteurs de puissance économique d'après-guerre. Il est donc de la plus haute utilité de connaître cette industrie, ses différents produits, ses procédés de fabrication.

NOS ALLIÉS D'EXTRÊME-ORIENT.

par AUGUSTE GÉRARD, ANCIEN AMBASSADEUR DE FRANCE A TOKIO.

Un vol. 4 50

L'auteur étudie l'histoire et la situation de l'Asie-Orientale. Il expose les événements qui ont précédé la guerre et déterminé la participation de l'Extrême-Orient à la lutte mondiale ; il fait ressortir les efforts accomplis par le Japon depuis le début des hostilités et l'influence que les États-Unis surent exercer sur l'attitude du Siam et de la Chine. L'ouvrage se termine par un intéressant chapitre consacré à la civilisation générale du Japon.

New York Herald.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR A L'APRES-GUERRE. — Préface de de M. HENRY LE CHATELIER, de l'Institut.

par LÉON GUILLET, PROFESSEUR AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS ET A L'ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES.

Un vol. 4 50

Ce livre étudie les différentes questions relatives à la formation des ingénieurs. Il se termine par des conclusions précises qui ont déjà fait l'objet d'une importante discussion à la Société des Ingénieurs civils de France.

LE SIONISME POLITIQUE ET SON FONDATEUR, THÉODORE HERZL, 1860-1904.

par BARUCH HAGANI.

Un vol. 4 50

Ce travail constitue un historique succinct, mais complet, du mouvement sioniste. C'est le premier ouvrage que nous ayons sur la matière.

La Correspondance d'Orient.

Il faut lire dans le livre bien documenté et nettement écrit d'un Israélite, M. Baruch Hagani, les efforts hardis et persévérants qu'ont multipliés les Juifs pour devenir un jour un peuple autonome, s'établissant en Palestine.

JEAN GUIRAUD, *La Croix.*

LE PRÉSIDENT WILSON. — Etude sur la Démocratie américaine.

par DANIEL HALÉVY.

Un vol. 4 50

M. Daniel Halévy a bien fait d'ajouter au titre de son volume le sous-titre : *Etude sur la Démocratie américaine.* Il n'a pas en effet simplement écrit une biographie du président actuel des États-Unis : il a expliqué sa politique depuis qu'il a été candidat, puis président, par l'étude de l'ensemble des institutions et des mœurs politiques dont il a subi l'influence et auxquelles il a dû en partie s'adapter pour

réussir. Cette influence n'a pas toujours été bonne, et M. Daniel Halévy n'est pas un admirateur sans réserve des choses américaines, ni même des démocraties en général.

EUGÈNE D'EICHTAL, *Revue des Sciences politiques.*

CRÉER.

par EDOUARD HERRIOT, MAIRE DE LYON, SÉNATEUR DU RHÔNE.

Deux vol. . . . 6 et 5 »

Il faut lire CRÉER, merveilleux bréviaire du Français de la Paix, dont tout le programme se trouve résumé dans la dédicace d'Edouard Herriot à ses lecteurs des générations nouvelles : « *Aux jeunes gens de France, pour qu'ils soient plus intelligents et plus hardis que nous.* »

L'Entente.

LE PLAN DE GUERRE COMMERCIALE DE L'ALLEMAGNE. — Préface et traduction de ANTOINE DE TARLE, secrétaire général de la Chambre de Commerce de Lyon. Introduction de MM. HERBERT HOOVER, VERNON KELLOGG et FRÉDERIC C. WALCOTT, de l'United States Food Administration.

par S. HERZOG, INGÉNIEUR CONSEIL.

Un vol. 4 50

Ce curieux livre révèle tout un plan d'opérations commerciales destiné à donner aux Allemands la maîtrise économique du monde. Œuvre d'un puissant intérêt psychologique et pratique, que nous avons pu nous procurer par suite d'heureuses circonstances et que nous avons tenu à présenter au public de langue française.

LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE AUX ETATS-UNIS, traduit de l'anglais par Mme EMILE BOUTROUX. Lettre-Préface de M. EMILE BOUTROUX, de l'Institut.

par DAVID JAYNE HILL, ANCIEN AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A BERLIN.

Un vol. 4 50

Dans ce volume, écrit par un diplomate américain qui est aussi un penseur, on cherche à définir les caractères principaux de l'esprit américain, de la doctrine politique des Etats-Unis, ou comme dit l'auteur, de l'américanisme. C'est une étude de philosophie politique et de psychologie sociale qui nous sera précieuse.

Le Correspondant.

DU MÊME :

LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE, traduit de l'anglais par L.-P. ALAUX. — **L'héritage néfaste de l'Europe. — Idéals internationaux. L'impérialisme économique. — La transfiguration**

de l'empire allemand. — Organisation internationale.

Un vol. **4 50**

Livre fortement documenté, mais par-dessus tout médité et d'un point de vue à la fois juridique, politique et chrétien, qui dans son entier constitue une critique de l'idée de la souveraineté absolue, qu'elle soit celle du monarque, du peuple dans l'Etat, ou de la nation dans le monde.

LA PAIX DE BUCAREST (7 mai 1918).

par D. IANCOVICI, DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

Un vol. **4 50**

Il faut que tous les Français sachent ce qu'aurait été la paix allemande, si nos ennemis avaient été vainqueurs; il faut qu'ils sachent ce que les Boches entendaient par « paix de conciliation » et rien n'est plus éloquent à ce point de vue que le commentaire que fait de *La Paix de Bucarest*, M. D. Iancovici, docteur en droit de l'Université de Paris.

La Liberté.

LA SCIENCE DE PUISSANCE, traduit de l'anglais par HENRY DE VARIGNY.

par BENJAMIN KIDD.

Un vol. **4 50**

Un ouvrage plein d'idées originales et qui fait réfléchir. Il fera hurler les uns et sera applaudi des autres; mais ceux qui l'applaudiront le feront avec un enthousiasme particulier, comme cela a lieu devant une révélation subite et qu'on a comprise.

IL Y A TOUJOURS DES PYRÉNÉES.

par JULES LABORDE.

Un vol. **4 50**

L'ouvrage de M. Laborde, conçu dans un esprit d'utilité pratique, a pour but, tout d'abord, de faire connaître et d'examiner sans parti pris les pièces essentielles du long procès historique qui divise les deux peuples riverains des Pyrénées, car, si l'on veut comprendre et apprécier équitablement leurs rapports actuels, il est nécessaire de remonter aux causes premières des malentendus.

Sur les deux principales : l'invasion française en Espagne et notre protectorat au Maroc, seul le point de vue espagnol a été exposé jusqu'ici. Il importait de publier, comme le fait M. Laborde, le point de vue français.

Revue politique et parlementaire.

L'INDUSTRIE RUSSE ET LA RÉVOLUTION.

par RAOUL LABRY, AGRÉGÉ DES LETTRES, MEMBRE DE L'INSTITUT FRANÇAIS A PÉTROGRAD.

Un vol. **4 50**

Livre d'actualité, s'il en est, en cette période de revendications ouvrières exaltées et sans cesse croissantes; livre qui, à chaque page, impose des rapprochements saisissants entre la ruine de l'industrie

russe et le commencement de désorganisation de la nôtre, entre l'anarchie slave et les tentatives de bouleversement social en France; livre dont on voudrait pouvoir citer des passages entiers relatant le processus fatal de la crise économique slave, d'où se dégage pour nous une terrible leçon.

La Démocratie Nouvelle.

L'EFFORT FRANÇAIS EN AMÉRIQUE LATINE. — Préface de M. R.-G. Lévy, de l'Institut.

par GEORGES LAFOND, CHARGÉ DE MISSIONS EN AMÉRIQUE DU SUD.

Un vol. 4 50

Voici un livre modèle par la richesse de sa documentation, la hardiesse de ses critiques, la sagesse de ses vues. Tous ceux qui s'intéressent à l'expansion économique de la France d'après-guerre devraient le méditer.

HENRI MAZEL, *le Mercure de France.*

QUALITÉS A ACQUÉRIR.

par LOUIS DE LAUNAY, MEMBRE DE L'INSTITUT.

Un vol. 4 50

Les qualités que la France devra acquérir pour s'adapter au monde nouveau que la guerre aura créé.

Manuel d'après guerre, offrant cette originalité d'être un bréviaire réaliste rédigé par un idéaliste.

CAMILLE LE SENNE, *la France.*

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES NÉS DE LA GUERRE.

par ANDRÉ LEBON, ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE ET DES COLONIES, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIELS ET DES COMMERÇANTS FRANÇAIS.

Deux vol. 4 50

Voici des livres sérieux qui donnent à réfléchir et à penser. Les problèmes que la guerre a posés sont si nombreux, si graves qu'on doit souhaiter leur voir appliquer les solutions les meilleures. C'est à quoi M. André Lebon, un spécialiste des questions économiques, industrielles et commerciales, s'est efforcé d'atteindre avec un rare bonheur d'expression et une exceptionnelle sagacité.

Le Populaire de Nantes.

***

LETTRES D'UN VIEIL AMÉRICAIN A UN FRANÇAIS, traduites de l'anglais par J.-L. Duplan. Préface de Lysis.

Un vol. 4 50

(*Ouvrage couronné par l'Académie française et par l'Institut français aux Etats-Unis*).

Ce vieil Américain témoigne à la France un enthousiasme sans borne et conclut en disant : « Le jour où ce sera la mode en France de travailler à l'américaine, les Français seront imbattables. »

L'Opinion.

Ce livre, substantiel et instructif comme pas un, est à lire d'un bout à l'autre. Il faudrait en citer des pages entières.

LUCIEN DESCAVES.

Le témoignage de cet Américain intéresse non seulement la France, mais tous les peuples de l'Europe occidentale.

La Revue belge.

LA POLICE. — Ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être.

par EDMOND LOCARD, DOCTEUR EN MÉDECINE, LICENCIÉ EN DROIT, DIRECTEUR DU LABORATOIRE DE POLICE TECHNIQUE DE LYON.

Un vol. 4 50

Avons-nous en France la police que nous méritons? Ceux qui en regrettent la routine ou les violences, et qui souhaitent la voir arriver plus habituellement à son but, qui n'est point de molester les honnêtes gens mais de découvrir les criminels, liront ce livre, plan et programme d'une police moderne conçue suivant l'esprit scientifique.

POUR RENAITRE.

par LYSIS.

Un vol. 4 50

Nous éprouvons un plaisir particulier à signaler *Pour renaître*, et cela d'autant plus que ce livre est un véritable hymne à la chimie et aux industries chimiques...

Revue des Produits chimiques.

L'homme le moins versé dans les choses de la production lira comme un roman ce livre où l'auteur réalise le tour de force de rendre sensible à M. Tout le Monde l'intérêt qui s'attache à la technique industrielle.

LES PROBLÈMES DU CRÉDIT EN FRANCE.

par GERMAIN MARTIN, CORRESPONDANT DE L'INSTITUT, PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER.

Un vol. 4 50

Sommaire de l'ouvrage :

L'ÉPARGNE SUPPORT DU CRÉDIT : LA FORCE DE L'ÉPARGNE EN FRANCE. LES BANQUIERS DU MONDE. LES CONSÉQUENCES D'UNE ERREUR ÉCONOMIQUE. — L'ARMATURE DU CRÉDIT : STRUCTURE DU CRÉDIT EN FRANCE; LE MÉCANISME. LA CRITIQUE DE NOTRE SYSTÈME BANCAIRE. LE CRÉDIT DE L'ETAT PENDANT LA GUERRE. — PROBLÈMES D'APRÈS GUERRE : LA LIQUIDITÉ DES CA-

PITAUX. LE CRÉDIT AUX AFFAIRES ET LE RÉGIONALISME BANCAIRE LE CRÉDIT ET LES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX.

Comment trouver, comment placer des capitaux ? Lisez ce livre qui expose les formes du crédit de demain.

S'il est une étude qui s'impose actuellement, non seulement aux financiers, mais aux hommes politiques, maîtres de notre budget, ainsi qu'au grand public, c'est celle des problèmes du crédit, des charges de notre Dette, du rapport établi entre l'impôt et l'emprunt dans les recettes de l'État dont dépend le sort des contribuables.

Revue des Sciences politiques.

NATIONALISME ET INTERNATIONALISME, traduit de l'anglais par HENRY DE VARIGNY.

par RAMSAY MUIR, PROFESSEUR D'HISTOIRE MODERNE A L'UNIVERSITÉ DE MANCHESTER.

Un vol. 4 50

Ce livre, composé à la lumière des événements contemporains, constitue un véritable traité de philosophie de l'histoire.

LES INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.

par PAUL PETIT, PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES SCIENCES DE NANCY.

Un vol. 4 50

Cet ouvrage est destiné au grand public; chacun le lira sans la moindre difficulté et ensuite comprendra mieux la question de l'alimentation, qui est la principale actuellement, comme aussi l'effort qu'il faut accomplir pour que la France retrouve bientôt la vie facile d'antan.

LES HOMMES QU'IL NOUS FAUT. — Comment organiser la production.

par PIERRE PEZEU.

Un vol. 4 50

Ce livre contient un exposé des méthodes utiles à l'homme qui veut développer intégralement sa propre valeur et qui veut être un vrai chef, capable de porter au maximum la valeur et le rendement de ses collaborateurs.

WALTHER RATHENAU. — Ses idées et ses projets d'organisation économique.

par GASTON RAPHAEL.

Un vol. 4 50

De quoi demain sera-t-il fait? C'est le plan de réorganisation économique, morale et sociale de l'Allemagne et du monde que Walther Rathenau a tracé dans ses œuvres parues avant ou après 1914, dont on trouvera l'exposé dans ce livre intéressant à l'extrême.

QUAND SERONS-NOUS EN RÉPUBLIQUE?

par JULES ROCHE, DÉPUTÉ, ANCIEN MINISTRE.

Un vol. 4 50

L'auteur établit, qu'en fait, la Constitution de 1875 a créé *un pouvoir absolu d'élus irresponsables*, c'est-à-dire un régime générateur d'anarchie et de ruine. La preuve en est que, dans l'espace de quarante-sept ans, 68 ministères se sont succédé. Il importe donc, aussitôt la victoire, de donner à la France une *Constitution* adaptée à ses besoins, à ses forces, au génie de sa race, une Constitution véritablement républicaine et démocratique. Ce que doit être cette Constitution, M. Roche l'expose avec force et clarté dans ce livre qui résout, avec une irréfutable logique, le grave problème de demain. Aucun Français ne doit ignorer ces pages.

L'Avenir de la Mayenne.

LA TERRE RESTAURATRICE.

par le VICOMTE DE ROQUETTE-BUISSON et MARCEL-A. HÉRUBEL.

Un vol. 4 50

Une question d'importance primordiale : la place de l'agriculture dans le grand travail de reconstruction française qui s'impose aujourd'hui. Les auteurs estiment avec raison qu'on ne bâtira rien de solide si l'on ne met la réorganisation de l'agriculture, notre force principale et permanente, à la base de l'ordre social. Et ils ne font pas que l'affirmer, ils le démontrent d'une façon précise, avec faits et chiffres à l'appui, et ils expliquent d'une façon très nette, sans rhétorique, avec une forte conviction, que l'effort industriel ne sera sérieux et durable que s'il s'appuie sur l'effort agricole.

Le Correspondant.

VILLES ET VILLAGES FRANÇAIS APRÈS LA GUERRE. — **Aménagement, embellissement, extension, restauration,** avec une préface de M. LOUIS BONNIER, inspecteur général des Services techniques d'Architecture et d'Esthétique du département de la Seine.

par LÉON ROSENTHAL, DOCTEUR ÈS LETTRES, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ART PUBLIC.

Un vol. 4 50

Ce livre est un véritable traité d'urbanisme, science qui comptera parmi les plus importantes de demain.

LES GUERRES D'ENFER. — Nouvelle édition, avec une préface de LAURENT TAILHADE et suivie d'une lettre ouverte à ROMAIN ROLLAND.

par ALPHONSE SÉCHÉ.

Un vol. 4 50

« Un *novum organum* de la philosophie historique, une somme, un bréviaire de la sagesse moderne. » LAURENT TAILHADE.

L'EXEMPLE AMÉRICAIN. — **Le prix du temps aux États Unis.** Préface de M. VICTOR CAMBON, illustré de 90 dessins, par G. PAVIS.

par E. SERVAN.

Un vol. . . . . 5 »

Vivant, facile à lire, illustré d'amusantes vignettes, cet ouvrage montre l'esprit pratique de la vie américaine : il saisit sur le vif, en de courts tableaux, les méthodes commerciales, modernes et efficaces, les habitudes d'action rapide, de travail ordonné qui témoigne de la prodigieuse vitalité des États-Unis. L'exemple d'une pareille faculté de réalisation ne peut que servir à notre développement économique.

La Revue de Paris.

MARXISME CONTRE SOCIALISME, traduit de l'anglais par ROGER PICARD.

par V.-G. SIMKHOVITCH.

Un vol. 4 50

Examen et critique approfondis de la valeur scientifique du Marxisme qui éclairent d'une façon curieuse les événements révolutionnaires actuels.

LA PRÉPARATION DE LA LUTTE ÉCONOMIQUE PAR L'ALLEMAGNE.

par ANTOINE DE TARLÉ, ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON.

Un vol. 4 50

De cette enquête sérieusement menée dans toutes les branches, l'auteur déduit que les Alliés ne doivent pas s'abandonner à un facile optimisme. L'impérialisme allemand n'est pas mort, et il faut le combattre sur les marchés mondiaux qu'il s'apprête à reconquérir, empêcher qu'il ne fasse de la Russie et de l'Orient une colonie, des pays neutres des associés plus ou moins conscients; assouplir enfin notre manière de produire, de trafiquer, en empruntant à la forte et rude organisation d'outre-Vosges un peu de sa volonté de vivre et de sa logique agissante.

L'Information.

LE SYSTÈME TAYLOR **(Scientific Management).** Préface de M. ALEXANDRE MILLERAND, député, ancien ministre.

par G. BERTRAND THOMPSON, INGÉNIEUR-CONSEIL DU MINISTÈRE DE L'ARMEMENT, ANCIEN MAITRE DE CONFÉRENCES A L'UNIVERSITÉ DE HARVARD.

Un vol. avec 16 illustrations hors texte. . . . 3 »

A l'heure où un problème unique, celui de la production, doit absorber toutes les énergies, ce petit livre est vraiment indispensable.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE.

Préface de M. EDVARD BENÈS, Ministre des Affaires Etrangères de la République Tchéco-Slovaque, Délégué à la Conférence de la paix.

par LOUISE WEISS.

Un vol. 4 50

Cette intéressante étude, facile à lire, mettra au courant, d'un des plus importants problèmes traités à la Conférence de la Paix, bien des esprits qui désirent être renseignés assez rapidement et d'une façon autorisée. On y verra les efforts déjà faits avant la guerre par les Tchéco-Slovaques pour arriver à l'existence politique, les fondements de leurs revendications, leur action au cours de la guerre, les caractères de leur lutte à la fois politique et militaire, les résultats déjà conquis successivement et l'avenir qui s'ouvre à la nouvelle République.

Le Correspondant.

ESSAI SUR LA CONDUITE DES AFFAIRES ET LA DIRECTION DES HOMMES. — **Une doctrine française : l'administration expérimentale.** Avec une préface de M. HENRI FAYOL.

par J. WILBOIS, ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, ET P. VANUXEM, ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE, INGÉNIEUR DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Un vol. 4 50

Ce livre contient une doctrine complète de la prévoyance, de l'organisation, du commandement, de la coordination et du contrôle. C'est une œuvre de science, qui crée une science nouvelle, la science administrative; et en même temps c'est un livre d'action, le manuel indispensable du jeune chef de demain, chef de famille, chef d'usine, chef de syndicat, jusqu'aux grands dirigeants de la vie morale, sociale et politique.

NATALITÉ ET RÉGIME SUCCESSORAL.

par RENÉ WORMS, DOCTEUR ÈS LETTRES ET ÈS SCIENCES, AGRÉGÉ DES FACULTÉS DE DROIT, DIRECTEUR DE LA REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE.

Un vol. 4 50

Le mémoire de M. René Worms est l'œuvre d'un jurisconsulte et d'un sociologue autorisé.

Le Parlement et l'Opinion.

SÉRIE in-8

LES ÉTATS-UNIS CONTRE L'ALLEMAGNE.

par GABRIEL ALPHAUD.

Un vol. 7 50

Livre qui se signale par une documentation précise et sérieuse, par une belle tenue et par une mise en œuvre claire et élégante. Il est fort instructif et sera utile aux historiens.

Le Correspondant.

LA QUESTION DU RHONE.

par LOUIS BORDEAUX.

Un vol. . . . . 10 »

La question du Rhône, c'est la question de l'aménagement du fleuve afin que, rendu apte à une navigation intense, relié au Rhin par la Saône et le canal amélioré, relié de même, par la Suisse au Rhin et, de là, aux fleuves de l'Europe centrale et au Danube, il devienne l'une des plus grandes voies commerciales de l'Europe. L'ouvrage de M. Louis Bordeaux est le premier et le seul ouvrage d'ensemble sur cette importante question.

LA FRANCE DEVANT L'ALLEMAGNE.

par G. CLEMENCEAU.

Un vol. 7 50

Tous les Français, quelles que soient leurs opinions, verront dans ce livre le visage ardent de la Patrie, de la France plus belle que jamais aux grands jours de son histoire.

Le Temps.

C'est toute la pensée française que M. G. Clemenceau exprime dans cet ouvrage, en homme d'État, en philosophe, en patriote.

La Nouvelle Revue.

BIENS ET INTÉRÊTS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE ET EN ALSACE-LORRAINE PENDANT LA GUERRE. — Ouvrage accompagné de la traduction des textes allemands relatifs aux mesures législatives et administratives prises à l'égard des biens français, anglais et alliés et d'une liste des principales entreprises françaises séquestrées et liquidées en Alsace-Lorraine et en Allemagne. Préface de M. Louis Renault, professeur à la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut.

par F. ECCARD, DOCTEUR EN DROIT.

Un vol. 7 50

L'ouvrage de M. Eccard nous expose la législation de guerre

allemande et nous informe de toutes les mesures prises chez l'ennemi, tant par le pouvoir réglementaire que par l'administration

La Nouvelle Revue.

Ainsi que le dit en sa préface, M. Louis Renault, ces recherches, qui furent difficiles, nous éclairent sur l'esprit juridique allemand, à la fois subtil et violent : les renseignements copieux et précis, rassemblés par M. Eccard, nous aideront à régler après la guerre les termes d'une liquidation où il y aura fort à faire pour sauvegarder les plus indiscutables des intérêts privés.

L'Œuvre.

UNE POLITIQUE DE LA CONSTRUCTION APRÈS LA GUERRE. — **Travaux publics et Bâtiment.**

par GEORGES HERSENT, INGÉNIEUR CIVIL, MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF DES ARTS ET MANUFACTURES.

Un vol. . . . . **10 »**

Tous les Français qui se préoccupent avant tout de la restauration de la France liront avec un vif intérêt cet important ouvrage, écrit par un des plus grands ingénieurs et constructeurs français et qui traite le sujet le plus vaste et le plus pressant de l'heure actuelle.

UNE LÉGISLATION COMMUNISTE. — **Recueil des lois, décrets, arrêtés principaux du Gouvernement bolcheviste.**

par RAOUL LABRY.

Un vol. . . . . **10 »**

En faisant cette publication sans prétention scientifique, M. Raoul Labry, auteur de l'admirable ouvrage *L'Industrie russe et la Révolution*, a voulu seulement faire œuvre immédiatement utile en mettant à la portée de ceux qui désirent étudier le bolchevisme, l'essentiel de sa législation, dans une classification commode, où les lois, décrets et arrêtés sont rangés par date, afin de pouvoir mieux en suivre la succession.

L'APPEL DE LA TERRE (1915-1918), par FRANÇOIS LETERRIEN, préface de M. H. HITIER, ingénieur-agronome, membre de l'Académie d'Agriculture.

par J.-H. RICARD, INGÉNIEUR-AGRONOME, MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AGRICULTURE.

Un vol. . . . . **10 »**

« Il y a des leçons de la guerre qu'il ne faut pas oublier et dont il faudra savoir profiter ; le livre de M. Ricard nous y aidera. »

H. HITIER.

Ce livre doit être lu par tous ceux qui s'intéressent à la rénovation agricole de la France et qui veulent connaître les besoins de la terre et des masses rurales.

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 54863.

SÉRIE IN-16 à 4 fr. 50

BIARD D'AUNET. — **Pour remettre de l'Ordre dans la Maison.**
La Politique et les Affaires.
VICTOR BORET. — **La Bataille économique de demain.**
M. BOUILLOUX-LAFONT. — **Les Chambres de Métiers.**
VICTOR CAMBON. — **Notre Avenir.**
Où Allons-nous ?
Cte DE CANISY. — **La question ouvrière dans le bassin de Briey.**
HERBERT N. CASSON. — **Les 16 commandements de l'homme d'affaires**, traduit par GEO LANGE.
★★★ **Les "Dangers mortels" de la Révolution Russe.**
Quefaire de l'Est européen? (6 f.)
HENRY DUGARD. — **Le Maroc de 1917-18-19. (3 vol.)**
J.-L. DUPLAN. — **Lettres d'un Vieil Américain à un Français.**
JEAN DYBOWSKI. — **Notre Force future.**
R.-C. ESCOUFLAIRE. — **L'Irlande ennemie ?**
LOUIS FÉRASSON. — **La Question du Fer (3 fr.)**
L'Industrie du Fer.
AUGUSTE GÉRARD. — **Nos Alliés d'Extrême-Orient.**
LÉON GUILLET. — **L'Enseignement technique supérieur à l'Après-Guerre.**
BARUCH HAGANI. — **Le Sionisme politique.**
DANIEL HALÉVY. — **Le Président Wilson.**
ÉDOUARD HERRIOT. — **Agir. Créer. 2 vol. (6 et 5 fr.)**
S. HERZOG. — **Le plan de guerre commerciale de l'Allemagne** traduit par A. DE TARLÉ.
DAVID JAYNE HILL. — **La Reconstruction de l'Europe.**
La Crise de la Démocratie aux États-Unis.
JULES LABORDE. — **Il y a toujours des Pyrénées.**
RAOUL LABRY. — **L'Industrie russe et la Révolution.**
GEORGES LAFOND. — **L'Effort français en Amérique latine.**
LOUIS DE LAUNAY. — **Qualités à acquérir.**
ANDRÉ LEBON. — **Problèmes économiques nés de la Guerre.**
LYSIS. — **Pour Renaître.**
★★★ — **Essai sur la politique douanière de la France.**
GERMAIN MARTIN. — **Les problèmes du Crédit en France.**
RAMSAY MUIR. — **Nationalisme et internationalisme.**
P. PETIT. — **Les Industries de l'Alimentation.**
JULES ROCHE. — **Quand serons-nous en République ?**
Vte DE ROQUETTE-BUISSON ET MARCEL-A. HÉRUBEL. — **La Terre Restauratrice.**
LÉON ROSENTHAL. — **Villes et Villages français après la Guerre.**
E. SERVAN. — **L'Exemple Américain. (5 fr.)**
V.-G. SIMKHOVITCH. — **Marxisme contre Socialisme.**
A. DE TARLÉ. — **La préparation de la lutte économique par l'Allemagne.**
LOUISE WEISS. — **La République Tchéco-slovaque.**

PAYOT & Cie, 106, Boulevard Saint-Germain, PARIS

Imp. Centrale (C. h. Brélaz), 20, rue Cadet, Paris.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DD
237
G45

Gentizon, Paul
La révolution allemande